

Le fort de Breendonk

Le camp de la terreur nazie en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale

Breendonk, camp de la terreur nazie en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale, fut installé dans une forteresse militaire de l'armée belge construite au début du XX^e siècle. À la fin du mois d'août 1940, les Allemands, qui occupaient la Belgique depuis le mois de mai, transformèrent le fort en camp de transit. Sans être un camp de concentration classique, 3 500 prisonniers environ y furent enfermés, 300 personnes y moururent des suites des tortures, des exécutions ou des conditions de vie. Et le 6 mai 1944, informés de l'imminence du débarquement, les nazis évacuèrent une partie des prisonniers vers l'Allemagne.

Un nouveau projet muséal s'imposait, enrichi d'un parcours pédagogique remanié présentant la réalité du quotidien des prisonniers incarcérés. L'utilisation de techniques audiovisuelles performantes met en valeur les leçons de mobilisation démocratique à tirer de l'horreur vécue dans le camp. *Démocratie ou barbarie* offre, par cette plaquette rééditée, un appui aux visites des enseignants.

Photo de couverture
Otto Kropf
Collection Otto Spronk I CEGES

ISBN 10 2-87386-460-5
ISBN 13 978-2-87386-460-6



9 782873 864606

ÉDITIONS
Racine



Agers



ARCHITEXTES

Le fort de Breendonk

Le camp de la terreur nazie en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale

Dossier pédagogique | 3^e édition

DÉMOCRATIE OU BARBARIE

ÉDITIONS
Racine

Le fort de Breendonk

Le camp de la terreur nazie en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale

Préface du docteur André Wynen

DÉMOCRATIE ou BARBARIE

Claire Pahaut et Fabrice Maerten



ÉDITIONS
Racine

Dans le cadre de meilleures pratiques de la démocratie, des droits de l'homme et du travail de mémoire, la coordination pédagogique *Démocratie ou barbarie (DoB)* propose des ouvrages et des cahiers utiles aux professeurs et aux pédagogues des centres d'éducation permanente et du monde associatif, engagés dans la dynamique de l'éducation à la citoyenneté et à la paix.

En collaboration avec les Éditions Racine, DoB prévoit cinq publications :

Paroles de mémoires, paroles d'histoire: en jeu (février 2006) ;

Objectif Commune, une nouvelle citoyenneté (août 2006) ;

Le fort de Breendonk. Le camp de la terreur nazie en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale;

Mémento de la citoyenneté en Communauté française;

Lieux d'histoire et Centres d'éducation à la mémoire du XX^e siècle.

DoB

DGEO Bureau 3F338

1, rue A. Lavallée • B - 1080 Bruxelles

dob@cfwb.be

www.enseignement.be/dob

Éditeur responsable: Lise-Anne Hanse, directrice générale,

Direction générale de l'enseignement obligatoire

AGERS, 1, rue A. Lavallée • B – 1080 Bruxelles

Toutes reproductions ou adaptations d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit réservées pour tous pays.

© Éditions Racine, 2006

52, rue Defacqz • B – 1050 Bruxelles

www.racine.be

D. 2006, 6852. 47

Dépôt légal: décembre 2006

ISBN 10 2-87386-460-5

ISBN 13 978-2-87386-460-6

Imprimé en Belgique le 10 décembre 2006
sur un papier 100 % recyclé (CyclusPrint 100g)

Préface

Cette plaquette décrit le nouveau musée de Breendonk que les réalisateurs souhaitent appeler Mémorial des droits de l'homme.

Puisse-t-elle convaincre tous ceux qui vont la lire que ce Mémorial fournit la preuve que même dans les démocraties comme la nôtre, les droits de l'homme sont respectés à la limite de l'acceptable.

Nos démocraties permettent et encouragent même par leur passivité le développement de partis néonazis qui ont pour objectif de piéger l'électorat comme Hitler le fit en Allemagne et réussit ainsi à prendre démocratiquement le pouvoir en 1933. Dès qu'il l'a détenu, il a créé le premier camp de concentration de Dachau qui a servi de modèle aux centaines d'autres dans lesquels furent exterminés tous les citoyens qui n'acceptaient pas la loi nazie.

Puisse la visite du camp de Breendonk montrer concrètement que tout le laxisme vis-à-vis de ces partis et de leurs candidats risque de nous entraîner dans une nouvelle aventure destinée à détruire la liberté et l'indépendance auxquels tous les êtres humains ont droit.

Nous espérons qu'en venant vous motiver dans ce Mémorial, les jeunes nous aideront à exercer les pressions indispensables vis-à-vis de nos législateurs pour faire en sorte que ces partis et leurs candidats soient condamnés à l'inéligibilité s'ils sont condamnés par les tribunaux pour non-respect de la Convention des droits de l'homme inscrite dans le droit belge depuis 1953.

Docteur André Wynen
Président du Groupe Mémoire

Démocratie ou barbarie adresse ses plus vifs remerciements à

Sandra Brys, graphiste

Pierre Buch, éditeur

Marcella Colle, inspectrice générale honoraire d'Histoire de la Communauté française ; experte de la CF au Conseil de l'Europe

Georges De Bleser, ancien résistant, rescapé de Breendonk et de Buchenwald

Gert De Prins, historien archiviste et documentaliste du Service des victimes de la guerre

Eva Fastag, rescapée de la caserne Dossin à Malines

Régine Krochmal, ancienne résistante et évadée du xx^e convoi vers Auschwitz

Astrid Legrand, directrice de production des Éditions Racine

Fabrice Maerten, historien au CEGES

Yannis Thanassekos et Bruno Della Pietra de la Fondation Auschwitz

Olivier van der Wilt, conservateur du Mémorial national du fort de Breendonk

Christine Van Everbroeck et Éric Bauthier du Musée royal de l'Armée

André Wynen, président du Groupe Mémoire, ancien résistant, rescapé de Breendonk et de Buchenwald.

Crédits photographiques

Collection Otto Spronk, CEGES, Bruxelles : pages 11, 15, 16

Fort de Breendonk, Willebroek : pages 8, 21, 22, 23, 26

IRPA-KIK, Bruxelles : page 32

Musée royal de l'Armée, Bruxelles, et Fort de Breendonk, Willebroek : pages 17, 24, 37, 40, 43, 45, 50, 55, 62

Couverture Architecte

Mise en pages Sandra Brys

Impression Chauveheid, Stavelot

Le Mémorial de Breendonk entre dans le XXI^e siècle

« Le 6 mai 1944, informés de l'imminence du débarquement allié, les nazis évacuaient une partie des prisonniers de Breendonk vers Buchenwald. Cinquante-neuf ans plus tard, écrit le journaliste Christian Laporte (1), Albert II a apporté son soutien à un nouveau projet muséal qui, grâce à l'utilisation des techniques audiovisuelles les plus performantes et une présentation rafraîchie des lieux, met en valeur les leçons de mobilisation démocratique à tirer de l'horreur vécue dans le seul camp de concentration belge. Refaire de Breendonk un vrai musée contre le retour des périls n'était pas un luxe. On n'est pas loin d'Anvers et, ici, dans la périphérie de Malines, le Blok aligne des scores de plus en plus inquiétants. En outre, malgré les efforts des anciens responsables, la présentation du camp était devenue quelque peu vieillotte, ce qui s'était traduit par une baisse des visites. Notamment des écoles, alors qu'il est essentiel d'éduquer les élèves à la démocratie contre la barbarie. Et de faire du travail de mémoire une priorité pédagogique absolue...

Christian Laporte
Le Soir, le 7 mai 2003

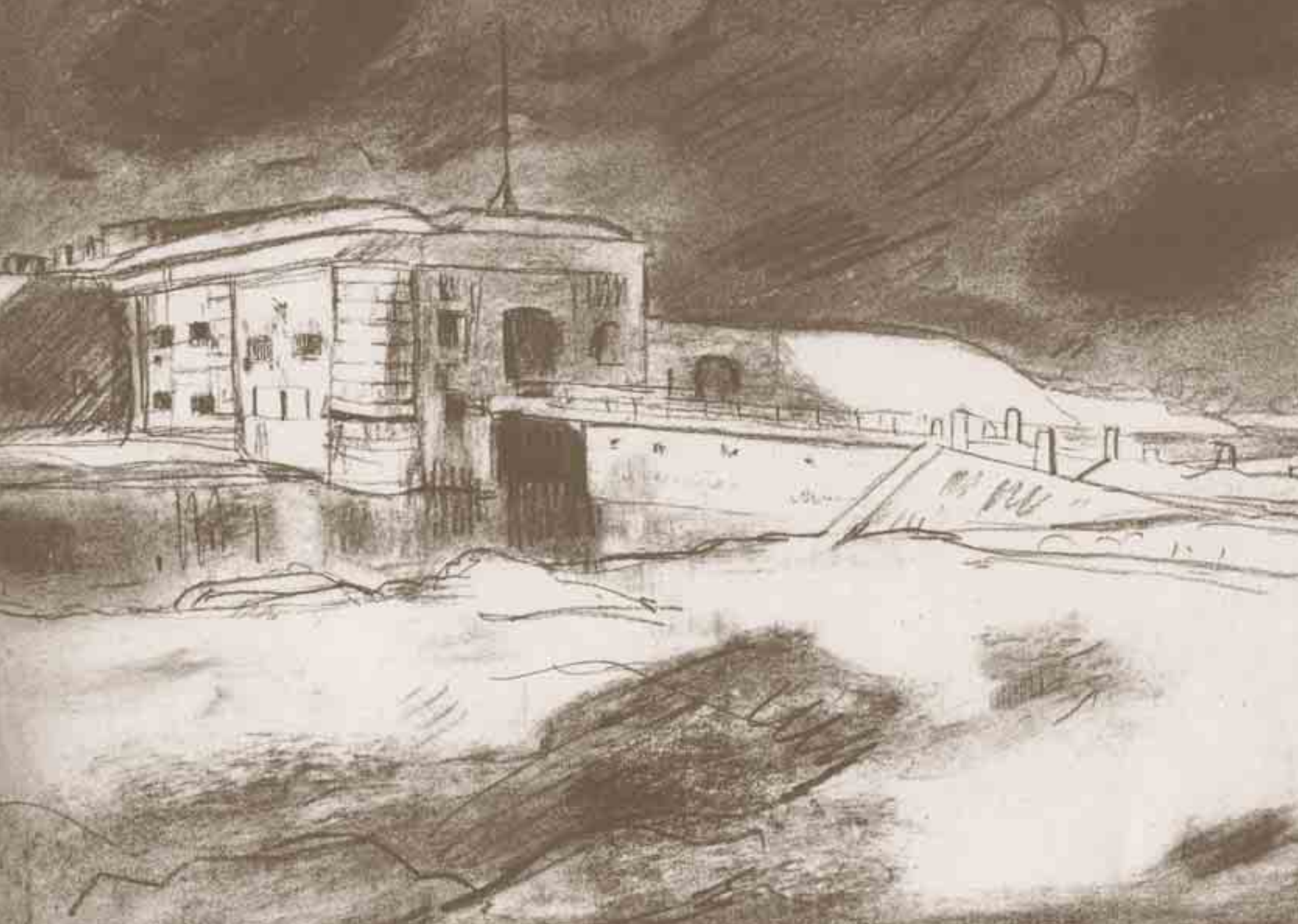
Il s'imposait, dès lors de rénover le site et le message porté à bout de bras, avec peu de moyens, pendant plus de vingt ans, par le professeur Paul M.G. Lévy et son équipe. Les nouveaux responsables du fort, encadrés par les meilleurs spécialistes de l'image de la Défense, assumèrent la rénovation. Le résultat est à la hauteur des attentes. L'ensemble du fort est maintenant rendu accessible et plus lisible. L'attrait des vidéos mais aussi l'utilisation d'une centaine de photos originales détaillées grâce à des audioguides, rendent mieux l'ambiance oppressante qui régnait au fort. Mémorial national, le fort rend hommage, comme il sied, à l'ensemble de la Résistance belge et met en exergue les artistes témoins qui passèrent par les geôles comme Jean Ochs qui travailla longtemps pour le *Pourquoi Pas?* ou comme Wilchar. En rouvrant Breendonk, on ne pouvait mieux lancer les commémorations du 8 mai, rappelant la victoire des démocrates sur les fascistes en 1945. »

(1) Pratiquant, depuis son enfance les deux langues nationales, Christian Laporte reçoit à l'UCL une formation en sciences politiques et sociales, en sociologie politique et en communication sociale. Journaliste au *Soir*, depuis 1985, Christian Laporte est invité à entrer à *La Libre Belgique*, en septembre 2004. Attaché aux valeurs traditionnelles de l'Église et de l'État, il propose aux lecteurs l'évolution de l'histoire contemporaine et des institutions démocratiques belges. Engagé dans un authentique travail de mémoire, il relaye avec un regard critique la pédagogie des projets citoyens développés dans les écoles.

Publications

Portraits d'Église, les catholiques belges du parvis au maître-autel, 2 volumes, Luc Pire, Bruxelles, 1998.
L'affaire de Louvain, l'histoire du Walen buiten, 1960-1968, De Boeck, Bruxelles, 1999.
Albert II, Premier Roi fédéral, Racine, Bruxelles, 2003.

Le camp de la terreur nazie



Un lieu d'histoire et de mémoires

Le fort de Breendonk, un maillon de l'immense tragédie humaine de la domination nazie, de son totalitarisme, de son racisme et de son antisémitisme. Paroxysme de puissance et d'influence, conjonction de la perfidie et du fanatisme politique.

La rénovation du site historique, l'accès à toutes les parties du fort, l'utilisation d'un grand nombre d'archives belges et allemandes et l'installation d'un nouveau parcours muséographique font de l'« enfer de Breendonk » un lieu d'histoire, de mémoires et un centre permanent d'éducation citoyenne et de défense des droits humains.

La coordination pédagogique *Démocratie ou barbarie*, rattachée à la direction générale de l'enseignement obligatoire, se devait de donner à l'enseignant un outil de base à intégrer à la préparation des élèves à la visite des lieux rénovés. Ce dossier accompagne la formation pédagogique proposée aux enseignants par l'équipe du fort, directement adaptée à la nouvelle muséographie.

Il nous a semblé utile de le compléter par une analyse critique de la Résistance en Belgique de 1940 à 1944 de l'historien Fabrice Maerten, attaché au CEGES.

Nous fermerons le dossier avec l'allocution prononcée par le professeur L.-E. Halkin au Congrès de la Résistance européenne, tenu à Bruxelles en 1958 et l'appel aux jeunes lancé en 1958 par le professeur Paul M.G. Lévy.

Le choix de l'illustration reste fidèle à la première édition : la collection Otto Spronk(1), les dessins de Ochs (2) et ceux de Wilchar (3).

(1) Environ cinquante ans après l'occupation allemande du fort de Breendonk comme *Auffanglager*, une série de photographies ont été retrouvées. Ces images datées de la mi-juin 1941 sont le travail commandé au photographe allemand Otto Kropf, correspondant de guerre pour la *Wehrmacht* et travaillant au centre *Propaganda-Kompanien* à partir de 1939. Elles ont été achetées à une vente aux enchères à Munich par un collectionneur hollandais, Otto Spronk. Elles constituent une collection historique exceptionnelle de la première année de vie du camp.

(2) Jacques Ochs, 1883-1971. Peintre portraitiste, dessinateur, illustrateur, affichiste et caricaturiste, champion du monde d'escrime, Jacques Ochs travaille en même temps, dans l'entre-deux-guerres, au journal *Pourquoi Pas?*, au *Journal de Liège*, au *Petit Parisien* et à la *Nation belge*. Grand patriote, libéral et antiflammingant, Jacques Ochs est arrêté en novembre 1940 sur dénonciation pour la publication d'une caricature antinazie dans le *Pourquoi Pas?*: « Hitler aux mains rouges ». Interné à Liège puis à Breendonk, il est relâché sous condition en 1942 puis à nouveau arrêté, comme juif, cette fois, en juillet 1944. Déporté à la caserne Dossin à Malines, il sera libéré *in extremis*.

(3) Wilchar, alias William Pauwels 1910-2005. Fils d'ouvrier, forte tête, anarchiste par générosité, révolté perpétuel de toutes les injustices, lithographe au talent violent et libertaire, artiste autodidacte, poseur de bombes et d'affiches politiques, Wilchar a été arrêté pour ses opinions communistes et interné à Breendonk en avril 1943. Ces mois-là ont définitivement fracturé sa vie. Ce qu'il a vu, ce qu'il a subi et dont témoignent ses dessins et son œuvre posent inlassablement le problème de la perte de l'humain. Dans tout ce qu'il est et ce qu'il fait, il a toujours lutté pour le respect des hommes et le bonheur du monde. (Jacqueline Aubenas, dans le synopsis du film *Les larmes noires* de Richard Olivier en 1992.)

L'histoire du fort

Le nom de Breendonk est une contraction du *Bredendonc* du XIII^e siècle, « large marais », annonçant un terrain argilo-sablonneux, coupé de ruisseaux. Dénommé « fort de Willebroek » et situé entre les forts voisins de Liezele à l'ouest et Waelhem à l'est, l'ouvrage fortifié date de 1906. Il faisait partie de la ceinture d'ouvrages défendant Anvers. Il était entouré d'un fossé rempli d'eau et de bâtiments ensevelis sous les terres provenant du creusement du fossé. Il devint « fort de Breendonk » le 12 janvier 1907 par la circulaire du ministre de la Guerre, Cousebant d'Alkebade. Pendant les premiers mois de la Première Guerre mondiale, l'armée belge y installe trois cent trente hommes mais, dès le 7 octobre, le roi Albert I^{er} rassemble les troupes derrière l'Yser. Le fort sera touché par les obus de l'armée impériale allemande et les occupants, emmenés dans les camps de prisonniers, au-delà du Rhin. Lorsqu'il fallut se préparer à l'éventualité d'une nouvelle invasion allemande, Breendonk est choisi comme quartier général de l'armée belge, d'où la récupération des canalisations électriques et téléphoniques mises en place en 1914. Le roi Léopold III arrive le 10 mai 1940 dès 8 heures 30 du matin et envoie du fort sa proclamation à la nation belge. Entouré de son état-major, le roi y reçut les officiers de liaisons français et britanniques et certains représentants du gouvernement belge jusqu'au moment de la capitulation. Dans l'histoire des années 1930 et 1940, le camp de concentration, en allemand le

Konzentrationslager, est le lieu-même où le nazisme se révèle sans masque pour ce qu'il est, un régime de terreur et de mort. Occupant la Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne nazie se garde d'y installer un camp de concentration mais l'Ordre nouveau qu'elle introduit dans le pays ne saurait s'exercer sans recourir à la terreur. La position du fort de Breendonk, à mi-chemin entre Anvers et Bruxelles et le long d'une voie rapide, n'est pas étrangère au choix de la *Sicherheitspolizei* et de la *Sicherheitsdienst*, SIPO/SD, d'en faire son camp de détention. Placé sous le haut commandement du général von Falkenhausen (1) et de son administration militaire, la *Militärverwaltung*, le fort sera, de 1940 à 1944, l'instrument de la terreur nazie. Mis à la disposition de la SS de la sécurité du Reich, il entre très vite dans l'histoire comme l'« enfer de Breendonk ». Il ouvre ses portes le 20 septembre 1940 comme *Auffanglager*, camp de réception, camp de transit pour des *Schutzhaftlinge*, détenus en préventive. Chaque individu est arrêté non pour les actes qu'il aurait commis mais pour ce qu'il est et pour ce qu'il pourrait faire en raison de son identité coupable. Dans un État de droit, respectueux des libertés fondamentales, les personnes détenues le sont pour les besoins de l'instruction de leur procès ou après avoir été jugées et condamnées à une peine de prison fixée. En Allemagne nazie et dans les pays occupés, ces droits sont suspendus ce qui laisse le champ libre à la terreur. En effet, dès l'avènement d'Hitler en 1933, les articles de la Constitution qui garantissent les libertés et les droits ont été suspendus. Le 23 mars 1933, Himmler, chef des SS, installe le premier camp de concentration à Dachau. Les milices du parti – les SA ou sections d'assaut – et la police du parti

– les SS ou échelons de protection – y enferment les opposants, communistes, sociaux-démocrates, témoins de Jéhovah, malades mentaux, homosexuels et aussi Juifs et Tziganes. Dès 1936, tous les camps passent sous l'autorité des SS. Jusqu'en 1939, les *Häftlinge*, les détenus de la SS sont des Allemands. Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, les camps s'internationalisent avec les détenus en provenance des pays occupés : prisonniers politiques, populations slaves, prisonniers de guerre soviétiques. Les transferts dans les camps de concentration relèvent de la police de sécurité ou encore police SS. Elle opère aussi en Belgique bien que ce territoire soit, comme nous venons de le rappeler, placé sous l'autorité d'une administration militaire. Sous le prétexte de prendre en charge les détenus juifs et certains détenus dangereux, les SS, toujours en lutte d'influence par rapport à l'administration militaire, obtiennent de disposer d'un camp.

La Belgique fut libérée en septembre 1944 ; la plupart des camps de concentration en avril-mai 1945. Pour le fort, on ne peut pas parler de libération. Entre le 30 août et le 1^{er} septembre, les derniers détenus ont été évacués et les SS sont partis pour l'Allemagne après avoir fait disparaître les traces de la terreur. La majorité des quelque trois mille cinq cents prisonniers détenus à Breendonk avaient été envoyés vers les camps de concentration ou les prisons en Allemagne nazie.

(1) Le baron von Falkenhausen (1878-1966) : après la capitulation, la Belgique et le Nord de la France sont placés sous l'autorité du général Alexander von Falkenhausen nommé *Militärbefehlshaber* qui aura beaucoup de difficultés à maintenir ses compétences face à la multiplication des services « parallèles ».



Départ d'un convoi de la gare de Willebroek.
Reportage d'Otto Kropf, dans *Breendonk, les débuts*,
CEGES-Buch Édition

À l'aube du 4 septembre 1944, la place est entièrement vide et livrée au pillage des habitants des alentours. Breendonk restera alors, jusqu'à la fin de l'année 1946, une prison pour « tout suspect de relations avec l'ennemi, âgé de plus de 16 ans, des condamnés, des criminels de guerre », en application de mesures prises par le gouvernement de Londres ; circulaire du 21 août 1944 du ministre de la Justice Antoine Delfosse. En 1946, le procès des bourreaux de Breendonk débute à Malines. Et en août 1947, le fort devient Mémorial national.

Le civisme ou la citoyenneté fait partie de notre patrimoine.

« Le camp de Breendonk fut complètement évacué le 6 mai 1944. Le débarquement était imminent. Je fis partie du convoi qui fut chargé dans des wagons à bestiaux à la gare de Willebroek dans la matinée. Nous ne savions pas où nous devions aller. Nous pûmes constater que le train prenait la direction de Luxembourg. J'avais griffonné sur un bout de papier que j'étais toujours vivant et j'indiquai la date et l'adresse de mes parents avec l'intention de le lâcher par une fente du plancher sur la voie avec l'espoir que quelqu'un le trouverait et qu'il l'enverrait à mes parents. Je le lâchai à Marbehan, indiquant ainsi mon itinéraire vers l'Allemagne, c'est à Buchenwald que nous étions envoyés. Ce papier fut ramassé par un garde-barrière qui l'apporta à la maison sans vouloir se faire connaître.

Ne voilà-t-il pas la preuve que dans notre pays, il existe des citoyens dont la conscience patriotique n'était pas morte. C'est là une consolation qui nous permet d'espérer que tout n'est pas perdu et que notre avenir trouvera comme le garde-barrière de Marbehan, des Belges qui ne sont pas prêts à baisser les bras sans réagir courageusement guidés par la spontanéité de leur courage patriotique. Puissent ces quelques mots, remercier cette personne qui n'a jamais voulu se faire connaître et qui ajoute à son geste la discrétion et la modestie. »

Docteur André Wynen, avril 2006

Dès le début de la guerre, André Wynen, jeune étudiant en médecine, résiste à l'occupant. Après la fermeture de l'ULB, il refuse d'effectuer les six mois de travail dans l'industrie de guerre allemande imposés aux étudiants pour pouvoir continuer leurs études, entre dans la clandestinité et rejoint les Partisans armés. Nommé commandant de compagnie en septembre 1943, il est arrêté dans le feu de l'action, le 1^{er} avril 1944, interrogé avec violence par la Gestapo, avenue Louise puis incarcéré à Breendonk. Il sera transféré avec tous les prisonniers du fort à Buchenwald, le 6 mai 1944. Condamné à mort en même temps que Jean Burgers, responsable du Groupe G et ses camarades, il échappera à l'exécution à la suite d'un bombardement du camp par la RAF ; son dossier ayant disparu dans les flammes.

L'ancien corps de garde

[pièce A]

On pénètre d'abord dans un bâtiment isolé qui fait aujourd'hui office de centre d'accueil. À l'époque, ce bâtiment abritait le corps de garde de la *Wehrmacht* – l'armée régulière allemande – chargée de la surveillance extérieure du fort et, dans une certaine mesure, des chantiers.

Deux maquettes sont présentées dans ce bâtiment d'accueil : la première montre le fort tel qu'il était en 1940, recouvert de terre, de sable et d'herbe, provenant des douves, de sorte qu'à distance, il ressemblait à une colline. La deuxième présente le fort après enlèvement des 250 000 m³ de terre par les détenus durant l'occupation nazie.

Au mur, quelques agrandissements en noir et blanc : la vie au *Auffanglager-Breendonk*. Ces témoignages uniques sont dus au photographe allemand Otto Kropf chargé comme correspondant de guerre d'un reportage de propagande, neuf mois après l'ouverture du camp et trois mois avant que le commandant Schmitt n'interdise toute photographie du camp. Elles constituent un instantané idéalisé de la vie quotidienne au camp et qui ne laisse en rien apparaître la violence existante : on y voit, entre autres, les gigantesques travaux de terrassement accomplis avec des outils rudimentaires. Une vidéo présente de rares images d'archives du fort avant 1940.

Derrière le corps de garde s'est construit en 2006, une extension du bâtiment d'accueil. Ce nouvel espace dédié entièrement aux droits humains permet d'organiser des expositions temporaires, des conférences et des colloques.

(1) Arthur Prauss, boucher et chauffeur de camion à Berlin, combat durant la Première Guerre mondiale d'où il reçoit la Croix de Fer, première classe. En 1933, il entre au *Sturmabteilung* ou SA, puis à la SS, gardien professionnel du camp de Sachsenhausen, il est âgé de 48 ans quand il arrive comme responsable de la surveillance générale des prisonniers à Breendonk. Il meurt dans un bunker à Berlin le 19 avril 1945.

L'entrée du fort

[tunnel F]

« La voiture s'arrête devant le fossé qui entoure le fort, ce fossé profond dans lequel des camarades sont morts noyés comme des chiens.

Nous traversons le pont, menottes aux poings.

À l'entrée, le lieutenant SS Arthur Prauss (1) , apoplectique et trapu s'avance pour nous recevoir.

Cet officier que je devais apprendre à bien connaître avait le génie de son métier. Depuis dix ans, depuis les débuts du nazisme, il dirigeait des camps de concentration. Il en était fier et on ne peut contester à ce spécialiste une méthode parfaitement mise au point pour faire régner parmi ses collaborateurs et ses "sujets" une discipline de fer, expression d'un fanatisme cruel et raffiné.

Nous voici dans les galeries sombres du fort.

On nous aligne, face au mur. Des SS, l'arme à la bretelle, passent et repassent derrière nous. De temps à autre, un vigoureux coup de poing nous écrase le nez contre la pierre. À quelques mètres de moi, un nouvel arrivant est battu comme plâtre. Il pleure et se plaint ; je l'entends avec stupeur et dégoût rappeler à ses bourreaux qu'il leur a livré tel et tel de ses amis mais la trahison ne paie pas et les coups redoublent. J'apprendrai plus tard que ce misérable est un déserteur des SS, un être dangereux pour les patriotes prisonniers.

Douze heures plus tôt, j'avais encore l'allure d'un homme normal, d'un homme comme les autres ; maintenant, le visage tuméfié et les vêtements salis,

je ne suis plus qu'un vagabond enfermé dans une maison de correction.

Mon nom est cité. Je suis introduit dans un petit bureau où de très jeunes gens m'examinent, me fouillent et me dépouillent : papiers, argent, provisions, anneau de mariage, tout y passe et rien n'échappe à leur curiosité cupide. L'un deux après avoir rédigé ma fiche, me tend un bout de carton avec le numéro qui sera désormais ma seule identité à Breendonk. Je ne suis plus que le détenu 2470, *Häftling vier und Zwanzig siebzig*. »

Léon-Ernest Halkin, *À l'ombre de la mort*, préface de François Mauriac, Duculot, Gembloux, 3^e édition, 1985, p. 25

Professeur d'histoire et de critique historique à l'université de Liège, Léon-Ernest Halkin entre dès 1940 dans la Résistance, comme responsable de l'aide aux ouvriers réfractaires au travail allemand. Arrêté le 17 novembre 1943, il sera, de 1943 à 1945, prisonnier politique à Breendonk, Gross-Strehlitz, Gross-Rosen, Dora et Nordhausen.

Les détenus pénètrent dans le fort par un long couloir voûté et sombre. Ils sont, à ce moment de la recherche historique, évalués à au moins trois mille cinq cents, hommes et femmes confondus. Il reste à identifier bon nombre de résistants de « passage » au bunker pour subir un interrogatoire « renforcé » à celui subi dans les caves de la Gestapo aux n° 453 puis 347 de l'avenue Louise ; et d'otages conduits à Breendonk pour y être exécutés.

Les interrogatoires au bunker durent d'un à trois jours. Les détenus sont renvoyés ensuite en prison et/ou en camp en Allemagne. Entièrement à la merci des gardiens SS, le détenu ne s'échappe pas de Breendonk. Il n'y eut que deux évasions réussies, en dépit de nombreuses tentatives. Dans un cas sur deux, le transfert de Breendonk condamne le détenu à une mort différée. Mais on meurt aussi à Breendonk des mauvais traitements et de sévices des gardiens SS. Plus souvent, on y meurt fusillé ou pendu sur ordre de l'occupant. Parfois, la mise à mort s'exécute dans un autre lieu. Quant aux détenus juifs, dont certains étaient résistants, ils sont, la plupart et dès l'été 1942, transférés au *Sammellager*, camp de rassemblement de la caserne Dossin à Malines, l'autre camp de la police SS en Belgique d'où ils seront déportés vers Auschwitz.

La cantine des SS et la cuisine [pièces 21 et 22 à 24]

À droite dans le couloir se trouve la cantine SS qu'ils appellent casino ou mess. On peut lire, sur le mur du fond, le slogan SS *Meine Ehre heisst Treue* – mon honneur est ma fidélité. Il signifie que les SS n'ont d'autre règle que l'obéissance aveugle au *Führer*. Soldats du parti – et non de l'armée – ils incarnent la volonté personnelle d'Adolf Hitler. Ils ne sont pas soumis aux lois de l'État même nazi. Ils sont les instruments de l'arbitraire. Cette cantine se transforma exceptionnellement en salle de tribunal.

« À Breendonk, en quatre ans, il n'y eut que trois procès; de plus, sommaires. Lors de l'un d'eux, douze prisonniers amenés ici à deux heures, furent condamnés à quatre heures et pendus à six heures. Pendus trois par trois. Promis au même sort, leurs compagnons assistèrent à leur supplice (1). »

Professeur Paul M.G. Lévy

Paul M.G. Lévy est journaliste à l'INR en septembre 1940 quand il est arrêté pour avoir refusé sa collaboration à la radio sous contrôle allemand. Il sera libéré le 20 novembre 1941, les Allemands voulant discréditer l'information de sa mort lancée par *La Libre Belgique*. Il mettra ses qualités de journaliste au service du gouvernement de Londres et partira comme correspondant de guerre en Allemagne avec les troupes alliées. Il participera entre autres à la libération du camp de Dachau et par-là de son ami Arthur Haulot. Après la guerre, Paul Lévy assumera, pendant vingt ans, la présidence du Mémorial du fort.

La préparation des repas des prisonniers est rudimentaire au départ (cuisine mobile) et se modernise début 1942 sans que la ration des prisonniers ne s'améliore. Si en 1941, trois repas sont prévus, les conditions d'existence sont particulièrement difficiles et Franz Fischer d'intituler un chapitre de son livre: «Le camp de la famine (2)». Les détenus sont sous-alimentés et les rations de nourriture vont encore varier suivant les périodes.

Un tel régime alimentaire, aggravé par le travail auquel les détenus sont soumis, explique pour une part le taux élevé de mortalité. À l'extérieur, cette situation commence à être connue. Des protestations parviennent aux autorités d'occupation. Celles-ci font mine de ne pas les entendre.

« Au déjeuner, à 5 heures 30 : deux tasses de jus de glands torréfiés et 125 grammes de pain.
Au dîner, à 15 heures 30 : un litre de soupe claire.
Au souper, à 18 heures : deux tasses de jus de glands torréfiés et 100 grammes de pain. »

Ministère de la Justice. Commission des crimes de guerre, « Les crimes de guerre commis sous l'occupation de la Belgique, 1940-1945 », *Le camp de torture de Breendonk*, Liège, 1948, p. 56

(1) Il s'agit des douze résistants du maquis de Senzeilles, condamnés à mort par le Conseil de guerre en campagne de la *Lutwaffe*, le 25 février 1944.

(2) Frans Fischer est un député socialiste détenu à Breendonk l'été 1941. Relâché et physiquement fort diminué, il prit le risque de parler des conditions de détention, révélations qui furent éditées après la guerre dans *L'enfer de Breendonk. Souvenirs vécus*, Bruxelles, 1944, et répercutées dans la presse clandestine du moment.

Au prince de Ligne, président de la Croix-Rouge de Belgique, le général Von Hammerstein déclare en été 1941 : « Il ne faut pas oublier que ce fort est une prison pour condamnés aux travaux forcés. Je ne voudrais certainement pas y être, mais ce genre de prison n'est pas supposé être un lieu de délice... Parmi les prisonniers, il y a des condamnés de droit commun – en général des criminels peu intéressants – des Israélites et des indésirables, c'est-à-dire des personnes que la police d'État considère comme dangereuses. »

Paul M.G. Lévy, *Breendonk*, extrait de *Héros et Martyrs, 1940-1945, les fusillés*, J. Rosez, Bruxelles, 1947, p. 145

Pourtant, l'autorité d'occupation tient compte des remous que Breendonk provoque dans l'opinion. D'autant plus qu'y sont enfermées des personnes telles que Jacques Ochs, directeur de l'Académie des Beaux-arts de Liège. En septembre 1941, le chef de l'administration militaire, le général Reeder décide de faire une inspection du camp de la police SS. C'est que le commandant militaire de Belgique, le général von Falkenhausen, « ne voudrait surtout pas que le camp fasse son entrée dans l'Histoire comme l'enfer de Breendonk ».

Le chef de l'administration militaire – Rapport

En campagne, le 22 septembre 1941

PROCÈS-VERBAL

« Suite à l'entretien du chef de l'administration militaire Reeder avec le major docteur Canaris le 17 septembre 1941 (...) Dans son exposé, le chef de l'administration militaire Reeder explique que le commandant militaire voudrait une mise au point des droits et des conditions dans le camp de Breendonk. (...) Ensuite, la question de la nourriture a été soulevée. Il est reconnu, que les rations belges pour les prisons ne suffisaient déjà pas pour les prisonniers de la prison de Louvain. Ceci sera certainement le cas à Breendonk, où les prisonniers doivent travailler péniblement et où l'ensemble du camp ne permet pas un repos convenable. (...) Il faudra examiner si la ration de pain ne devrait pas être augmentée. La situation actuelle, d'après le médecin général Dr Blum, devrait probablement entraîner la mort d'un prisonnier après un séjour déjà assez long dans le camp. Le commandant militaire ne voudrait surtout pas que le camp fasse son entrée dans l'Histoire comme "l'enfer de Breendonk". (...) »

Le commandant militaire en Belgique et dans le Nord de la France, von Falkenhausen

Lors de cette inspection, les conditions de vie du fort sont à ce point détériorées qu'un détenu sur quatre n'est plus en état physique de supporter le régime. Sur les 346 internés, 36 doivent être conduits à l'infirmerie et 62 à l'hôpital d'Anvers. L'amélioration ne sera que provisoire. À la fin 1942, sur près de 300 détenus, le médecin militaire allemand recense 101 cas d'œdème provoqués par la faim. Et si le Foyer Léopold III et la Croix-Rouge de Belgique obtiennent de livrer des colis aux prisonniers, une faible partie seulement leur parvint. Tout était pratiquement récupéré par les SS ou partait pour l'Allemagne.

« De septembre à novembre 1942, d'après le rapport du médecin militaire Pohl du 12 novembre 1942, après la suppression des colis de nourriture : 19 détenus sont restés au même poids ; 25 détenus ont diminué de 1 kilo ; 24 détenus ont diminué de 2 kilos ; 33 détenus ont diminué de 3 kilos ; 21 détenus ont diminué de 4 kilos ; 16 détenus ont diminué de 5 kilos ; 30 détenus ont diminué de 6 kilos et plus. »

Paul M.G. Lévy, *Fort de Breendonk*, édité par le conseil d'administration du Mémorial national, p. 23 et 24

Le bureau des SS [pièce 20]

Les SS font construire, dès la fin 1940, un bureau au milieu de la place d'appel où se passent les modalités d'enregistrement des détenus. La pièce sera augmentée d'une imprimerie en 1943.

L'ensemble des SS allemands de Breendonk se compose d'un cadre de quatre officiers assistés par trois sous-officiers; la durée de leur séjour variant de quatre ans à quelques semaines. Le commandant (Philipp Schmitt (1)), le commandant-adjoint (Hans Kantschuster), le responsable de la garde des prisonniers (Arthur Prauss) et, le dernier, chargé de l'administration et de la gestion du camp. Le cadre inférieur prévoit un administratif, un chauffeur et un chef de cuisine (Kurt Zimmermann); l'effectif de ces sous-officiers sera doublé en 1944.

Un détachement d'environ trente-trois soldats de la *Wehrmacht* assure la surveillance du fort; ils seront remplacés en février 1944 par des SS roumains et hongrois.

Les SS flamands de Breendonk, adeptes de l'Ordre nouveau, appartiennent, pour la plupart, à l'échelon le plus bas de la société et à la petite classe moyenne. Certains avides de trouver dans l'uniforme l'assurance qui leur fait défaut dans la vie civile. Ils se virent d'abord confier la discipline des diverses chambrées puis celle des lieux de travail. Il arriva que des soldats de la *Wehrmacht* prennent contre eux, la défense des prisonniers.



Singer, médecin juif des prisonniers, témoigne au procès de Malines :

« Aux environs de la bataille de Stalingrad (hiver 1942-1943), Wyss et De Bodt ont tué en quelques semaines au moins une vingtaine de Juifs et deux détenus belges, en les forçant d'entrer dans l'eau extrêmement froide du fossé et les y maintenant avec des coups de pelle. Ils leur jetaient de la terre; peu à peu les victimes s'enfonçaient dans la boue du fond, et finalement elles se sont noyées.

Quelques-unes ont été amenées mortes au *revier*, d'autres agonisantes. Les détenus ont été amenés nus sur une brouette après avoir été nettoyés dans le bain; mais dans la bouche et les oreilles et les narines, je trouvais encore du sable et de la vase. Le docteur allemand a indiqué comme cause de mort "faiblesse du cœur". »

Patrick Nefors, *Breendonk. 1940-1945*, Racine, Bruxelles, 2005, p. 34

Les SS devant l'entrée du fort.
De gauche à droite :
l'*Untersturmführer* Ernest Lais, officier de police;
le *Hauptscharführer* Walter Müller, administratif;
le *Sturmbannführer* Philipp Schmitt, commandant du camp et son chien Lump;
l'*Untersturmführer* Frans Wilms, employé au greffe et
l'*Untersturmführer* Arthur Praus, responsable de la garde des prisonniers.
Reportage d'Otto Kropf

(1) Philipp Schmitt, 1902-1950, né à Bad Kissingen en Bavière, membre du parti et de la SS, sera commandant du camp de Breendonk, de septembre 1940 à novembre 1943. De 1942 à 1943, il commande le *Jüdisches Sammellager*, le camp de rassemblement des Juifs, à la caserne Dossin à Malines d'où il sera démis pour avoir vendu des vêtements au marché noir, par le biais d'une organisation juive. Le 8 août 1950 le *SS-Sturmbannführer* Schmitt sera fusillé à Anvers. L'unique criminel de guerre allemand exécuté sur le sol belge.

(1) Désiré Piens, *La vie des postiers dans l'enfer de Breendonk*, Bruxelles, 1947, p. 63-67 dans P. Nefors, *ibidem*, p.109. Nombreux furent les postiers qui ont fait acte de résistance en participant à la distribution de la presse clandestine, en risquant de contrôler le courrier allemand, en essayant d'intercepter les lettres de délation...

(2) *Bettenbau*: construction du lit à la prussienne, sac de paille transformé en parallélépipède aux arêtes droites.

La place d'appel [espace 51]

Comme dans tous les camps nazis, la place d'appel, *appelplatz*, est le lieu de rassemblement quotidien et de comptage des prisonniers. Et même si le camp ne pouvait recevoir qu'environ cinq cents détenus à la fois, la durée et la fréquence des rassemblements ont laissé un souvenir pénible dans la mémoire des déportés. Si le but était de connaître avec précision le total quotidien de la population du camp, il servait surtout à imposer des mesures d'intimidation aux détenus.

Les latrines [espace 51' et pièce 19]

Deux espaces de rassemblement sont prévus à l'intérieur du fort, un à l'est et un à l'ouest; chacun est pourvu d'un petit bâtiment sans porte, en briques et réservé aux latrines: deux fois quatre trous et un urinoir. Une cuve de 2,50 m de diamètre fut installée pour cette population toujours en augmentation.

Le passage des prisonniers aux toilettes est une occasion supplémentaire d'intimidation et d'humiliation. Avant 1943, le prisonnier devait, suivant les moments de la journée, se rendre, à l'ordre donné et en groupe, dans un de ces deux bâtiments où la pestilence est telle qu'elle gagnait même les chambrées. Un plus grand local [pièce 19] sera mis en service début 1944. Mais aller aux toilettes se faisait toujours sous surveillance, en groupe et dans la précipitation. Le plus confortable était d'obtenir, pendant les heures de chantier, de pouvoir s'isoler, «à ciel ouvert». La nuit, l'usage du seau (un pour quarante-huit personnes) augmentait encore les moments d'humiliation.

Les douches [espace 51" et pièces 38, 40 et 41]

Déjà en novembre 1940, soucieux de la propreté des détenus et pour éviter les épidémies, en sus du passage rapide aux lavabos, les SS imposent la douche hebdomadaire. Une vingtaine de douches est mise en service dans un local sans lumière le long de la place d'appel. Lorsqu'en été 1941, la direction du camp fait installer les cuisines dans le local de douches, et devant l'accroissement de la population carcérale, on aménagea soixante-quatre douches dans un autre bâtiment de la place d'appel est. Tout se fait au pas de course: *schnell, schnell*. Une heure est prévue pour la douche d'environ quatre cents prisonniers. Certains ont ordre de se déshabiller en chambrée et d'attendre nus dans la cour. «Ce qui devait nous faire du bien risquait de nous causer plus de misères encore», écrit Piens (1), un des postiers arrêtés [pièce 7].

Les chambrées [pièces 1 à 7 et 10 à 12]

Dans sa nouvelle muséographie, la visite du fort s'ouvre maintenant à toutes les chambrées occupées par les détenus. Le détenu qui n'est pas placé dans une cellule d'isolement ou celui qui en sort est envoyé dans une chambrée peuplée de trente-deux à quarante-huit *Häftlinge*. Les muséographes ont fait le choix soit de consacrer les pièces à des personnalités différentes soit d'évoquer des moments du quotidien, du plus banal au plus tragique.

Le logement était prévu dans les casemates de béton. D'où la présence de poches d'eau dans les murs et le manque d'aération. L'humidité régnait en maître et couvrait les murs de moisissures et de salpêtre. Il y faisait froid et humide en été, glacial en hiver. Les serviettes de toilette qui, au début, étaient distribuées chaque samedi, ne parviennent jamais à sécher, même s'il arrivait que le poêle chauffe. Lits en bois superposés, tables, bancs et seau. Il n'y avait qu'un seul seau par chambre; il servait à la fois, au nettoyage à l'eau le matin, parfois au transport du charbon le soir et aux besoins naturels la nuit. Les matelas sont des sacs remplis de paille qui, vu l'humidité, pourrit rapidement. Les prisonniers doivent les refaire tous les matins, jusqu'à ce que ces paillasses soient plates et lisses, de sorte qu'aucun lit ne paraisse plus haut que l'autre. C'est l'occasion pour la brutalité des gardiens SS de se déchaîner. Le lieutenant allemand SS Prauss et ses deux acolytes de la SS flamande, Wijs et De Bodt, excellaient dans cette inspection des *Bettenbau* (2).



La place d'appel ouest, reportage d'Otto Kropf

À la moindre irrégularité, les coups pleuvent. Dans chaque chambrée, les SS désignent un responsable détenu, le *Zugführer*, le chef de chambrée, parmi les *Häftlinge*. Il exerce la discipline sur les détenus. Il se comporte souvent de manière encore plus féroce que les gardiens. Il pratique la délation pour préserver ses privilèges. Il attribue les lits et répartit la nourriture dont il se réserve la meilleure part. D'aucuns ont dû rendre des comptes à la justice belge après la guerre et ont été sévèrement condamnés en même temps que leurs maîtres SS. Ces conditions de vie n'empêcheront pas les prisonniers de se ressourcer entre eux.

« L'impression d'ensemble de la chambrée où je me trouvais, dira le communiste Jacques Grippa, est celle d'une magnifique unité qui m'émeut encore aujourd'hui. Ouvriers, artisans et intellectuels, otages, résistants 'civils' et résistants armés, incroyants et croyants, hommes de toutes opinions... Nous avons en commun le même refus total du nazisme et de sa barbarie. Hebbelinckx, Moetwill, Jean Blume (*sic*), Léon Halkin, Simonart, Norbert Van Eynde, De Backer, Vital Delattre... Il faudrait les citer tous, mes amis de la chambrée 6. »

Jacques Grippa, *Chronique vécue d'une époque de guerre, 1930-1947*, Anvers, 1988

Jacques Grippa (1913-1991) était le chef des Partisans armés. Ingénieur en sciences appliquées de l'ULB, il s'affilia déjà comme étudiant, au parti communiste. Arrêté dès 1940, il sera interné dix mois à Breendonk puis déporté à Buchenwald.

« Il s'appelait Roman, de nationalité polonaise, je pense. Il était effrayant à voir, avec des yeux brillants de fièvre au fond de deux grands trous d'ombre. Sa face était modelée, ravagée par la misère, par les coups. Il traînait péniblement son grand squelette voûté, dans sa défroque ridiculement et tragiquement trop large ; sur son épaule étaient ses couvertures. Il longeait le long couloir bordant les chambrées et conduisant là-bas tout au fond vers le *revier* et la chambre aux morts. Soudain surgit devant lui le lieutenant, accompagné du monstre Obler. Roman expliqua qu'il se rendait à l'infirmerie où l'on venait de l'admettre. Alors... Alors, ce furent et les injures ignobles et les coups. Les deux brutes tapèrent comme des sourds. L'homme s'affaissa, puis regagna, comme il put, sa chambrée, le 3^e jour, il se coucha et mourut. »

Jacques Ochs, *Breendonk. Bagnards et bourreaux*, Bruxelles, 1947

Le *revier* [pièces 13 et 14]

Deux chambrées sont réservées au *revier*, qui n'a d'infirmerie que le nom : quelques lits, peu de médicaments et pas d'hygiène avant février 1944. De quoi prendre les mesures et le poids des détenus, et de combattre un tant soit peu la malnutrition, la dysenterie, les rhumatismes, la hernie, la diphtérie, le typhus et les furoncles. « Certains ne viennent là que pour y mourir. Plusieurs centaines d'hommes, nus et claquant des dents, défilaient devant un médecin pressé, qui les regardait à peine ou ne les regardait pas du tout », dira L.-E. Halkin.



Généralement les plus gravement malades sont transférés par l'administration militaire vers les hôpitaux militaires d'Anvers et de Bruxelles; transfert annonçant parfois une libération. Sur les certificats de décès des prisonniers frappés à mort figurent par exemple les causes suivantes: *Störung Kreislauf und Herzinsuffizienz*, insuffisance cardiaque et troubles de la circulation sanguine. À partir de 1941, un infirmier allemand est attaché au camp, un sous-officier de la *Wehrmacht*, surnommé *Sanitäter*. Six se succèdent entre 1941 et 1944, surveillés de près par les SS dans l'exercice des soins qu'ils peuvent prodiguer aux détenus malades.

Une flambée de cinq minutes, gouache de Wilchar

Les cachots [pièce 26] et les cellules [pièces 8 et 9]

Avant 1940, le fort compte trois cachots de terre battue dans le local de garde où la lumière du jour n'entre pas. Un homme peut à peine s'y mouvoir. Ouverts en haut, ils sont séparés les uns des autres par des barbelés. Cages en treillis métallique où celui qui est soupçonné de tentative de suicide est sous la surveillance permanente de la garde. Au printemps 1941, six cellules sont aménagées dans la chambrée n°8. Très rapidement, le manque de place entraîne la construction de cellules supplémentaires de façon à ce qu'en 1942, un bloc de trente-deux cellules permettait d'isoler les «arrestants». Nombre encore inférieur aux besoins.

Ces cellules étaient réservées aux détenus punis mais surtout aux prisonniers de la police SS mis au secret. Ces détenus sont l'objet d'une surveillance spéciale des gardiens SS du fort et s'ils sortent de

leur cellule, voire de leur chambrée, un sac – la cagoule comme ils l'appellent – cache leur visage. Il arrivait de plus en plus souvent que les détenus doivent se déplacer (au pas) à trois sous la même cagoule. Moments privilégiés pour certains, moments de réconfort, pendant lesquels « bien cachés dans le sac de toile, nous avançons comme des hommes ivres en nous marchant sur les pieds, riant de bon cœur et échangeant des propos caustiques », dira L.-E.Halkin.

Les cellules ont une banquette rabattable. Pendant la journée (de 5 heures 30 jusqu'à 20 heures) celle-ci est retenue par une barre de fer qui ne peut être actionnée que de l'extérieur. Certains détenus ont les pieds entravés par des fers reliés à des chaînes fixées au mur, avec interdiction de s'appuyer contre le mur chaulé. Lors des grandes vagues d'arrestation, deux détenus sont parfois réunis dans une même cellule. Ils doivent rester debout côte à côte et attendre en silence la séance d'interrogatoire sous la torture ou l'exécution. Des messages gravés sur les murs témoignent de leur désespoir, de leur angoisse pour les leurs: «Albert Jeanne», «Aide Marie» ou de leur courage: «Je vais être fusillé mais j'ai du courage...»

« Deux groupes composent la chambrée: les travailleurs et les arrestants. Alors que les premiers sont astreints, à l'intérieur du camp, à de dures besognes, les seconds, dont je suis, passent toute leur captivité aux arrêts dans la chambre; il leur est interdit, au moins théoriquement, de quitter le garde-à-vous pendant que leurs camarades travaillent. Au cours de la soirée et des repas, les conversations sont tolérées. »

Léon-Ernest Halkin, *Idem*, p. 27

Georges De Bleser se souvient de la nuit épouvantable d'agonie de Hersch Sokol, époux de Mira Sokol. Ce couple de Juifs polonais, membre de l'Orchestre rouge opérant en Belgique, sera arrêté par les Allemands et enfermé à Breendonk à la fin 1942. Hersch mourut après avoir été torturé au bunker et mordu près de vingt fois par le chien de Schmitt. Sa cellule était à gauche, à l'entrée du bloc de cellules. Son épouse, plus encore que tous les prisonniers des cellules ne savaient comment l'aider à mourir...

Entretien personnel

Breendonk, le 20 août 1941

Ordre de surveillance spéciale: pour le détenu 169

1. Le détenu doit être continuellement maintenu sous surveillance et enchaîné.
2. Il ne peut être conduit aux latrines qu'accompagné de deux sentinelles.
3. En cas de tentative de fuite, il ne peut en aucun cas être fait usage d'une arme. Le détenu doit être maintenu sous contrôle par la force physique.
4. Il est formellement interdit de s'entretenir avec le détenu. Toute déclaration de sa part doit être rapportée au *SS Untersturmführer* Lais.
5. Lors des sorties nécessaires, le détenu aura la tête recouverte d'un sac.
6. Lors de la relève, la garde devra prendre connaissance quotidiennement de ces consignes.

SS Sturmbannführer Schmitt

Georges De Bleser (1911-), travaillant à la police d'Ixelles, est arrêté le 28 septembre 1942, dénoncé avec 30 résistants pour son action au sein du FI et des services de renseignements. Parmi le groupe, 3 seront fusillés, 2 décapités et 4 revinrent de déportation. Emprisonné plus de cinq mois à Breendonk et plus de quatre mois à la prison de Forest, il fut envoyé à la fin août au camp de Natzweiler et, de la fin octobre 1944 à la Libération, à Buchenwald. Il est un des derniers témoins de l'incarcération de femmes à Breendonk.

Les Juifs [pièces 15 à 18]

Dans les premiers mois d'ouverture du camp, la population carcérale est faite pour moitié de prisonniers politiques belges et de Juifs d'origine étrangère, arrêtés pour raisons politiques et raciales à la fois. Sur un total global de trois mille cinq cents détenus de Breendonk, on compte, à ce jour des recherches, quatre cents à cinq cents Juifs incarcérés. Le pourcentage est surtout important avant la mise en application de la politique d'extermination du III^e Reich.

Mais, aux environs du 22 juillet 1942, plusieurs rafles à la sortie du train Bruxelles-Anvers amènent à Breendonk environ deux cents Juifs, une centaine d'hommes et une centaine de femmes parqués pendant une petite semaine dans deux chambrées, à l'écart de la population carcérale, en attente de l'ouverture de la caserne Dossin à Malines.

« Nous étions complètement isolées, raconte Eva Fastag, à peine alimentées sauf par quelques pommes de terre que celles qui étaient réquisitionnées chaque matin pour la corvée, pouvaient nous rapporter. C'était la famine. Nous fûmes envoyées à Malines. Nous n'avons jamais été en contact avec les détenus. »

Entretien personnel

Israel Neumann, marchand ambulant originaire de Pologne est juif. Après environ huit mois de détention à Breendonk, il décède le 24 juillet 1941.

« Arrêté, au hasard d'une rafle, à Anvers. Un nain, si humble, si timide, si prévenant, si inoffensif, si effacé.

Comment habiller le bagnard Neumann ? On raccourcit un pantalon dont le fond lui tombait sur les talons et on l'affubla d'une veste dont les manches lui arrivaient au bout des doigts. Ainsi accoutré, il était grotesque et rappelait les nains du cirque. Pensionnaire du Zug I, il passa sous la férule du bestial Obler. Dès leur arrivée, les nouveaux venus recevaient une instruction militaire à la prussienne. Mais comment Neumann aurait-il pu marcher au pas ? Il reçut des gifles et lesquelles ! des coups de pied.

Obler, pour faire montre de sa force, le prenait à bout de bras pour le jeter ensuite à terre.

Son martyre, heureusement, ne fut pas long :

"*Er sieht aus wie ein Affe.*" "Il ressemble à un singe", dit en ricanant le lieutenant, passant près du petit cadavre.

Ce fut la seule oraison funèbre d'Isaac Neumann... »

Jacques Ochs, *Ibidem*

Eva Fastag fut choisie, par les SS, avec une dizaine d'autres juives pour composer un secrétariat à l'administration de la caserne Dossin. Les autres membres du groupe, hommes et femmes, partirent à Malines, pour être déportés vers Auschwitz par le premier convoi du 4 août 1942. En falsifiant des fiches administratives, Eva put aider bien des déportés à échapper aux convois ; certains purent même se libérer des trains grâce à des outils qu'elle dissimulait dans la paille des planchers des wagons.

Appelé *Untermensch*, sous-homme, le Juif est un parasite dans la théorie nazie de la race supérieure. Il fut, au quotidien, la proie du sadisme des gardiens de Breendonk.

Après l'invasion de l'Union soviétique en juin 1941 et l'arrestation massive de communistes en Belgique suivie de leur incarcération au fort, la population carcérale augmenta rapidement. Des baraques en bois sont construites dans la partie est de la place d'appel et elles sont destinées à abriter les prisonniers juifs : fenêtres, aération, chauffage étaient donc inutiles.

Les parasites y régnaient en maîtres.

D'autre part et aussi surprenant que cela puisse paraître, il est à reconnaître que les postes de « travail privilégié » leur étaient attribués. Les Juifs disposaient en effet de bien des qualifications professionnelles requises pour que le camp puisse se suffire à lui-même : tailleur, cordonnier, porcher, menuisier, forgeron, ...

À partir du 27 juillet 1942, la caserne Dossin à Malines servira de lieu de rassemblement avant la déportation vers les centres de mises à mort immédiate d'Auschwitz-Birkenau.

Le commandant de ce *Samellager* sera le fameux *Sturmbannführer* Philipp Schmitt devenant ainsi responsable à la fois de Breendonk et de Malines.

Le travail

Tout travail à Breendonk ne se fait pas dans les mêmes conditions, mais les témoignages confirment tous le travail lourd des casseurs de pierre, des pousseurs de wagonnets, de brouettes, des porteurs de sac de ciment, soumis en permanence au sadisme des surveillants...

« En juillet 1941, un jeune garçon de 19 ans est arrivé ici, il venait de Lille et s'appelait Luft. On lui a donné un travail qui était assez difficile, il devait transporter du foin d'une berge à l'autre sur une sorte de radeau. Quelques jours après son arrivée, il a traversé avec son radeau, et comme c'était difficile à manœuvrer avec un simple bâton, il est parti un peu à droite. Un soldat allemand dans un mirador a tiré une fois et l'a touché droit dans le cœur. Il a dit qu'il voulait s'enfuir; ce qui était faux. »

Edgard Marbaix,
Breendonk-la-Morte,
De Myttenaere, Bruxelles, 1944

Edgard Marbaix était ingénieur civil et haut fonctionnaire au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Âgé d'une quarantaine d'années, il souffrira de son incarcération à Breendonk et à Huy et mourra prématurément en 1948 après avoir publié son livre dès la Libération, dans le style emphatique du moment.

... et des travaux moins lourds de privilégiés: tailleurs [pièce 25], forgerons [pièce 32], cordonniers, menuisiers [pièce 35], porchers [pièce 37], infirmiers [pièce 13-14], attribués généralement dans la ligne de la formation professionnelle du prisonnier. En effet, pour le prisonnier, cela signifiait travailler à l'abri de la pluie, du froid, en petites équipes et sans un contrôle permanent des surveillants. Bien que cela semble surprenant, ces tâches étaient essentiellement confiées à des Juifs qui ont pu y trouver un peu de réconfort. En dépit de l'appel à des firmes belges, le camp voulait se suffire à lui-même.

Le chantier [espaces 45 et 47]

En 1940, le fort était recouvert de terre et d'herbe, de sorte qu'à distance, il ressemblait à une colline. Les détenus ont complètement transformé l'aspect physique en déblayant 250 000 m³ de terre durant l'occupation nazie. Ce travail éprouvant et destructeur n'avait aucune utilité économique. Tout au plus, la terre retirée servit-elle à la construction d'une digue le long des berges du canal. Mais sa fonction fut essentiellement de briser moralement et physiquement les détenus et de leur enlever toute dignité humaine.

L'impression d'espace paisible et gazonné que donne aujourd'hui le chantier contraste avec les scènes effarantes qui s'y déroulaient à l'époque.

« Nous nous trouvions sur un chantier avec une masse de détenus aux yeux exorbités, maigres, maigres. Pendant ma détention, je ne m'étais jamais vu. C'est en voyant les autres que je me suis rendu compte de l'état dans lequel j'étais aussi. Les prisonniers labouraient, déblayaient le sable du fort, sous les coups. Des squelettes ambulants qui chargeaient du sable dans des bennes, à la pelle. Des cris, des beuglements, l'apocalypse. Des détenus travaillant comme dans un cauchemar fou. La terreur régnait en maître, on confondait le visage et le sable qu'on bêchait. J'en venais presque à regretter ma cellule. Des "hommes" battaient leurs semblables avec brutalité, sans pitié. Weiss et Debodt allaient de l'un à l'autre et frappaient, frappaient avec un nerf de bœuf : « *Schnell, schnell...* »

« Il y avait aussi des estropiés; des types avec des béquilles et des cannes qui devaient aussi porter des pierres. Et il y en avait un que j'avais observé: il bloquait sa pierre à la poignée de sa béquille. Il n'avait qu'une jambe et recevait autant de coups que les autres. »

Wilchar

Benoît Michiels, partisan armé âgé de vingt ans, originaire de Roux, près de Charleroi. Il fait connaissance avec le chantier, après cent jours de cellule.

On y travaillait par tous les temps, au pas de course, dans un vacarme permanent et sous la menace des coups ou des chiens. Les humiliations succédaient aux brutalités, les tortures aux meurtres. Dans la partie ouest du chantier, des détenus ont été enterrés vivants. Dans les douves, d'autres ont été plongés dans l'eau à plusieurs reprises jusqu'à la suffocation; d'autres encore ont eu le crâne fendu par les bourreaux à coups de pelle ou de pioche.

L'atelier de couture: les tailleurs [pièce 25]

La *bekleidungskamer* est l'atelier des tailleurs, un endroit privilégié où travaillent le père Frydman (*sic*) (1) et ses trois fils, dans des conditions

« Les nouveaux prisonniers sont conduits à la baraque des tailleurs; nous nous y déshabillons. Un SS aperçoit la trace des coups reçus ce matin. Aussitôt l'intérêt professionnel l'anime, il veut savoir où l'on frappe si bien. Un Juif prisonnier nous jette des vêtements militaires usagés auxquels les insignes et les poches ont été arrachées, et des sabots dont certains sont encore tâchés de sang. Il n'est pas question de prendre des mesures; le hasard nous servira et les SS nous encouragent, par leurs cris et par leurs coups, à nous contenter de ce que l'on nous donne. Affublé d'une veste kaki et d'un pantalon vert, chaussé de vieux sabots, me voici donc travesti en authentique bagnard. Les insignes du camp cousus sur la poitrine et dans le dos, une large bande faite de rouge et de blanc, signe d'infamie réservé aux communistes, enfin les quatre chiffres de mon numéro complètent l'accoutrement qui est ici la tenue réglementaire. »

Léon-Ernest Halkin, *Ibidem*, p. 26



Prisonniers poussant un wagonnet, dessin de Ochs

acceptables. En 1942, le SS gantois, Roger Baele, ancien chauffeur, est proposé comme chef magasinier. Son opportunisme le poussa à jouer lâchement tous les rôles.

Ancienne caserne militaire belge, le fort conservait un stock de vieux uniformes dont les détenus étaient revêtus, des chaussures au bonnet, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par des sabots. Un prisonnier libéré se voit rendre ses vêtements civils. Ce fut le cas de Jacques Ochs, une première fois libéré le 20 février 1942.

« Les tailleurs, les frères Friedmann (*sic*) me remirent mes vêtements civils tout fripés, plein de tâches de moisissure. Ils essayèrent de leur donner rapidement un coup de fer. Ma chemise était moite et tout fut jeté pêle-mêle dans ma valise d'où se dégageait une singulière odeur de cave humide. Ma cravate ne fut pas retrouvée, mes chaussures avaient pris une forme bizarre. Tant pis ! »

Jacques Ochs, *Ibidem*

(1) Au début des années 1920, la famille Frydman émigre de Pologne en Belgique. En septembre 1940, ils sont arrêtés à Bruxelles et emmenés à Breendonk. Ils sont très vite appréciés par le commandant Schmitt pour leurs qualités de tailleurs. En janvier 1942, les trois fils sont libérés. Transféré à la caserne Dossin, le père sera déporté à Auschwitz d'où il ne reviendra pas. Et ce malgré la reconnaissance qu'avait la SS de Breendonk de leur confectionner de beaux uniformes.



(1) Monseigneur Otto Graman: prélat autrichien engagé dans la pastorale militaire après l'*Anschluss*, il devient aumônier général de la *Wehrmacht* en Belgique et dans le Nord de la France, entre autres par sa connaissance du français. Ne cachant ses vues antinazies, il sera considéré avec méfiance par les SS. Il se présentera en accusateur au procès de Malines en 1946, un an avant sa mort.

La terreur judiciaire

« Ce qui fait de Breendonk le plus dur des camps, c'est la terreur judiciaire systématiquement entretenue », écrira le professeur Halkin au retour de son long parcours concentrationnaire. On savait qu'on était là « pour parler » et que la discipline du camp devait « nous faire parler ».

Les interrogatoires [pièce 20]

Les interrogatoires n'avaient pas d'heures: jours et nuits, des heures durant, dans de petites salles blanchies à la chaux. Au mur, une immense tête de mort et la devise SS: *Meine Ehre heißt Treue*, mon honneur s'appelle fidélité. Promesses mielleuses, questions perfides, mensonges, menaces et brutalités en alternance. « Arrêté pour être adversaire du

La devise SS est *Meine Ehre heißt Treue*, mon honneur s'appelle fidélité

régime ou soupçonné de l'être, le prisonnier était enfermé sans jugement et mis aux travaux forcés », dira le professeur Lévy. L'interrogatoire n'étant finalement qu'un moyen de plus d'exercer la terreur: « Il fallait terroriser, épuiser, humilier. »

Le bunker [pièce 43]

La multiplication et l'organisation des réseaux de résistance en Belgique allant de pair avec l'acharnement des SS à obtenir les aveux et les dénonciations des détenus, une chambre de torture, appelée « bunker », est mise en place en 1942.

L'ancien magasin à poudre du fort devint un bloc cellulaire où les gestapistes de la SIPO-SD interrogent. Tous les accès, sauf l'entrée, en sont soigneusement murés. L'aménagement est sobre mais fonctionnel. En général, le détenu est conduit le soir ou la nuit devant ses bourreaux. Ses cris traversent alors mieux les parois des chambrées et terrorisent ses compagnons, ce qui les empêche de dormir. L'obsession seule de cette parodie judiciaire n'était pas la moindre torture de Breendonk.

Les déportations

L'internement à Breendonk n'est pas dissociable du transfert des détenus dans les camps de concentration du Reich. Breendonk n'est en effet

Berlin 27 août 1941 – Confidentiel (...)

Objet: Instructions du Reichsführer SS et chef de la police allemande relatives à l'arrestation d'éléments hostiles à l'État au début de la campagne contre l'Union soviétique.

« À la suite de rapports sur des événements importants intéressant la police de l'État, ... a ordonné dans certains cas la détention de protection pour un temps assez long ainsi que l'envoi dans un camp de concentration. En présence du nombre croissant d'actes et de déclarations hostiles à l'État constatés depuis le début de la campagne contre l'URSS, le *Reichsführer SS* et chef de la police allemande a pris une décision de principe en ce sens que tous les prêtres instigateurs, les Tchèques et les Polonais hostiles à l'Allemagne ainsi que les communistes et toute la racaille du même genre doivent en principe être envoyés pour un temps assez long dans un camp de concentration. (...) Le présent décret est confidentiel et on ne peut en donner connaissance ni aux détenus ni à aucune autre personne. Ce décret n'est destiné ni aux autorités de police locales ni aux autorités de police du *Kreis*. »

par délégation, S. Müller

Extrait d'un décret confidentiel, signé le 27 août 1941 par Müller, chef de la Gestapo, José Gotovitch, *Histoire de la Déportation: le convoi du 22 septembre 1941*, Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, De Meyere, Bruxelles, 1967

Le bilan de la répression nazie en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale donne le chiffre de 113 487 victimes civiles :

– sur les 25 475 déportés raciaux, 24 140 sont décédés (soit 94 %) et 1 335 ont survécu (soit 5,3 %).

– sur les 41 257 prisonniers politiques, 13 958 sont décédés (soit 34 %) et 27 299 ont survécu (soit 66%).

– et sur les 46 755 déportés au travail, 2 592 sont décédés (soit 5,5 %) et 44 163 ont survécu (soit 94,5%).

qu'un camp de réception. Une fois l'interrogatoire de la police SS terminé, le détenu peut être déporté, « sans intervention de la justice ni même de la justice militaire » (P. Lévy). Parfois, ces déportations servent à faire place à de nouveaux détenus.

La première déportation politique date du 22 septembre 1941 lorsque des communistes et « autres racailles » arrêtés à partir du 22 juin 1941 sont déportés au camp de Neuengamme. Le transport vers Neuengamme inaugurerait une longue série de convois vers les camps de concentration. Formé sur base de détenus de Breendonk et de Huy, le premier convoi est composé de 255 personnes. Au total, les transferts vers Neuengamme depuis Breendonk et des autres lieux d'internement en Belgique s'élèvent à 2 491 détenus. De ces 2 491, 1 987 n'ont pas survécu à la captivité, soit un taux de mortalité de 80%. Ce taux est fort proche du taux global de mortalité des déportés raciaux.



Quand on va mourir, on a bien le droit de chanter, dessin de Ochs

Les exécutions à l'enclos des fusillés

[espace 44]

Breendonk n'est pas seulement un lieu de torture et d'humiliation, c'est un lieu de mort. D'une part, y sont exécutés des détenus passés devant les conseils de guerre allemands et condamnés à mort pour des actes de résistance ; ces condamnations à mort sont des assassinats judiciaires, la peine est le plus souvent sans commune mesure avec l'acte qui la motive.

D'autres y sont exécutés aussi au titre d'otages terroristes et mis à mort sans jugement, en représailles des actes que commettent leurs camarades encore en liberté. Ils ne sont pas assassinés pour ce qu'ils ont fait mais parce qu'ils appartiennent à un groupe jugé criminel.

À Breendonk, chaque exécution oblige les autres

Häftlinge à rester en chambrées. Leurs camarades sont tirés de la cellule pour être conduits à l'enclos des fusillés. Ils peuvent écrire à leur famille, mais ces lettres, remises au commandant du camp, ne parviennent pas à destination.

Les exécutions ne se font pas uniquement par balles à Breendonk. En face des poteaux d'exécution se dressait le gibet : trois potences, trois estrades, trois trappes. Les corps, mis en bière, seront généralement conduits au Tir national à Bruxelles pour y être enterrés, sans aucun ménagement, on le devine.

L'organisation d'une exécution, de la décision à la mise en bière des corps, relevait de la compétence de la *Wehrmacht*. De là, l'assistance précieuse de Monseigneur Otto Graman (1), aumônier général de la *Wehrmacht* en Belgique et dans le Nord de la France, auprès des condamnés.

Les femmes

Il existe très peu d'informations sur la détention des femmes à Breendonk et si Breendonk est reconnu comme un camp d'hommes, le nombre total de femmes reste encore une inconnue.

En effet, une liste d'une petite trentaine de femmes, incarcérées pour faits de résistance est la seule référence à ce jour. Mais il serait bon de prendre aussi en compte les prisonnières « de passage » même si administrativement les documents ne citent pas toujours leurs noms.

- Rappelons le groupe raflé aux environs du 22 juillet 1942 à la sortie du train Bruxelles-Anvers,

selon le témoignage d'Eva Fastag. Une centaine de femmes – auxquelles s'ajoute une centaine d'hommes – seront en attente à Breendonk pendant l'été avant l'ouverture du *Samellager* de la caserne Dossin à Malines.

- Nous pouvons confirmer également le « passage » à Breendonk de résistantes dont nous avons recueilli le témoignage : Paula Schumiliver et Régine Krochmal. D'origine juive, elles furent poursuivies par la Gestapo pour leur appartenance au mouvement des Partisans armés. Après leur incarcération dans les prisons d'Anvers et de Bruxelles et de nombreux interrogatoires corsés, les SS les emmènent « quelques jours » à Breendonk avant de les déporter, par Malines. Ils comptaient sur la réputation de Breendonk pour obtenir des aveux. Instrumentalisation de la terreur.



(1) Le Front autrichien de Libération ou *Oestreicher Freiheit Front*: « Nous faisons de la propagande subversive auprès des soldats allemands. Nous éditons un journal *Die Wahrheit, la Vérité*, imprimons des tracts, reproduisons les communiqués de la radio anglaise et russe dénonçant les horreurs de la guerre et les mensonges du nazisme. En plus du danger encouru en approchant les soldats allemands, nous subissons le mépris de la population sans pouvoir expliquer le sens véritable de notre action. »

Ton visage dissimulé ou La femme, gouache de Wilchar

Paula Schumiliver est née le 18 avril 1912 et décédée au début de l'année 2006. Fille d'immigrés juifs russes, elle grandit à Anvers. Elle sait que l'arrivée des Allemands en Belgique en 1940 sera néfaste pour les Juifs. Engagée dans la jeunesse communiste, elle rejoint les Partisans armés. Le 6 juin 1943, elle est arrêtée en pleine rue, dénoncée par celui pour qui elle venait de trouver un logement. « Interrogée à leur façon », dit-elle, à la prison d'Anvers, elle est ensuite torturée dans les cachots de Malines. Malheureusement pour les SS, les chiens introduits dans sa cellule se sentent à l'aise avec elle. « Je ne serai pas mordue mais plutôt bien giflée. » – Où est la bête ? – Les SS la conduisent alors à Breendonk pour être confrontée à d'autres partisans armés. Au bunker, une dizaine de SS flamands s'acharnent sur elle en présence du commandant Schmitt. « C'était très dur, humiliant, mais je n'ai pas parlé. » Transférée de prison en prison, elle est déportée en Allemagne en août 1943 à la prison de Essen en attente de son exécution ; et ce jusqu'à la fin de la guerre.

Archives audiovisuelles de la Fondation Auschwitz, YAFA132

À Breendonk, les femmes sont isolées dans les cellules [pièces 8 et 9]. On pouvait les voir, disent certains prisonniers, « au travers » des portes de leurs cellules faites de planches aux joints distants et non de bois plein.

Arrêtées pour raisons politiques, pour espionnage ou pour actes « terroristes », rien ne leur sera épargné pendant leur détention ni le temps des interrogatoires musclés au bunker.

Régine Krochmal, née le 28 juillet 1920, à la Haye, est la fille de Juifs immigrés germano-autrichiens. Elle grandit dans les écoles bruxelloises et devient infirmière accoucheuse. À aucun moment de la guerre, elle ne quittera sa robe et sa cape d'infirmière. Par ses amis de l'immigration, elle connaît les ordonnances déjà d'application en Allemagne selon les lois de Nuremberg de 1935 sur la protection du sang et l'honneur allemands. Régine Krochmal s'engage dans diverses actions de solidarité et de résistance contre ceux qu'elle appelle les « voleurs de vie ». « La théorie nazie est la négation de la vie aussi ai-je mis toutes mes forces à la combattre. » Elle rejoint des amis au Front autrichien de Libération (1) rattaché au Front de l'indépendance, section des Partisans armés. Régine Krochmal sera arrêtée deux fois, chaque fois sur dénonciation. La première fois, le 20 janvier 1942, elle est emmenée dans les caves de la Gestapo, au 453 de l'avenue Louise, le jour où Jean de Sélys Longchamps mitraille l'immeuble. De là, elle est envoyée, parce que juive, à Malines et inscrite pour le xx^e convoi vers Auschwitz. Le 19 avril, elle est désignée pour accompagner le wagon des malades. Le docteur Bach de la caserne Dossin la met en garde de l'issue du voyage et lui donne un couteau pour qu'elle s'enfuit. Le couteau, la pleine lune et sa foi dans la vie poussent Régine à sauter du train. Après son retour à Bruxelles, Régine sera d'abord mise en quarantaine par son groupe de résistants puis reprendra assez vite son action.



Le 25 mai 1944, elle est à nouveau trahie. Les SS s'acharnent sur elle. La violence croît. Incarcérée par la GFP à Saint-Gilles, elle est emmenée trois à quatre fois par semaine avenue Louise, au 347 cette fois. Elle reconnaît le SS qui « gère » son dossier, le SS à la langue coupée et qui, en action, écumait. « Libérée » de Saint-Gilles, elle est attendue devant la porte de la prison par une voiture de la Gestapo et conduite à Breendonk. Preuve, s'il en fallait, de la collaboration entre GFP et la Gestapo. Un sac sur la tête, elle est poussée au bunker. Elle y reste trois jours : jours et nuits de confrontation, de torture, de disette en face d'Herta Wiesinger, résistante du même réseau. Muettes mais terriblement affaiblies, elles sont renvoyées dans les cachots de Malines où les interrogatoires continuent. « La nuit du 3 septembre 1944, deux jeunes rexistes flamands, mitraillettes en bandoulière, pénètrent en pleurs dans ma cellule. Les SS ont quitté la caserne, les Alliés approchent et ils ne savent où aller. Ils me supplient de les emmener et les cacher chez moi... »
« De tout pouvoir qui tient le monde enchaîné », conclut Régine Krochmal en citant Goethe, « l'être humain s'en libère quand il sait se gouverner. »

Entretien personnel

Le sort des prisonniers de Breendonk

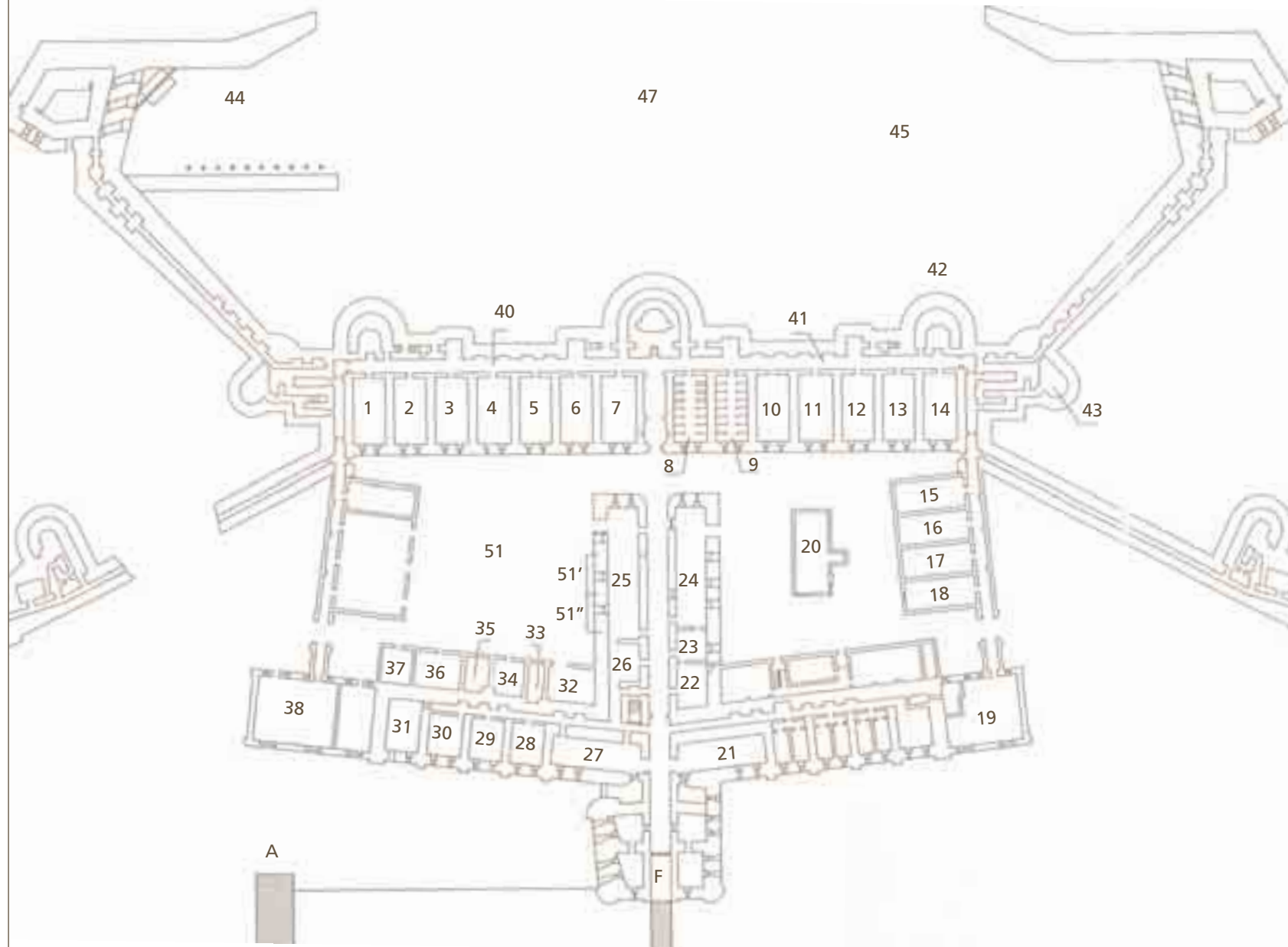
Grâce aux informations reçues de l'historien Gert De Prins, du Service des victimes de la guerre, archives et documentation, le nombre actuel de prisonniers identifiés à Breendonk entre 1940 et 1944, est de 3 443. Des listes existantes, 300 noms sont encore à authentifier sans compter les doubles, les noms mal orthographiés et les surnoms. L'évaluation totale serait de 3 500 à 3 600 prisonniers.

Nous avons parlé, par exemple dans le chapitre sur les femmes, de l'arrivée à Breendonk du groupe de Juifs rafles à la fin juillet 1942. Une centaine de personnes sont déjà reprises dans le total, mais il reste encore à pouvoir identifier l'autre centaine.

Dans l'état actuel des recherches historiques, il est possible d'avancer, sur l'ensemble des prisonniers de Breendonk, la classification suivante :

- décédés à Breendonk des conditions de vie : 84 ;
- pendus ou fusillés à Breendonk : de 186 à 190 ;
- évadés de Breendonk : de 1 à 3 ;
- libérés de Breendonk : 458 ;
- exécutés hors de Breendonk (au Tir national à Bruxelles, à Anvers, à Mons, à Brasschaat, à Hechtel, à Vught) : 108 ;
- déportés vers les prisons ou les camps de concentration : 2 217 ;
- déportés à la caserne Dossin (parce que juifs) : 385.

Le plan de la visite du fort



- A ancien corps de garde
- F entrée du fort
- 21 cantine
- 22 à 24 cuisine et arrière-cuisine
- 20, 27 à 30 bureaux des SS
- 51 place d'appel
- 51' et 19 latrines
- 51", 38, 40 et 41 douches
- 1 à 7 et 10 à 12 chambrées
- 13 et 14 *revier*
- 26 et 8-9 cachots et cellules
- 15 à 18 les Juifs
- 25, 32 à 37 tailleurs, forgerons, menuisiers, porchers
- 45 et 47 chantier
- 43 bunker
- 44 enclos des fusillés
- 42 dépôt de cercueils

Lexique

Abwehr

Service de renseignement et de contre-espionnage militaire allemand, créé en 1921.

Allgemeine SS

La SS civile composée des membres du parti.

Crimes de guerre

Selon l'article 6 du statut du tribunal de Nuremberg, en 1946, il s'agit des violations des lois et coutumes de la guerre notamment l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages, ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires.

Crimes contre l'humanité

Selon le tribunal de Nuremberg, l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis

contre toute population civile, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal.

Crimes de génocide

Le génocide est décrit, par la Convention sur la répression et la prévention du crime de génocide adoptée le 9 décembre 1948, comme un acte déterminé (meurtre, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale...) commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel. Le terme de génocide ne s'applique qu'à des crimes ordonnés par un gouvernement ou un pouvoir de fait. Il fut employé pour la première fois en 1944 pour désigner l'extermination des Juifs par les nazis (judéocide).

La communauté internationale reconnaît aussi comme génocide l'action de l'État turc contre sa population arménienne entre 1915 et 1917 et les massacres massifs de Tutsi au Rwanda en 1994.

Feldgendarmerie

Police militaire.

Geheime Feldpolizei, GFP

Police militaire secrète.

Gestapo ou Geheime Staatspolizei

Police secrète d'État, fondée en 1936. Fait partie de la SIPO-SD.

Häftling

Détenu.

HSSPF ou Höherer SS und Polizeiführer Belgien und Nordfrankreich

Richard Jungclaus (1905-1945) exerçait le commandement de la police d'État et des SS. Le *Reichsfürer SS* Heinrich Himmler exerçait de Berlin, à la fois des fonctions étatiques, chef des polices d'État, ORPO, KRIPO et Gestapo, et des fonctions politiques.

Holocauste

Terme religieux désignant un sacrifice où la victime est entièrement brûlée par les flammes. Utilisé pour désigner le génocide nazi, il est très contesté en Europe, l'extermination n'ayant pas été un sacrifice à Dieu. Holocauste est utilisé par les Anglo-Saxons pour le mot shoah.

Judenrat

Est, en Belgique, l'ensemble des responsables juifs nommés par les Allemands et qui gère l'Association des Juifs en Belgique (AJB).

Kapo

Un détenu responsable du travail et de la discipline d'un groupe de prisonniers.

KL ou KZ

Abréviation de *Konzentrationslager*, camp de concentration et centre d'extermination (KZ est plutôt familial). Le Reich comptera jusqu'à vingt KL en 1944, le premier étant Dachau, mis en service en mars 1933. Chaque KL est, dans les documents, désigné par le sigle KL suivi des lettres initiales du nom du camp.

Kommando

Désigne une équipe de travail ou un service du camp.

KRIPO ou Kriminalpolizei, police criminelle

Fait partie de la SIPO-SD.

Lagerführer

Chef SS du camp.

Lois de Nuremberg

Lois sur la protection du sang et l'honneur allemands promulguées en 1935 en Allemagne et qui définissaient les Juifs comme non aryens, leur enlevaient leur nationalité et les privaient de certaines de leurs libertés.

Militärverwaltung

Administration militaire allemande d'occupation pour la Belgique et le Nord de la France, dépendant du général Alexander von Falkenhausen (1878-1966) jusqu'en juin 1944. Arrêté parmi les conjurés dans le complot contre Hitler, il fut incarcéré à Dachau; son épouse et ses filles furent déportées à Ravensbrück.

Nazi ou National-sozialist

Parti national-socialiste allemand.

NSDAP ou National Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei

Parti ouvrier allemand national-socialiste.

Obervorarbeiter

Détenu chef de chantier.

OKW ou Oberkommando der Wehrmacht

Commandement suprême des forces armées allemandes.

Organisation Todt

Active dans les pays occupés et responsable des grands chantiers militaires. Elle employait aussi bien des travailleurs volontaires que des travailleurs forcés.

ORPO ou Ordnungspolizei

Police régulière en uniforme.

Posten

Sentinelles.

Procès de Nuremberg

Il s'agit du procès organisé par les vainqueurs de l'Allemagne nazie, du 20 novembre 1945 au 10 octobre 1946 pour juger les responsables allemands accusés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

RSHA ou Reichssicherheitshauptamt

Office central de sécurité du Reich, à Berlin, à partir de septembre 1939.

RuSHA ou Rasse- und Siedlungshauptamt

Direction générale de la race et du peuplement.

SA ou Sturmabteilung

Sections d'assaut, fondées en 1920; groupe paramilitaire destiné au service d'ordre des réunions du parti nazi.

Sammellager Dossin-Kazerne

Camp de rassemblement des Juifs avant leur déportation, principalement vers Auschwitz, au départ de la caserne Dossin à Malines; ouvert à partir du 22 juillet 1942.

Schutzhaft

Incarcération préventive, de protection, d'un suspect, par simple décision administrative.

Schutzpolizei

Police nationale.

SD ou Sicherheitsdienst

Service de sécurité et de renseignement de la SS, fait partie du RSHA et est divisé en deux branches: l'intérieur et l'extérieur.

Shoah

En hébreu signifie catastrophe. Il est le plus couramment employé pour désigner le génocide.

SIPO-SD ou Sicherheitspolizei Sicherheitsdienst

Police de sûreté et du service sécurité de Bruxelles chargée de la recherche et de la lutte contre les ennemis du Reich. Elle opère aussi dans les pays occupés et s'occupe des transferts dans les camps de concentration. Dépend du RSHA.

SS ou SchutzStaffel

Section de protection. Les SS étaient au départ les gardes du corps personnels de Hitler. Principaux gardiens des camps de concentration, ils deviennent, à partir de 1941, les organisateurs des camps d'extermination.

Untermenschen

Catégorie de sous-hommes, comprenant les Juifs, les Tziganes et les Slaves que l'idéologie nazie accuse de parasitisme à l'égard de la «race supérieure».

Vernichtungslager

Centre d'extermination, conformément au programme de la solution finale organisé par les nazis.

Waffen-SS

Unités combattantes de la SS.

Wehrmacht

Armée allemande (*Heer, Kriegsmarine, Luftwaffe*).

WVHA ou Wirtschafts und Verwaltungshauptamt

Direction générale et administrative des camps de concentration et de l'économie SS.

Contact

Mémorial national du fort de Breendonk
Brandstraat 57
B – 2830 Willebroek

Tél. : + 32 (0)3 860 75 25
Fax : + 32 (0)3 866 53 91

info@breendonk.be
www.breendonk.be

Conservateur

Olivier van der Wilt
ovdw@breendonk.be

Réservations

Secrétariat : + 32 (0)3 860 75 24

Références

des sources

Breendonk, les débuts, CEGES-Buch Édition, Bruxelles, 1997.

Avenue Louise 347. Dans les caves de la Gestapo, CEGES-Buch Édition, Bruxelles, 1996.

Grippa Jacques, *Chronique vécue d'une époque de guerre, 1930-1947*, Anvers, 1988.

Halkin Léon-Ernest, *À l'ombre de la mort*, préface de François Mauriac, 3^e édition, Duculot, Gembloux, 1985.

Lévy Paul M.G., *Breendonk*, extrait de *Héros et Martyrs, 1940-1945, les fusillés*, J. Rosez, Bruxelles, 1947.

Marbaix Edgard, *Breendonk-la-Morte*, De Myttenaere, Bruxelles, 1944.

Ochs Jacques, *Breendonk. Bagnards et bourreaux*, Bruxelles, Éd. du Nord, 1947.

Piens Désiré, *La vie des postiers dans l'enfer de Breendonk*, Bruxelles, 1947.

Un témoin (Lévy Paul M.G.), *Le fort de Breendonk*, Conseil d'administration du fort de Breendonk, 2^e édition, 1967.

des travaux

Gotovitch José, dir., *Collaboration, répression. Un passé qui résiste*, Labor, Bruxelles, 2002.

Gotovitch José, *Histoire de la Déportation : le convoi du 22 septembre 1941*, Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, De Meyere, Bruxelles, 1967.

Nefors Patrick, *Breendonk. 1940-1945*, Racine, Bruxelles, 2005 (contient une importante bibliographie).

Jacques Ochs, *1883-1971, œuvre graphique*, catalogue rédigé par Bénédicte Schiffllers, Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles, 1997.

Schreiber Marion, *Rebelles silencieux. L'attaque du xx^e convoi pour Auschwitz*, Racine en poche, Bruxelles, 2006.

Vandervelpen Jos, *Breendonk. Chronique d'un camp (1940-1944)*, Aden, 2004 (récits).

La Résistance hier, aujourd'hui et demain

RIUFOT MOURIR DEBRO
QUE VIVRE A SENOU

LE VIVRE

La Résistance en Belgique | 1940-1944

Traits généraux

Juin 1940. À la suite de la défaite française, la majeure partie de l'Europe occidentale est aux mains de l'Allemagne. Seule la Grande-Bretagne, retranchée dans son île, défie encore la puissance nazie. En Belgique désormais occupée, la population tente de recouvrer ses esprits après les terribles événements du mois de mai. Si une petite minorité – essentiellement l'extrême droite nationaliste flamande et du côté francophone, les tenants du rexisme – se réjouit de la mise en place du régime d'occupation, la masse déplore cette situation mais s'y résigne en l'absence de toute alternative crédible à ses yeux. Pourtant, dès cette époque, des femmes et des hommes, il est vrai encore très peu nombreux, refusent de se soumettre à la loi du plus fort. Cet état d'esprit, qui mènera petit à petit de plus en plus de personnes à prendre part à une résistance organisée contre l'envahisseur et ceux qui le soutiennent, s'appuie en premier lieu, comme dans tous les pays occupés par le Reich, sur deux valeurs, **l'antifascisme et surtout le patriotisme**. Mais pour que celles-ci soient opérantes, il est important que dans la hiérarchie des autres valeurs adoptées, prédominent des éléments venant renforcer ces principes de base, comme le procommunisme, l'anglophilie, le goût pour la liberté, celui pour la justice, l'attrait pour la démocratie, le sens de la solidarité, et surtout la germanophobie. À l'inverse, l'anglophobie, l'anticommunisme et la germanophilie constituent des freins puissants à l'action contre l'occupant

pouvant même conduire jusqu'à la collaboration. Cette grille d'analyse permet de mieux comprendre pourquoi la Résistance semble s'être plus facilement développée dans certains milieux que dans d'autres. Il en va ainsi dans une petite et moyenne bourgeoisie francophone proche des milieux d'anciens combattants où règne, dès avant l'invasion, un patriotisme empreint d'une forte germanophobie. Ce sentiment, encore attisé par la crainte de perdre la situation relativement privilégiée dont ce groupe jouissait dans l'État belge, explique que la seule vision de l'ennemi associée à l'absence d'effondrement de l'Angleterre suffit à un certain nombre de ses membres pour entamer le combat clandestin à l'automne 1940. Attestent de l'activité de ce premier noyau résistant l'aide accordée aux soldats anglais désireux de rejoindre la Grande-Bretagne, la mise en place d'embryons de services de renseignements et la création de multiples feuillets clandestins. Mais la preuve la plus tangible de son développement réside, et ce n'est évidemment pas un hasard, dans la réussite, en particulier à Bruxelles, de sa campagne menée alors en faveur de la commémoration du 11 novembre 1918.

On éprouverait des difficultés à repérer un autre milieu aussi porteur de la Résistance à ses débuts. Ce qui aurait pu constituer un deuxième noyau fédérateur, à savoir la constellation des partisans de la lutte antifasciste dans la seconde moitié des années 1930, a en effet volé en éclats sous la pression des événements. Ses leaders situés dans la gauche modérée (certains démocrates-chrétiens, mais surtout des libéraux et des socialistes) sont profondément ébranlés par l'effondrement des démocraties occidentales et se posent des questions sur la valeur des régimes parlementaires.

Le gouvernement Pierlot, désorienté à l'issue de la défaite française et qui se reconstitue avec peine à Londres, peut à ce moment difficilement leur servir de modèle. Peu d'entre eux sont prêts à collaborer ouvertement avec l'occupant, mais la tentation existe de s'accommoder avec lui, faute de mieux, d'autant que l'administration militaire témoigne alors d'une certaine modération propice aux compromis. Seuls quelques groupuscules – notamment à Anvers, Bruxelles et Liège – tentent tant bien que mal de secouer l'apathie générale mais ils sont trop isolés pour constituer une véritable force attractive.

L'extrême gauche communiste, elle, n'a pas renoncé à son combat contre le fascisme, mais elle se voit contrainte depuis la conclusion du Pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939 d'adopter une attitude attentiste. La déliquescence des structures socialistes lui donne cependant rapidement l'occasion d'occuper le terrain social où peu à peu le mécontentement grandit suite à la dégradation des conditions d'existence. La grogne se manifeste dès septembre 1940 par des arrêts de travail sporadiques dans les grands bassins industriels wallons. Ces actions, au départ le plus souvent spontanées, sont très vite encadrées par le parti communiste, qui mêle peu à peu revendications sociales et nationales avec l'espoir de ravir aux socialistes la prédominance sur les classes laborieuses. Confrontés à une répression de plus en plus sévère, les ouvriers engagés dans ces mouvements prennent de leur côté conscience que l'occupant est un adversaire encore plus redoutable que le patronat. Il n'est dès lors pas étonnant que cette campagne s'achève par une grève de grande envergure entamée le 10 mai 1941. Celle-ci touche en effet pendant plus d'une

semaine plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, en Campine et surtout dans le bassin liégeois où la tension avec l'occupant mais aussi entre socialistes et communistes est la plus vive. L'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne, le 22 juin 1941, modifie totalement les perspectives pour le parti communiste. Libéré de toute ambiguïté mais aussi pourchassé par l'occupant et sommé par le Kremlin d'attaquer l'ennemi sur ses arrières, il fait désormais du combat pour la libération du territoire sa priorité absolue. Il est cependant conscient que sa marginalité dans le paysage politique belge – il ne dispose de forces relativement importantes qu'à Bruxelles et dans les bassins industriels wallons – ne lui permet pas de rassembler sous sa bannière propre la masse toujours plus grande d'opposants au régime d'occupation. Aussi lance-t-il, à l'automne 1941, le Front de l'indépendance (FI). Le mouvement, qui se drape du manteau du patriotisme pour espérer fédérer toutes les initiatives résistantes, ne réussit que partiellement dans son entreprise. Le réseau de sociabilité développé avant-guerre dans le cadre de la lutte contre le fascisme ainsi que les traits volontaristes et populistes de l'organisation permettent bien d'attirer à lui de multiples bonnes volontés émanant de la gauche modérée mais pas les socialistes organisés qui veillent à rester à l'écart ni la droite patriote. Il faut dire qu'à la même époque, c'est-à-dire vers la fin de 1941 et le début de 1942, une partie de cette dernière succombe à l'attraction d'un regroupement émanant cette fois de certains milieux militaires. À ses débuts à l'automne 1940, la belgiciste Légion belge n'avait pourtant pas pour but de combattre l'occupant. Empreinte de conceptions autoritaires, elle se percevait alors comme une structure d'élite destinée à protéger

le roi des attaques des communistes, des rexistes et des nationalistes flamands dans le cas où une certaine autonomie aurait été accordée à la Belgique par le Reich. L'inanité d'une telle perspective et l'irritation croissante face à un régime perçu comme toujours plus coercitif transforment peu à peu en 1941 la Légion belge en un mouvement d'opposition destiné à soutenir les alliés anglo-saxons à l'approche de la libération du pays. Désormais les principales composantes de la Résistance sont en place. Mais ce qui début 1942 ne constitue encore que quelques centaines de petits groupes concentrés surtout dans les villes et dans les régions industrielles du sud du pays va petit à petit s'étoffer pour couvrir à l'été 1944 l'ensemble du territoire et rassembler à l'époque de cent mille à cent cinquante mille hommes et femmes. Divers éléments concourent à ce développement. Un certain frémissement s'observe après l'instauration de l'étoile de David pour les Juifs et leur déportation à l'été 1942 mais leur concentration dans quatre villes du pays (Anvers, Bruxelles, Charleroi et Liège) et surtout leur marginalité dans la société belge ne permettent qu'une amorce de réaction. La mise en place à partir d'octobre 1942 du travail obligatoire en Allemagne provoque une onde de choc d'une tout autre ampleur. Les premiers mois de stupeur passés, un vaste mouvement de résistance civile, orchestré par les grands mouvements de résistance, en particulier le FI, mais aussi par l'une ou l'autre structure traditionnelle de la société, comme la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), s'organise. Il a pour but d'inciter les principales victimes de la mesure à partir du printemps 1943, à savoir les jeunes hommes, à se cacher, et de leur fournir un soutien

matériel. L'intégration d'un certain nombre de réfractaires dans les structures clandestines et surtout la somme de complicités nécessaires pour venir en aide aux dizaines de milliers de proscrits élargit considérablement la base résistante, qui s'étend désormais à la campagne et dans les forêts. Le passage de plus en plus fréquent à la Résistance active doit aussi beaucoup à l'accroissement général de la germanophobie et de la rancœur envers les collaborateurs. Le durcissement du régime d'occupation traduit par une somme toujours plus grande de vexations et de privations, ainsi que par une répression accrue orchestrée par les forces d'occupation avec la complicité de Belges à leur solde, pousse en effet de nombreux patriotes et/ou antifascistes à s'engager dans la lutte. Enfin, il va de soi que l'évolution de la situation internationale à partir de la fin 1942, et en particulier les événements annonçant la fin prochaine du III^e Reich * favorise les adhésions aux organisations clandestines.

*** La victoire russe à Stalingrad au début de 1943, la capitulation italienne à l'été 1943 et surtout le débarquement sur les plages de Normandie en juin 1944.**

L'arrivée de sang neuf ne modifie cependant pas fondamentalement le rapport de force entre les grands ensembles de la Résistance évoqués plus haut *.

* **Subsistent toujours à la fin de l'Occupation une série de structures dominées par la petite et moyenne bourgeoisie francophone (pour l'essentiel, filières d'évasion, majeure partie des services de renseignements, Mouvement national belge), le conglomérat des organisations gravitant autour du FI et une tout aussi puissante Armée secrète (AS), héritière de la Légion belge des origines. Simplement, en s'étoffant de manière considérable, FI et AS sont alors beaucoup plus représentatifs du spectre de l'opinion publique, à ceci près que le FI continue à pencher à gauche et l'AS à droite.**

Par ailleurs, et même si l'on manque encore d'études fouillées sur la question, de nombreux indices semblent indiquer que la lutte est plus tardive et moins intense en Flandre que dans le reste du pays. Ainsi à peine un journal clandestin sur quatre est rédigé en néerlandais. Par ailleurs, quatre agents de renseignements sur cinq sont francophones. Enfin, 35,1% des arrestations de résistants ont lieu en Flandre, contre 21,9% à Bruxelles et 43% en Wallonie. En outre, plus de 71% des dossiers de prisonniers politiques sont traités en français contre 29% seulement en néerlandais.

Cela n'est pas vraiment étonnant si l'on considère les valeurs constitutives de la Résistance. En effet, d'une part, l'antifascisme est, de toute évidence, moins répandu à l'époque en Flandre qu'en

Wallonie. Les partis socialiste et communiste, qui en sont les plus ardents défenseurs, ne rassemblent aux élections législatives de 1939 que 27,7% des voix dans le Nord du pays contre 32% à Bruxelles et près de 48% en Wallonie. En outre, l'aile francophone du POB est, semble-t-il, dans les années trente, plus engagée dans le combat antifasciste que son homologue néerlandophone. Mais la différence est sans doute encore plus marquée en termes de patriotisme. Ici, le souvenir de 1914-1918 joue avec certitude un rôle considérable, expliquant pour une bonne part la différence d'attitude entre Flamands et francophones. À Bruxelles et en Wallonie en effet, la germanophobie née d'une première occupation de quatre ans au cours de laquelle la population a énormément souffert, est exploitée dans l'entre-deux-guerres par les autorités publiques pour enraciner un patriotisme peu développé avant 1914. Par ailleurs, ce dernier est grandement utile pour faire taire les revendications flamandes que beaucoup de francophones perçoivent comme une menace pour un pays où prédominent encore des élites parlant la langue de Voltaire. On comprend dès lors que pour nombre de francophones de droite et même d'extrême droite, il n'y a pas d'hésitation possible entre collaboration et résistance. En Flandre, à l'inverse, se développe après 1918 une certaine rancœur vis-à-vis d'un État pour lequel on a souffert et consenti des sacrifices, notamment sur le front, et qui, aux yeux de beaucoup de Flamands, refuse d'accorder ce qui apparaît comme légitime ou ne le concède que de mauvaise grâce.

Enfin, la bienveillance de l'administration militaire envers les Flamands traduite dès 1940 par l'application stricte des lois linguistiques, l'installation à la tête des plus hautes instances

administratives du pays de nationalistes flamands et surtout la libération rapide des prisonniers de guerre néerlandophones, n'est pas pour déplaire à une partie non négligeable de l'opinion publique flamande. À l'inverse, l'éviction de nombreux fonctionnaires francophones et le maintien en détention des prisonniers wallons crispe l'opinion publique à Bruxelles et en Wallonie. On ajoutera encore que l'Ordre nouveau prôné par les autorités de Berlin rencontre plus de sympathie dans une Flandre relativement conciliante avec les théories autoritaires et corporatistes.

Dans un tel contexte, on pourrait s'étonner que les Flamands constituent environ 30% des résistants belges. C'est qu'à côté des antifascistes, subsistent sans doute des néerlandophones encore suffisamment attachés à la nation belge pour se dresser contre l'occupant, et ce d'autant que la cause nationaliste flamande leur paraît liée à la pénible occupation de 1914-1918 et, bientôt, à celle qui a débuté en mai 1940 et qui peu à peu se durcit. Car assez vite, en tout cas dès 1941, les Flamands se rendent compte que les intérêts de l'occupant diffèrent fondamentalement des leurs. Les réticences puis l'hostilité envers l'Allemagne se développent d'autant plus parmi eux qu'à l'instar de leurs compatriotes francophones, il sont soumis aux privations, sanctions et déportations. Seuls, en définitive, un antifascisme et un patriotisme belge moins profondément répandus les empêchent alors de rejoindre en nombre comparable aux francophones les rangs de la Résistance.

Ceci dit, même lorsque dans les années 1943 et surtout 1944, la Résistance acquiert un grand capital de sympathie dans une population de plus en plus excédée par les rigueurs de l'Occupation, elle reste un phénomène largement minoritaire,

touchant tout au plus 2 à 3% de la population « en âge de résister » (soit grosso modo de 16 à 65 ans). C'est que les risques réels engendrés nécessitent un courage – certains diront une intrépidité – qui n'est pas donné à tout le monde; en outre, la clandestinité à laquelle aboutissent fréquemment les opposants impose de redoutables ruptures vis-à-vis du travail et de la famille. On comprend dès lors que le phénomène concerne surtout les hommes de 20 à 40 ans, plus tentés de se distinguer, plus imprégnés d'esprit d'aventure et plus impulsifs (ou plus inconscients?) que leurs aînés, et moins confinés que les femmes du même âge dans les tâches liées à la survie de la cellule familiale. Parmi eux se trouve une proportion non négligeable d'étrangers, en particulier dans les organisations clairement antifascistes. Par ailleurs, les classes moyennes paraissent sur-représentées, ce qui pourrait s'expliquer par leur haut niveau d'engagement dans la vie démocratique. De manière corollaire, les agents de l'État semblent plus impliqués que les autres travailleurs, ces derniers se sentant sans doute moins directement menacés par la mise en place d'un Ordre nouveau. En outre, dans les entreprises, la lutte sociale paraît, pour des raisons évidentes de survie, l'emporter généralement sur le combat « patriotique ». Les agriculteurs, enfin, n'interviennent vraiment qu'à partir de 1943, année où de nombreux illégaux – aviateurs alliés, prisonniers russes, Juifs, résistants pourchassés et avant tout réfractaires – quittent les régions urbaines où sévissent des dénonciateurs difficilement repérables dans la masse et surtout de très pénibles conditions d'existence, pour gagner la campagne, plus sûre et mieux pourvue en produits de première nécessité. Le cas des paysans souligne l'importance fondamentale de la notion d'utilité. Comme



effectivement, l'engagement exige de lourds sacrifices, il doit être tenu comme profitable au bien commun, et en particulier à l'aspiration partagée par le plus grand nombre, à savoir la libération du pays. Or, tout au moins pendant les premières années d'occupation, la plupart des Belges ne voient pas en quoi rassembler des renseignements pour des hypothétiques libérateurs ou diffuser la presse clandestine peut contribuer de manière tangible au dénouement favorable du conflit. Pourtant, des milliers de personnes jugent l'action civile des mouvements suffisamment utile pour prendre le risque d'y participer. L'utilité ne

constitue donc pas une valeur absolue. Si elle est appréciée de manière subjective, c'est qu'elle renvoie à une culture politique qui définit les termes de l'action tout en lui affectant un sens. Ainsi les communistes sont rompus depuis l'entre-deux-guerres à divers types de combat (propagande, solidarité et même certaines formes de violence, comme les affrontements de rue) destinés à contester l'ordre établi. C'est donc tout naturellement qu'ils font usage de ces moyens pour tenter d'unir la population contre l'occupant et le déstabiliser. On comprend que pour les gardiens habituels de la légalité que sont les catholiques, les socialistes et les libéraux,

*Ceux du maquis,
gouache de Wilchar*

la démarche soit beaucoup moins aisée. Quant aux militaires, lorsqu'ils ne sont pas décontenancés par la passivité de leur chef suprême, le roi, ils ne peuvent souvent envisager que de préparer un plan de bataille à grande échelle, démarche dangereuse dans la clandestinité qui leur coûte effectivement cher. Ces schémas valent également pour les individus qui, à leur niveau, s'investissent dans un combat qu'ils estiment utile. Si tant de Belges aident des Juifs, des aviateurs alliés ou des réfractaires, c'est sans doute parce que cette action mobilise un savoir-faire élémentaire réactivant des valeurs familiales (la charité ou la fraternité) et offrant un résultat directement appréciable*.

*** Concrètement, comment devient-on résistant ? L'engagement s'établit de personne à personne, sur base d'une confiance mutuelle : soit l'intéressé sollicite auprès de sa connaissance son adhésion à l'organisation, soit il est invité par elle à entrer dans le mouvement. Les liens qui, au départ, unissent les deux protagonistes peuvent être d'ordre familial, professionnel, associatif, politique, religieux, syndical ou de simple voisinage. Suit le plus souvent une période de mise à l'épreuve où sont testées, par de petites tâches, les « capacités résistantes » du nouveau membre. Si les résultats sont probants – sont particulièrement appréciés le sens de l'organisation et de la débrouillardise, le courage, le sang-froid, la discrétion et la prudence – et si la personne accepte de prendre des risques plus importants, des activités d'une plus grande ampleur lui sont confiées.**

Un nombre assez important de résistants parviennent cependant à conserver une vie relativement normale parce que soit ils limitent fortement leur implication dans la lutte, soit ils agissent sur leur lieu de travail, comme par exemple les agents des chemins de fer, les employés des postes ou ceux des administrations. Pour les autres, les journées sont souvent harassantes : ou ils cumulent activités professionnelles et résistantes, ou, passés dans la clandestinité par crainte d'être capturés par l'ennemi, ils s'investissent à fond dans le combat et ont un emploi du temps très chargé. Les clandestins n'ont pourtant pas, de manière générale, une vie très passionnante. Ils sont presque toujours obligés, pour des raisons de sécurité, de passer l'essentiel de leurs jours et de leurs nuits seuls. En outre, ils sont accaparés par des déplacements fastidieux à pied ou via des moyens de locomotion aléatoires (vélo, tram ou train) et par une paperasserie abondante, tâches rendues nécessaires par le danger que représente un ennemi à l'affût de tout rendez-vous par principe suspect à ses yeux. S'ils n'ont généralement pas à se soucier de leurs moyens de subsistance – ceux-ci sont fournis par la structure pour laquelle ils officient – ils endurent assez difficilement leur solitude. Pour la combler, ces femmes et ces hommes souvent jeunes sont d'autant plus tentés d'entamer entre eux une liaison qu'ils partagent les mêmes conditions de vie et le même sentiment de fragilité de l'existence. De telles passions conduisent parfois à des imprudences fatales. Est-il d'ailleurs besoin de préciser que les résistants sont avant tout des êtres humains, capables de courage, de grandeur, d'abnégation et d'héroïsme mais aussi de vanité, de jalousie, de cupidité et de lâcheté ?

Avant de porter éventuellement un jugement sur leur comportement, il convient cependant de se rappeler que tous, depuis celle qui héberge un aviateur jusqu'au chef de réseau, vivent à juste titre dans la peur de se voir arrêtés, torturés et tués par l'occupant ou ceux qui collaborent avec lui. En moyenne en effet, environ un résistant sur quatre est atteint par la répression, et près d'un sur dix meurt, soit exécuté, soit le plus souvent d'épuisement et de maladie dans un camp. En chiffres absolus, cela signifie que plus de trente mille combattants de l'ombre tombent entre les mains de l'ennemi et que pas loin de quinze mille d'entre eux n'ont pas la joie de goûter à la paix et à la liberté retrouvées. L'évolution chronologique des arrestations confirme le lent démarrage du combat clandestin (moins de 5% du total des résistants appréhendés le sont avant la fin de l'année 1941), et son intensification à partir de 1942 (le nombre d'opposants capturés au cours de ces douze mois est cinq fois plus important qu'en 1941). Elle souligne surtout l'âpreté de la lutte en 1944, puisque plus de la moitié des emprisonnements se produisent au cours de ces huit derniers mois d'occupation. Cette explosion des incarcérations ne tient pas seulement à l'amplification de l'affrontement mais aussi à son évolution. En effet, si les formes de résistance non violentes – propagande, aide aux illégaux, récolte de renseignements – se développent encore, leur extension est sans commune mesure avec celle de l'action armée (sabotages, attentats, réquisitions), qui, il est vrai, avait démarré sur un mode relativement mineur en 1942. Plus risqué, ce type d'activités est aussi plus sévèrement réprimé par un ennemi de plus en plus aux abois.

Il n'est de ce fait pas étonnant de constater que si les ouvriers paraissent s'engager moins et plus tardivement dans la Résistance que les membres des classes moyennes, leur tendance à privilégier la lutte ouverte les conduit à subir proportionnellement une répression plus féroce. À l'inverse, les femmes, qui sont la plupart du temps confinées à des tâches de courrier ou d'intendance, sont moins souvent appréhendées que les hommes (une fois sur cinq au lieu d'une fois sur quatre). Surtout, elles connaissent un taux de mortalité nettement inférieur (de 2 à 3% contre environ 10% pour leurs compagnons). Comme quoi, tous ne sont pas égaux devant la répression*.

*** S'en tenir à ce portrait général de la Résistance ou plutôt des résistants serait par trop négliger ce pourquoi ces derniers se sont battus : aider à chasser l'occupant du pays et de manière corollaire pour une partie d'entre eux, rénover ou restaurer la société belge d'avant 1940. Aussi est-il nécessaire de développer maintenant ces deux aspects.**

La Résistance comme lutte contre l'occupant

Dans un État aux traditions démocratiques comme la Belgique, ni les esprits ni les structures ne sont, de manière générale, préparés à lutter dans l'ombre au lendemain de la défaite. Aussi de longs mois sont-ils nécessaires pour passer d'une résistance isolée et inorganisée à un appareil clandestin capable de mettre sur pied des actions susceptibles de gêner l'envahisseur. La disproportion des forces en présence rend d'ailleurs toute initiative particulièrement ardue*. Cette aide n'est néanmoins efficace qu'à partir de 1942 pour les services de renseignements et de l'été 1943 pour les mouvements.

La structuration de la résistance va reposer sur deux types d'organisations, celles à base essentiellement patriotiques nées de l'occupation et celles à fondement d'abord politique, qui tout en restant fidèles à leurs finalités premières, orientent tout ou partie de leur réflexion et action dans le sens du combat contre ce qui leur apparaît comme l'ennemi.

*** Ce déséquilibre est cependant atténué par le soutien logistique (marconistes, postes émetteurs, argent, armes et matériel de sabotage) fourni peu à peu par les services britanniques et belges à Londres.**

Les structures de nature politique

Le parti communiste de Belgique, un moteur de la lutte

Le parti communiste est, après sa plongée dans la clandestinité au début de l'été 1941, de loin l'adversaire politique le plus redoutable pour l'administration militaire en place dans notre pays. Le PCB, dirigé en sous-main depuis 1937 par un délégué de l'Internationale communiste, le Hongrois Andor Berei, n'attend d'ailleurs pas, comme nous l'avons vu, l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne pour manifester son hostilité à la politique de l'occupant. Dès l'hiver 1940-1941, non seulement il encourage les arrêts de travail, mais en outre il stimule les manifestations de rue pour un meilleur ravitaillement et le retour des prisonniers. De plus, des feuilles clandestines sont publiées à partir de septembre 1940 et en février 1941 sort sous le manteau le premier numéro des organes nationaux, *Le Drapeau rouge* et *De Roode Vaan*. Il est vrai qu'à l'époque, le principal mot d'ordre du parti est « ni Londres, ni Berlin ».

Fin juin 1941, toute ambiguïté est levée. Dès lors, le PCB jette toute son énergie dans la bataille contre l'occupant. Pour appliquer cette politique, se développe à partir de l'automne 1941 une série d'initiatives au départ du cadre communiste, représenté officiellement par une abondante presse de parti et de jeunesse. Est ainsi créée une armée de guérilla : les Partisans belges. Dans les entreprises, les communistes lancent les Comités de lutte syndicale. Enfin et surtout, le PCB met sur pied, toujours à l'automne 1941, le Front de l'indépendance (FI). Si, comme nous l'avons écrit,



Écoute des radios, gouache de Wilchar

ce dernier ne parviendra jamais à réunir toutes les initiatives résistantes, il deviendra tout de même en 1943 le mouvement de masse espéré par ses concepteurs. Son action se déploie principalement dans les domaines de la propagande (démonstrations de rue et surtout presse clandestine) et de l'aide aux illégaux (via Solidarité). Enfin, au printemps 1944, le parti crée les Milices patriotiques (MP) du FI, sorte de réserve des partisans destinée à agir lors d'un soulèvement national conçu comme le point d'orgue de l'action clandestine, qui n'aura finalement pas lieu. La répartition des effectifs du parti en mars 1944 rend bien compte du profond déséquilibre entre Flamands et Wallons :

Wallonie	Bruxelles	Flandre
Total de 11 308 membres		
82,9%		
9370 membres	7,2%	9,9%
	815 membres	1 123 membres

Il n'empêche. Malgré sa plus faible implantation en pays flamand, le PCB est bien, par la rigueur et l'efficacité de son organisation, l'enthousiasme de ses militants et sa volonté de combattre par tous les moyens l'occupant et les collaborateurs, un des principaux vecteurs de la Résistance en Belgique occupée.

La « politique de présence » du parti socialiste belge et du pilier catholique

Le « grand frère » socialiste – aux élections législatives de 1939, il récolte 30,2% des suffrages contre 5,4% seulement pour les communistes – dispose lui aussi d'un appareil clandestin. Mais sa mise en place est plus tardive puisqu'il faut attendre septembre 1941 pour que la structure se consolide du côté francophone et mars 1942 pour qu'un véritable bureau de parti national soit installé, avec bientôt à sa tête le député brugeois Achille Van Acker, futur Premier ministre. Surtout, la lutte contre l'occupant ne constitue qu'une des facettes, certes importante mais pas primordiale, d'une organisation politique qui, en fonction d'un après-guerre où elle compte bien jouer un rôle de premier plan, privilégie la négociation entre les principaux acteurs du débat social et la préparation d'un programme réformateur. Soucieux, dans cette optique, de ne pas perdre trop de forces vives, le POB, rebaptisé au printemps 1942 parti socialiste belge, combat essentiellement le régime nazi par la production et la diffusion d'une presse clandestine tant néerlandophone (*Bevrijding* à Louvain, *Morgenrood* à Vilvorde et *De Werker* à Anvers) que francophone (*L'Espoir* et *Le Peuple* à Bruxelles, *Le Monde du Travail* à Liège). En agissant de la sorte, il cherche surtout à garder le contact avec la base et à éviter

qu'une partie d'entre elle ne se fourvoie dans la collaboration – le risque vaut surtout pour la Flandre en 1940-1941 – ou n'adhère au parti communiste – le danger est réel en Wallonie à la fin de l'Occupation. C'est le même souci de ne pas s'aliéner la population qui pousse le PSB à s'investir à partir de l'été 1943 dans le soutien aux réfractaires via la mission Socrate.

En outre, le combat syndical n'est pas délaissé. C'est même la crainte de voir une partie des structures de l'ancienne Confédération générale du travail de Belgique (CGTB) adhérer à l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (UTMI), syndicat de type corporatiste à la solde de l'occupant mis sur pied en novembre 1940, qui pousse un certain nombre de militants à agir clandestinement dès les premiers mois d'occupation. Mouvement d'action catholique ayant principalement pour but de rechristianiser les masses ouvrières, la JOC est hostile au nazisme et rejette dès 1940 toute idée de jeunesse unique à teinte collaborationniste. Mais tout en marquant clairement ses distances vis-à-vis de l'Ordre nouveau, la JOC s'abstient jusqu'en octobre 1942 de participer directement à la lutte contre l'occupant afin de ne pas s'exposer à des représailles et de pouvoir ainsi se concentrer sur la préparation de l'après-guerre.

Les choses changent avec l'instauration du travail obligatoire en Allemagne. Très vite, des jocistes distribuent des circulaires invitant les jeunes à prendre le maquis. Cet appel est petit à petit entendu, d'autant que le mouvement, appuyé par l'archevêché et des personnalités politiques catholiques, assure rapidement aux réfractaires une aide concrète en leur fournissant des adresses de cachette, des faux papiers d'identité, des timbres de ravitaillement et de la nourriture.

Pour organiser pareille assistance, un service clandestin d'aide aux travailleurs réfractaires est établi. À partir de l'hiver 1943-1944, il participe à la distribution des fonds collectés dans le cadre de la mission Socrate. Au total, de la fin 1942 à la Libération, la JOC secourt quelque huit mille réfractaires.

Des groupuscules d'extrême droite agissants

Une certaine droite autoritaire, francophone et nationaliste belge joue un rôle majeur dans la mise en place, dès l'été 1940, d'organisations paramilitaires appelées à se transformer petit à petit en instruments de lutte contre l'occupant et à se développer au point de faire véritablement contrepoids au FI à la fin de l'Occupation. Au départ, les visées de ces partisans de la droite extrême sont tout autres. Le désastre du printemps 1940 les a confortés dans l'idée que le régime parlementaire est inadéquat et qu'il faut le remplacer par un pouvoir fort, aux mains d'un exécutif dirigé par le roi. Dans ce scénario, qu'ils espèrent voir autorisé par Hitler, il leur paraît indispensable de constituer une sorte de garde prétorienne prête à soutenir le souverain. Les tenants de cette idéologie nouent à cet effet des contacts étroits au sein de cercles de militaires et d'anciens combattants, ainsi qu'avec certains industriels, attachés comme eux à la personne du roi et que la défaite a rendus plus perméables à leurs conceptions. Parmi ces hommes d'extrême droite, se distinguent notamment les professeurs louvanistes Charles Terlinden et Eugène Mertens de Wilmars, ainsi que l'avocat liégeois Paul Hoornaert, qui en tant que chef de la Légion nationale, groupement fasciste résolument belgiciste, entraînera dans le combat clandestin

une bonne partie de ses troupes.

La conjonction des intérêts évoqués ci-dessus permet la consolidation, de la fin de l'été 1940 au printemps 1941, des premiers noyaux d'une future résistance militaire*.

Les motivations qui animent les responsables de la nouvelle LB sont cependant assez éloignées de celles qui inspiraient les pionniers de 1940.

Les militaires, qui dominent maintenant pratiquement sans partage le mouvement, ont, tout en gardant leurs convictions royalistes, pris leurs distances par rapport aux projets autoritaires des civils. C'est que dans leur esprit, l'évolution de la situation internationale rend l'éventualité d'un scénario où la Belgique pourrait disposer d'une certaine autonomie dans une Europe occupée de plus en plus improbable: il vaut mieux dès lors miser sur une victoire de la Grande-Bretagne et mettre tout en œuvre pour hâter cette solution.

Déforçés au sein de la LB, les partisans de la droite extrême sont mieux représentés à partir de 1942 dans un mouvement plus fidèle à leurs conceptions idéologiques, le Mouvement national royaliste (MNR). Créé par des anciens rexistes au début de l'année 1941, le MNR prône en effet un régime corporatiste et dictatorial, érigé autour de la personne du roi. Le déroulement de la guerre et la lourdeur de l'Occupation le pousseront petit à petit à adoucir son programme et à s'engager dans la lutte armée.

* La fusion du groupuscule la Phalange et des regroupements paramilitaires de l'armée belge reconstituée et Légion belge (LB) donne ainsi naissance au début de l'été 1941 à une organisation qui prend le nom de la dernière structure citée (la LB).

Et même s'il restera fondamentalement le porte-parole d'un groupe politique prêt à appuyer tout renforcement du pouvoir royal, il n'entre pas vraiment dans cette analyse, puisque l'extrême droite n'y figure plus comme telle.

Militants wallons et trotskistes: deux luttes atypiques

Même si eux aussi agissent dans l'ombre, partisans d'une Wallonie libre et socialistes révolutionnaires mènent chacun de leur côté un combat particulier. En effet, les premiers, qu'on retrouve surtout à Bruxelles et à Liège, s'en prennent essentiellement dans leur presse clandestine à la Flandre, accusée d'accaparer de plus en plus les leviers de l'État, tandis que les seconds, réduits à quelques noyaux, se lancent à partir de 1942 dans une agitation destinée à promouvoir la «révolution prolétarienne». Précisons tout de même qu'un certain nombre de militants wallons s'investissent dans la lutte à outrance contre l'envahisseur, comme en témoigne la constitution à Liège en septembre 1941 d'un Front wallon pour la libération du pays, précurseur du FI.

* Cinq organisations (Armée secrète, Groupe G, Milices patriotiques, Mouvement national belge et Partisans armés) sortent incontestablement du lot par l'importance de leur recrutement et/ou l'ampleur de leur action. Parmi les autres, la *Witte Brigade*, l'Armée de la Libération et le Mouvement national royaliste acquièrent tout de même une dimension régionale et méritent, à ce titre, quelques développements.

Les structures à fondement patriotique

On peut classer celles-ci en deux grandes catégories. Les mouvements, nés et développés indépendamment de Londres, ont le plus souvent la volonté d'agir sous les formes les plus diverses. Les réseaux, au contraire, doivent leur existence et/ou leur efficacité aux liens étroits qui les unissent, dans la plupart des cas, aux services belges et anglais dans la capitale britannique. Ils ont, eux, une mission spécifique.

Mouvements

Vue d'ensemble

Après la guerre, quinze organisations, appelées de manière trop réductrice « de résistance armée », seront reconnues*.

Fondée dès le début de l'été 1940, la *Witte Brigade*, qui est surtout active à Anvers, rédige et diffuse essentiellement *Steeds Verenigd-Unis Toujours*, récolte et transmet des renseignements pour les alliés, aide des réfractaires et des Juifs, et prend part à des lignes d'évasion empruntées par des pilotes anglo-saxons. Les coups successifs qui lui sont portés par les polices allemandes de l'automne 1943 au printemps 1944 l'empêchent par contre de développer des sabotages de grande envergure et de peser d'un poids important lors des combats pour la libération de la ville et du port. Née à Liège à la fin de l'année 1940, l'**Armée de la Libération** est créée à l'initiative d'un noyau de militants démocrates-chrétiens. Concentrant le gros de ses troupes en province de Liège, le mouvement pratique la presse clandestine (édition du journal *La Vérité*), le renseignement, l'aide aux réfractaires et aux Juifs, ainsi que

les sabotages légers. Surtout, il prend une part active à la libération de la région liégeoise, en concertation avec l'Armée secrète.

Enfin, le **Mouvement national royaliste** est lancé dans le Brabant flamand en février 1941.

Au départ, le groupement, né à l'initiative de jeunes rexistes d'Aarschot et de l'ancien admirateur de Léon Degrelle Eugène Mertens de Wilmars qui en prend la tête, a uniquement comme dessein de promouvoir, pour la Belgique, un régime fort dirigé par le roi. Il ne devient d'ailleurs clandestin qu'après les premières mesures de représailles prises par l'occupant en juillet 1941. En outre, le projet politique reste prioritaire jusqu'à l'arrestation du professeur Mertens en mai 1942.

Son successeur, Ernest Graff, général originaire du Namurois, oriente plus nettement le mouvement dans un sens antiallemand. Sous sa direction, l'organisation, qui se développe principalement à Bruxelles et en Flandre, déploie diverses activités contre l'occupant. Elle récolte des renseignements, édite et diffuse des journaux clandestins, en particulier la feuille *Vrij Volk* réalisée à Louvain, réalise de petits sabotages, vient en aide à des Juifs et à des pilotes alliés, et pendant un temps, prépare avec la future Armée secrète un plan d'action pour la Libération. Surtout, elle porte secours aux réfractaires, tâche qui lui est facilitée par ses nombreux liens avec le mouvement ouvrier chrétien flamand. Car si la direction du MNR est constituée pour l'essentiel de militaires attachés à une conception autoritaire et corporatiste de la société, le gros des effectifs est composé principalement de catholiques flamands qui se reconnaissent dans un mouvement certes conservateur et royaliste, mais aussi résolument hostile à l'occupant. Preuve de cet engagement,

plus de cent soixante membres du MNR décèdent exécutés ou dans les camps, et une centaine tombent lors des combats de septembre 1944, en particulier à Anvers pour la sauvegarde du port.

L'Armée secrète ou la force d'attraction des militaires

Forte de plus de cinquante-quatre mille membres reconnus, l'AS paraît être, si l'on s'en tient à ce seul critère, le mouvement de résistance le plus puissant à la veille du débarquement allié. Ce constat, sans doute en grande partie fondé pour la période qui précède immédiatement la Libération, ne vaut certainement pas pour toute l'Occupation. Ce qui va en effet devenir la plus importante structure de résistance vraiment armée, connaît une évolution en dents de scie. La volonté de contribuer à la libération du pays, clairement manifestée à partir de l'été 1941 par les militaires à la tête de l'organisation, et la qualité de l'encadrement alors mis en place permettent au mouvement de s'étoffer de manière considérable de l'automne 1941 au printemps 1942. Mais la perception de plus en plus nette par l'occupant du danger potentiel représenté par le groupement et l'inexpérience du combat clandestin conduisent à des vagues d'arrestations qui ne sont pas loin d'anéantir l'organisation. Le risque est, à l'automne 1942, d'autant plus grand, que ce qui se nomme alors la Légion belge est privée de tout lien avec Londres depuis le retour de Grande-Bretagne à la fin de l'été 1942 de son chef, le commandant d'origine alostoise Charles Claser. Cette véritable rupture de contact est due à une profonde incompréhension entre Claser et les principaux membres du gouvernement belge qui reprochent, sans doute alors à tort, à ce royaliste méfiant vis-à-vis d'hommes qui ont deux ans



plus tôt désavoué Léopold III, de vouloir faire de son mouvement un instrument de renforcement du pouvoir du roi.

Heureusement pour la Légion belge, l'arrivée à la tête de l'organisation du colonel d'origine carolorégienne Jules Bastin, qui remplace Claser arrêté en novembre, permet de renouer le dialogue. Mais en ce début d'année 1943, les liaisons avec Londres sont encore difficiles, et l'ennemi profite de la naïveté, de l'imprudence et de l'impatience des dirigeants de ce qui s'intitule désormais l'Armée de Belgique pour tendre à la fin du mois d'avril 1943 un piège dans lequel tombent de nombreux responsables

de l'organisation, dont Bastin. Le mouvement, qui s'était préparé à agir en vue d'un débarquement annoncé pour le printemps 1943, est alors complètement désorganisé.

Mais certains cadres ont échappé aux polices allemandes et, patiemment, reconstituent la trame du groupement dans les diverses régions du pays. Leurs efforts, et notamment ceux du successeur de Bastin, le colonel d'origine liégeoise Yvan Gérard, sont encouragés par le gouvernement de Londres qui, à l'été 1943, transmet au mouvement ses instructions mais aussi des fonds par le biais d'un agent venu de Grande-Bretagne. Des sommes plus importantes sont fournies à partir de mars 1944.

Le FI,
gouache de Wilchar

Ce même mois ont lieu les premiers parachutages d'armes et d'explosifs depuis la fin de la série préliminaire d'envois en mai 1943. Au total, entre le début 1943 et la Libération, 1789 conteneurs remplis de matériel militaire sont largués au profit de l'Armée secrète.

À l'abri des soucis financiers * et doté d'un arsenal relativement riche, le mouvement, qui dispose en outre à partir de mai 1944, de liaisons radio permanentes avec Londres, est prêt, début juin 1944, à entrer en action contre l'occupant, conformément aux instructions reçues du gouvernement belge. Ses troupes, alors réparties sur tout le territoire, entament dès ce moment le sabotage des voies de communication et des moyens de transmission utilisés par l'armée allemande. À l'approche de la Libération, elles harcèlent l'ennemi par des actions ponctuelles de guérilla. Durant la première quinzaine de septembre enfin, elles fournissent un appui précieux aux Alliés en effectuant de nombreuses missions de liaison et de « nettoyage » des poches éparses de résistance allemande.

Toutes ces opérations sont dirigées par le colonel d'origine hannutoise Jules Pire, à la tête de l'Armée secrète (c'est le nom officiel du mouvement à partir de juin 1944) depuis l'effacement précédant le départ pour l'Angleterre du colonel Gérard en février 1944. Pendant ces derniers mois d'occupation, il dirige une structure solide bien que non épargnée par les arrestations, reposant sur un cadre militaire mais recrutant dans

pratiquement toutes les couches de la société, même si les ouvriers y sont proportionnellement moins nombreux qu'au Front de l'indépendance. L'implication des femmes y est aussi plus marginale. Ceci dit, ces dernières accomplissent d'importantes missions de liaison et d'intendance pour un groupement qui tout en se préoccupant surtout d'action armée tient aussi à veiller sur ses illégaux et sur de nombreux réfractaires au travail obligatoire en Allemagne. Ces activités ne sont pas sans risques, puisque l'AS déplore au total la perte d'environ quatre mille des siens, décès il est vrai en partie imputables à l'implication de nombreux membres dans la presse clandestine, les chaînes d'évasion, les réseaux de renseignements, ou même dans d'autres groupes de résistance armée.

Le Front de l'indépendance, le grand mouvement de résistance civile

Les Milices patriotiques et l'Armée belge des partisans (respectivement vingt-deux mille et treize mille membres reconnus) sont, à la Libération, les expressions les plus visibles du FI. Les Partisans constituent le véritable bras armé du parti communiste. En voie de formation à partir de la fin de l'été 1941, ils conservent d'ailleurs une large autonomie vis-à-vis du FI, auquel ils s'affilient pourtant officiellement à l'automne 1942. Mis sur pied par l'ancien syndicaliste d'origine verviétoise Joseph Leemans, un cadre du parti en lien avec l'Internationale communiste ayant combattu en Espagne dans les Brigades internationales, les Partisans s'en prennent alors uniquement à la logistique de l'armée allemande par le biais de petits sabotages. À partir du printemps 1942, ces actions prennent une plus grande ampleur. En outre, débute à l'époque une campagne

d'attentats contre les collaborateurs qui ne cessera de s'intensifier jusqu'à la Libération. Il s'agit d'ôter toute envie de se laisser séduire par l'Ordre nouveau.

L'automne 1942 marque un nouveau tournant dans le combat implacable entre les Partisans d'une part, et l'occupant et ses alliés d'autre part. En réponse à la mise à mort de nombreux communistes, le fer de lance du parti s'en prend désormais aux notables de la collaboration. Pire encore aux yeux de l'administration allemande, il commence à s'attaquer aux membres de l'armée d'occupation. Le pouvoir en place ne peut tolérer une telle escalade. Dès ce moment, il multiplie les exécutions d'otages choisis parmi les résistants arrêtés soupçonnés de sympathie communiste. Pour éviter de se voir privé de ses forces les plus vives, le PC décide rapidement de suspendre les attentats contre l'envahisseur. En échange, ce dernier ralentit le rythme des mises à mort. Mais la traque des partisans se poursuit. Les enquêtes « musclées » de la SIPO-SD, mieux connue sous le nom de Gestapo, aboutissent entre le printemps et l'été 1943 à un vaste coup de filet dont les effets se font sentir jusqu'au sommet de l'appareil partisan. Une nouvelle équipe dirigeante, avec à sa tête l'avocat liégeois Jean Terfve, se reconstitue à la fin de l'été 1943. Dès lors, les sabotages et les attentats se multiplient dans tout le pays **, et ce malgré la répression constante et le peu de moyens matériels – à peine trois parachutages d'armes – fournis par Londres. Cependant, les Partisans ne constituent pas vraiment un mouvement de masse : même à l'approche de la Libération, ils demeurent une troupe d'élite dont le rôle consiste alors surtout à épauler une structure censée représenter la population en armes, les Milices patriotiques.

* De l'argent en grande quantité est obtenu en Belgique grâce à la complicité de hauts fonctionnaires.

Le mouvement, qui en 1942 caresse encore l'espoir de fédérer les multiples initiatives résistantes en cours d'élaboration, cautionne donc dès ce moment les opérations des partisans. Mais il soutient aussi des formes non violentes d'engagement, ce qui lui permet de recruter dans de larges couches de la population. Ainsi, l'idée de développer au sein du FI une structure d'aide aux familles des victimes de la répression, telle qu'elle existe au sein du PC depuis l'été 1941, rencontre un vif succès. L'organisme, appelé Solidarité, adhère officiellement au FI en novembre 1942. Dès lors, des milliers d'hommes et surtout de femmes – ce n'est pas un hasard si en 1944, la structure est dirigée par l'avocate communiste d'origine liégeoise Rosy Holender – se dévouent sans compter pour récolter et distribuer des fonds aux proches des résistants du FI capturés par l'ennemi.

La propagande est un autre type d'action largement utilisé par le mouvement. Des milliers d'agents ou de sympathisants de l'organisation se mobilisent pour rédiger, confectionner et/ou distribuer les quelque deux cent cinquante feuilles en rapport direct ou indirect avec le FI. *Front*, le porte-parole lancé en octobre 1943, est tiré à vingt-cinq mille exemplaires. Par ailleurs, des gestes significatifs tels que manifestations, et surtout dépôts de gerbes aux monuments aux morts, pavoisements de drapeaux tricolores et rouges, et arrêts de travail, sont posés à des dates hautement symboliques (10 mai, 21 juillet,



11 novembre) pour témoigner de la force du mouvement et intimider l'adversaire.

En outre, à partir de la fin 1942, le FI s'investit dans la lutte contre la déportation. À l'été 1943, il intègre la mission Socrate, un plan d'action de grande envergure en faveur de ces illégaux initié par le gouvernement de Londres. Mais alors qu'il compte orchestrer la manœuvre, il est forcé par

les bailleurs de fonds du projet, des notables demeurés en Belgique occupée, de s'en tenir à un rôle relativement secondaire.

Pour garder son identité et pallier les insuffisances du financement en provenance de Socrate, il conserve par ailleurs sa propre filière de récolte et de distribution d'argent. Une autre raison motive ce dernier choix. Le PC sait que le FI n'aura de véritable autorité au lendemain de la défaite allemande que s'il contribue activement à chasser l'occupant du pays. Dans ce contexte, les réfractaires, pour la plupart des jeunes hommes, peuvent être un formidable atout. Ils sont en effet susceptibles de constituer une des principales

Solidarité entre les femmes,
gouache de Wilchar

**** En Flandre, les actions sont particulièrement nombreuses dans le Limbourg et la région de Louvain.**

composantes de la structure armée de masse à mettre sur pied en vue du soulèvement national. Pour attirer ces réfractaires et d'autres volontaires potentiels, le PC confie la direction des Milices patriotiques en formation à des personnes étrangères au monde communiste et disposant d'une certaine expérience militaire. Ainsi, le commandant national, l'instituteur carolorégien Maurice Quinet, est un capitaine de réserve apolitique.

Mais ces arguments ne suffisent pas pour faire des MP la grande organisation rêvée. D'abord, beaucoup de réfractaires refusent de se jeter dans l'action; ensuite, certains mouvements, en particulier l'AS, disposent de meilleurs atouts en termes d'encadrement et de matériel pour attirer les jeunes et moins jeunes désireux d'en découdre. En définitive, la plupart des MP sont des membres du FI ayant œuvré précédemment dans des formes d'activité non violentes. Le manque de moyens et d'hommes, les consignes de prudence de Londres et la libération rapide du pays limitent d'ailleurs fortement l'implication des MP dans le combat armé et privent le PC d'un argument de poids à l'heure de la reprise en mains du pays par les autorités belges.

*** Diffusion de mots d'ordre, dénonciation des « valets » de l'envahisseur, sabotage de la production, grèves de tous types**

Son souci de faire du FI une organisation coupole de masse pousse le PC à donner naissance à d'autres sous-structures, s'adressant cette fois à des catégories bien définies de population. Mais que ce soit pour les jeunes, les femmes, les agriculteurs, les médecins, le personnel lié à l'appareil judiciaire ou encore les enseignants, le succès est nettement plus mitigé. La seule grande victoire du PC sur ce front est celle des comités de lutte syndicale, dirigés à la fin de l'Occupation par le syndicaliste liégeois Théo Dejace. Créés sous leur forme définitive au début de l'année 1942, ils poussent ouvriers et employés à réclamer de meilleures conditions de travail mais aussi à lutter contre l'occupant. Leurs actions revendicatives et patriotiques * leur attirent la sympathie de nombreux travailleurs excédés par l'Occupation et privés de contact avec une organisation syndicale socialiste déficiente. Dans les bassins industriels wallons, ils menacent même l'hégémonie socialiste. Seuls gains susceptibles d'être vraiment rentabilisés sur le plan politique après la guerre, ils disparaîtront dans la tourmente qui emportera le PC une fois la paix revenue.

On ne saurait clore ce chapitre consacré au FI sans évoquer ce qui, avec soixante ans de recul, est sans doute sa plus grande réussite sur le plan humain, à savoir le sauvetage de plusieurs milliers de Juifs, dont plus de deux mille enfants. Après les grandes rafles de l'été 1942 à Anvers et à Bruxelles, des Juifs communistes et des sionistes de gauche décident d'unir leurs forces pour porter secours à ceux qui ont échappé à la déportation. Ce groupe, animé notamment par Ghert et Yvonne Jospa-Groisman, un ingénieur et une assistante sociale communistes d'origine roumaine, peut compter, dès sa formation en septembre 1942, sur le soutien du FI. Ce dernier lui assure le concours d'hommes et de femmes

déjà expérimentés dans l'aide aux illégaux qui contribuent à mettre sur pied aux quatre coins du pays le Comité de défense des Juifs, dont l'affiliation au FI va de soi.

S'y côtoient des personnes venues de tous les horizons religieux, politiques et philosophiques, ce qui permet le développement d'une multitude de contacts utiles pour récolter des fonds, réaliser de faux documents et héberger des personnes traquées, toutes choses indispensables à la bonne marche de l'entreprise. On comprend dès lors le succès de l'opération qui cadre bien avec la volonté sans cesse affirmée du FI d'unir la population contre l'occupant. Sur le plan de la résistance humanitaire en tout cas, l'appel est entendu.

Le Mouvement national belge, une alternative avortée

Face aux deux géants que représentent à la Libération l'AS et le FI, le MNB totalise tout de même plus de quinze mille membres reconnus. Et sa force aurait sans doute été bien plus grande s'il n'avait été frappé en février 1944 par une vague d'arrestations qui le décapite et lui ôte une grande part de ses moyens.

En attendant, le mouvement ne reste pas inactif. En août 1941, il lance le clandestin *La Voix des Belges*, feuille d'une haute tenue journalistique diffusée dans le pays (une version flamande est répandue sous le titre *De Stem der Belgen*). En septembre de la même année, il entre en contact avec le service de renseignements Mill pour lequel il collecte une somme considérable d'informations. Dès 1941 aussi, il aide à évacuer des personnes vers l'Angleterre. De l'été 1943 au début 1944, il collabore même activement à la filière d'évasion d'aviateurs alliés Comète. Disposant de nombreux

agents dans les administrations, il fournit à partir de la fin 1942 une aide appréciable aux Juifs et surtout aux réfractaires. Ses membres postiers effectuent un énorme travail de censure des lettres de dénonciation. Enfin, il dispose de groupes de choc qui pratiquent de petits sabotages. La puissance de l'organisation, son loyalisme vis-à-vis du gouvernement de Londres et les qualités professionnelles de nombre de ses membres font très forte impression sur les agents envoyés de Grande-Bretagne à l'été 1943 pour estimer la valeur des différentes composantes de la Résistance. Aussi les autorités belges envisagent-elles d'en faire un de leurs principaux points d'appui en vue du maintien de l'ordre à la Libération. Mais à peine un organisateur est-il parachuté en février 1944 avec de l'argent et des projets d'action pour les mois à venir que le MNB est atteint de plein fouet par une répression sans précédent. Privé de ses chefs les plus expérimentés, du gros de son matériel et de ses principaux moyens de communication, le groupement n'est pas en mesure de jouer à la Libération le rôle qui lui avait été assigné.

Le Groupe G, le champion des sabotages

Le Groupe G occupe une place à part dans les mouvements. Relativement peu étoffé en termes d'effectifs (il totalise à peine plus de quatre mille reconnaissances), il offre la particularité de ne se concentrer qu'au grippage de la machine de guerre allemande. Son origine est aussi quelque peu différente des autres groupements, puisque sa naissance coïncide avec le parachutage en janvier 1942 du juriste libéral bruxellois André Wendelen, chargé par le SOE de créer un réseau de sabotage en Belgique occupée. À son arrivée, Wendelen prend contact avec ses

jeunes amis libéraux et socialistes du Cercle du libre examen de l'université libre de Bruxelles, qui dès le début de l'Occupation avaient participé à la création d'un Comité de surveillance de l'ULB dont sortira aussi le service Hotton, appelé à se distinguer en 1944 dans des actions de sabotage et de guérilla réalisées au profit de l'AS.

Quant au mouvement lancé par Wendelen, il se met peu à peu en place sous la direction de l'ingénieur bruxellois Jean Burgers. Solidement organisé à partir du printemps 1943, il profite du deuxième parachutage de Wendelen en août de la même année qui lui procure de l'argent et du matériel, pour entamer une campagne d'action de grande envergure. Soucieux de frapper efficacement l'ennemi sans provoquer de représailles ni de dégâts irréversibles, le Groupe G s'en prend méthodiquement aux voies de communication ferroviaires et fluviales, ainsi qu'à l'approvisionnement en énergie. Ces sabotages frappent particulièrement le Hainaut, le Brabant wallon et la province de Liège. La plus grande réussite du mouvement est sans doute la mise hors service quasi simultanée en janvier 1944 de vingt-huit pylônes à haute tension. Cette action prive en effet de précieuses heures de travail de nombreuses entreprises situées en Belgique, mais aussi dans le bassin rhénan.

Malgré un assez faible apport extérieur en matériel – cent treize conteneurs sont tout de même parachutés entre mars et août 1944 – et surtout une répression qui atteint 20% de ses membres, dont son chef Jean Burgers arrêté en mars 1944, le Groupe G poursuit sa mission jusqu'à l'arrivée des Alliés, intensifiant même ses actions contre les voies ferrées à partir du débarquement. Il est en outre amené, pour la sécurité de ses membres, à abattre des

dénonciateurs, et pour la subsistance de ses illégaux, à procéder à des réquisitions.

Bien implanté dans la partie francophone du pays mais aussi en province d'Anvers, le mouvement contribue à la mesure de ses moyens à la libération du pays, notamment en préservant de la destruction un certain nombre de ponts.

Réseaux

Vue d'ensemble

À l'exception de quelques-uns travaillant pour les autorités françaises, polonaises ou même soviétiques, la plupart de ces groupes sont unis par un lien étroit avec les structures belges et britanniques à Londres. Le plus grand nombre se spécialise dans la récolte et la transmission de renseignements, tandis que certains mettent sur pied des lignes d'évasion et que d'autres encore organisent la propagande ou procèdent à des sabotages. Un statut particulier, celui d'agent de renseignements et d'action, récompensera au lendemain de la guerre ceux qui se seront dévoués dans ces réseaux. Après une procédure rigoureuse, plus de dix-huit mille sept cents hommes et femmes obtiendront ce titre, dont près de deux mille à titre posthume. En outre, environ dix mille personnes recevront une lettre de remerciement pour leur aide occasionnelle.

Les services de renseignements, un alliage de patriotisme, discrétion et efficacité

Dès l'automne 1940, un nombre non négligeable de Belges, nourris par les récits de la Première Guerre mondiale ou, pour une partie d'entre eux, déjà actifs dans le renseignement en 1914-1918, se mettent à collecter des informations dans l'espoir de les transmettre aux autorités britanniques.

La connaissance de ce qui se passe en pays occupé est, de fait, d'une importance considérable pour l'Angleterre. Très proche d'elle et donc synonyme de danger immédiat, surtout lors des deux premières années de guerre, la Belgique devient par la suite une des voies de pénétration les plus commodes pour atteindre l'Allemagne. Par ailleurs, il importe aux Britanniques de connaître et de localiser les principaux sites de production industrielle œuvrant pour le Reich afin de pouvoir éventuellement les neutraliser par des bombardements. Aussi non seulement les Anglais encouragent-ils le développement des réseaux nés spontanément sur le terrain, mais en outre ils veillent dès 1940 à en créer (ou en recréer) d'autres. À partir de l'été 1941, une collaboration fructueuse se met en place entre Britanniques et Belges, ces derniers prenant plus spécifiquement en charge les nouvelles missions et certains groupes déjà actifs sur le continent. Au total, trente sept réseaux fonctionneront en Belgique occupée.

Les femmes et les hommes composant ces services sont quelque peu différents de ceux rencontrés dans les mouvements, en ce sens qu'ils sont un peu plus âgés, parlent plus souvent encore français que néerlandais, et appartiennent plus nettement aux classes moyennes.

Incontestablement, la bourgeoisie patriote y est sur-représentée, même si pour des raisons évidentes de facilité d'accès à l'information, il est aussi fait appel à de nombreux employés des administrations publiques, de la régie des télégraphes et téléphones, des postes et surtout des chemins de fer. Enfin, et ceci n'a vraiment rien d'étonnant, les cadres des services de renseignements sont plutôt de tendance catholique ou libérale. On trouve bien de-ci de-là

des socialistes, mais quasi jamais de communistes. Les réseaux dépendant directement de la Sûreté de l'État rendent aussi de grands services à la cause alliée.

Zéro, par exemple, prend naissance à l'été 1940 dans la société Brufina, le holding financier de la Banque de Bruxelles. L'équipe fondatrice du réseau est en effet composée de plusieurs employés de ce groupe, et notamment du responsable du service d'information, le natif de Bruges Fernand Kerkhofs, qui en assume la direction. Dès avant mai 1940, ce dernier fournit d'ailleurs des renseignements politiques, économiques et financiers à un membre de l'ambassade britannique à Bruxelles. Zéro, qui dispose d'excellents relais dans les milieux d'affaires, parmi les industriels et dans le monde judiciaire, poursuit la quête de ce type d'informations. Pour les transmettre, il peut compter à partir de la fin de l'année 1940 sur l'efficacité de la filière de Mouscron-Roubaix-Tourcoing, qui sert dès lors de socle à une importante voie d'évacuation du courrier, mais aussi de personnes (notamment des aviateurs belges et alliés) vers l'Angleterre. À l'automne 1941, Zéro est en outre en rapport direct avec Londres via un marconiste émettant dans le cadre d'une mission de sabotage.

Mais la multiplicité des contacts rendus nécessaires par les trop nombreuses activités du réseau – renseignements, évasions, mais aussi édition et diffusion de *La Libre Belgique* clandestine, ainsi que soutien à une cellule de sabotage et à la Légion belge – rend pratiquement inévitable l'infiltration par l'ennemi. Celle-ci est bien prêt d'anéantir Zéro en octobre 1941. Les principaux responsables de l'organisation doivent fuir en Angleterre. La relève est assurée à la tête de la structure par l'ancien directeur politique du

quotidien catholique *Le xx^e siècle*, le Bruxellois William Ugeux. La règle du cloisonnement est dès lors mieux respectée, même si Ugeux prend en mains, à la même époque, la destinée de *La Libre Belgique*. Les deux équipes dirigeantes resteront d'ailleurs intimement liées tout au long de l'Occupation. Malgré de multiples avatars – Zéro connaîtra trois autres chefs – le réseau se maintient jusqu'à la Libération, faisant parvenir régulièrement à Londres les renseignements récoltés par environ trois mille agents.

Si la plupart des cellules de renseignements fonctionnant dans le pays opèrent dans le cadre de la coopération belgo-britannique, certaines échappent à cette règle. Ainsi, quelques centaines d'agents travaillent pour des réseaux français. Ces derniers relèvent des autorités françaises et anglaises à Londres ou encore et surtout des services de renseignements de l'armée du régime de Vichy, qui restent attachés à la cause alliée. Un nombre nettement plus restreint s'active en faveur des autorités polonaises en exil outre-Manche. Enfin, une trentaine de communistes, en majorité juifs, agissent de la fin 1940 à l'automne 1942 dans le cadre du service de renseignements de l'armée soviétique pour l'Europe occidentale, mieux connu sous le nom d'Orchestre rouge.

Les chaînes d'évasion, des voies semées d'embûches

Une nouvelle fois inspirés par l'exemple de 1914-1918, des femmes et des hommes prennent dès 1940 l'initiative de venir en aide aux personnes désireuses de rejoindre le monde libre. Ces postulants à l'évasion sont des Belges soucieux de servir en Angleterre (quatre mille au moins parviendront à gagner l'île), des soldats anglais

coincés sur le continent après la débâcle de mai-juin 1940, des militaires français évadés des camps allemands voulant regagner leur pays, des Juifs fuyant les persécutions nazies, des agents « brûlés » cherchant à se mettre à l'abri et des aviateurs alliés dont l'engin a été abattu.

Peu à peu de véritables chaînes se forment, dont les maillons s'étirent de la Belgique à l'Espagne, voie de passage pratiquement obligée pour rejoindre les forces combattantes en Grande-Bretagne.

Nettement moins étoffées que les réseaux, ces lignes ont surtout besoin de quelques personnes bien placées en province pour repérer les candidats au départ, d'une bonne organisation centrale pour le regroupement des prétendants au voyage et la fourniture des indispensables faux documents d'identité, de relais efficaces aux différents points de passage, et de guides discrets et courageux. La tâche n'est pas sans danger, car non seulement des contrôles peuvent être opérés tout le long du chemin, et en particulier aux différentes frontières *, mais en outre des agents de l'ennemi tentent régulièrement de s'infiltrer dans les filières pour les anéantir.

Dans un premier temps, les lignes empruntées par les hommes sont assez souvent les mêmes que celles suivies par le courrier. De nombreux évadés gagnent ainsi le sud de la France en même temps que les documents de Luc, Zéro ou Clarence.

Le danger d'un tel amalgame conduit, à partir

de 1942, les responsables des réseaux à scinder les deux activités. Des filières spécifiques d'évasion se développent, qui partant généralement de Bruxelles, transitent essentiellement par les régions de Mouscron-Tournai, Quiévrain (près de Mons) et Dinant-Philippeville avant de s'enfoncer en territoire français.

La plus importante d'entre elles est la ligne Comète. Créée en août 1941 par la décoratrice puis infirmière Andrée De Jongh de Bruxelles, elle vient en aide de l'été 1941 au printemps 1944 à près de huit cents aviateurs alliés, dont deux cent quatre-vingt-huit ont acheminés par le service en Espagne. Comète assure en outre le transfert par-delà les Pyrénées d'une petite cinquantaine de Belges. Le réseau, qui totalise environ deux mille collaborateurs, compte un nombre relativement élevé de nobles et de jeunes femmes. L'aristocratie belge est de manière générale très présente dans la Résistance, en particulier dans les mouvements à connotation militaire (AS et MNR), ainsi que dans les réseaux de renseignements et d'évasion. Les femmes le sont moins, sauf lorsque, comme c'est souvent le cas dans la bourgeoisie et la noblesse, elles sont relativement émancipées vis-à-vis de leur mari ou de leur père, et pour autant qu'elles s'en tiennent aux rôles relativement traditionnels d'assistance et de liaison. On comprend ainsi mieux la part qu'elles occupent dans Comète.

Le tribut de l'appartenance à la filière est lourd, puisque plus de huit cents agents sont arrêtés et que près d'un quart d'entre eux ne survivent pas à la guerre. D'ailleurs si la ligne parvient à surmonter l'épreuve de l'arrestation d'Andrée De Jongh en janvier 1943, elle ne se remet qu'avec peine de la capture de ses successeurs un an plus tard et cesse toute activité en juin 1944. Il est vrai que la Libération est alors toute proche.

Les réseaux d'action, de soutien de la population et de propagande, aux confins du militaire et du politique

Au printemps 1941, alors que sur le terrain, les mouvements s'ébauchent à peine, les Britanniques commencent à envoyer en Belgique des agents chargés de créer des cellules de sabotage. Mais les missions qui se succèdent en 1941 et 1942 – au total trente-sept personnes sont alors expédiées en territoire occupé – n'aboutissent qu'à de maigres résultats, la population n'étant pas prête à l'époque à appuyer ce genre d'initiative.

À partir de l'hiver 1942-1943, une plus grande expérience, une meilleure coordination entre Belges et Britanniques, une moindre réticence sur le continent pour l'action armée et surtout la priorité accordée au soutien aux organisations de résistance présentes sur le terrain en vue d'activités dans le cadre d'un débarquement allié améliorent nettement l'efficacité des missions.

Grand nombre d'entre elles contiennent alors un volet « propagande ». Le gouvernement belge prend une part très active à cet aspect politique et psychologique de la lutte. Bien placé pour agir dans ce domaine, il désire montrer à ses alliés britanniques qu'il constitue un véritable partenaire dans la guerre contre l'Allemagne nazie. En outre,

* **Entre la Belgique et la France, sur la Somme, entre la zone occupée et la zone libre, entre la France et l'Espagne.**



Imprimerie clandestine, gouache de Wilchar

informé de manière régulière depuis l'été 1942 de l'état d'esprit qui règne en Belgique grâce notamment aux rapports du comité Gilles, il perçoit de mieux en mieux le joug qui pèse sur les épaules de ses compatriotes et l'influence grandissante de certains mouvements d'opposition dont il craint le pouvoir à la Libération. Tout cela le pousse à intervenir plus activement dans la lutte en stimulant l'esprit de résistance, et ce particulièrement dans le domaine crucial tant pour l'avenir du conflit que pour le bien-être de la population du travail forcé au service du Reich. Preuve que son but est autant politique que patriotique ou humanitaire, il est au départ

soucieux de s'appuyer sur des vecteurs traditionnels de la société comme les syndicats liés aux grandes formations politiques d'avant-guerre. Il se rend cependant rapidement compte que dans les domaines de la propagande et de l'aide aux illégaux, les principaux mouvements de résistance, en particulier le FI, sont incontournables. Aussi décide-t-il de composer avec eux, tout en veillant à garder le contrôle de la situation. Si la lutte directe contre le travail obligatoire est un enjeu majeur des missions « action » en 1943-1944, ces dernières ont aussi pour but de pousser à la résistance en encourageant les initiatives en matière de presse clandestine. L'idée n'est pas

neuve puisque le tout premier agent envoyé par les Britanniques – nous sommes alors en juin 1940 – est notamment chargé de déterminer s'il est possible de produire des journaux sous le manteau.

C'est que l'importance de cette forme de combat n'échappe à personne. Dès la capitulation d'ailleurs, et une fois de plus à l'exemple de 1914-1918, des individus prennent la plume pour redresser le moral de la population et contrebalancer la propagande allemande. L'incitation à la résistance active vient plus tard. De nombreuses feuilles ont aussi pour objectif de réfléchir à l'organisation de la Cité et de proposer des projets de réforme, si pas un modèle de société. Mais la presse prohibée n'est pas qu'un stimulant pour engager le combat clandestin, et un instrument de réflexion et de dialogue. Elle est aussi souvent un lieu de rencontre des volontés résistantes et à ce titre sert régulièrement de base aux mouvements en formation.

Quelques chiffres expriment mieux que des mots l'ampleur du phénomène : environ 675 feuilles répertoriées, plusieurs dizaines de milliers de résistants actifs dans ce domaine dont plus de 12 000 reconnus officiellement à ce titre, au moins 1 650 morts des suites directes de la répression liée à cette activité. Ceci dit, cette production connaît d'importantes limites. D'abord, les feuilles ne paraissent en général qu'une fois par mois et ne comportent le plus souvent que quelques pages. Ensuite, elles sont rarement imprimées ce qui ne permet pas un tirage très élevé (généralement entre 100 et 1 000 exemplaires le numéro). Enfin, les dangers liés à la production et surtout à la distribution provoquent régulièrement le démantèlement des équipes, qui en moyenne tiennent un an. Une vingtaine de clandestins à peine parviennent à traverser toute l'Occupation.

Rédigés trois fois sur quatre en français, ils paraissent surtout à Bruxelles et, dans une mesure un peu moindre, dans le Hainaut et à Liège. À côté des journaux de partis et de mouvements déjà évoqués, on note un grand nombre de feuilles dites indépendantes car ne se référant ni aux uns ni aux autres. Ces dernières se situent souvent à droite et présentent régulièrement des accents chrétiens prononcés. Signalons dans cette catégorie, outre *La Libre Belgique Peter Pan*, liée à Zéro, publiée 86 fois d'août 1940 à septembre 1944 et diffusée à partir d'avril 1941 à plus de 10 000 exemplaires, *Churchill-Gazette* et *La Libre Belgique ressuscitée en 1940* édités pour l'essentiel à Liège, *L'Insoumis*, né à Braine-le-Comte en avril 1941 et qui devient à partir d'octobre 1943 le porte-parole du mouvement du même nom, et enfin, du côté néerlandophone, *De Vrijshutter*, clandestin fondé à Halle en janvier 1941 par des catholiques imprégnés de flamingantisme mais pariant sur l'épanouissement de la Flandre dans une Belgique libre et unie. Au-delà de cette distinction quelque peu formelle entre presse de parti, de mouvement et indépendante, apparaissent, quant au contenu, deux grands types de clandestins. Les premiers, qui sont généralement liés au PC et au FI, poussent à l'action directe et prônent une répression féroce à l'encontre des collaborateurs. Les seconds, qui allient les journaux de la gauche modérée et ceux de la droite, sont plutôt favorables à des formes moins violentes de résistance (aide aux illégaux, récolte de renseignements) et font confiance à la justice d'après-guerre pour mener à bien une épuration ferme mais mesurée. On le voit, les enjeux de la Résistance dépassent largement le cadre de la lutte contre l'occupant.

La Résistance comme reflet et/ou facteur d'évolution de la société

Les femmes et les hommes qui combattent l'envahisseur n'agissent pas uniquement comme individus. Ils font partie de groupes sociaux, politiques et culturels caractérisés par des schémas de pensée, des pratiques et des aspirations qui leur sont propres, et ordonnés les uns par rapport aux autres. La Résistance offre un reflet de cette mosaïque, mais on peut se demander si l'intense expérience vécue ne modifie pas quelque peu les traits du tableau et les rapports de force entre ses composantes.

Sur le plan politique et social, la victoire des éléments conservateurs

On l'a dit, la Résistance se développe à partir de trois grands ensembles mus par l'antifascisme et surtout par un patriotisme empreint d'une forte germanophobie. Si l'un est plus porté par la première valeur, et les deux autres par la seconde, ils se distinguent surtout par les courants d'idées qui les soutiennent et qui en quelque sorte leur fournissent leur ossature. La bourgeoisie patriotique refuse toute étiquette politique mais son attachement aux structures de la Belgique d'avant 1940, et parfois même d'avant 1914, lui confère un caractère nettement conservateur.

À l'inverse, les communistes et l'extrême droite nationaliste belge qui constituent les piliers des deux autres blocs espèrent profiter de leur engagement dans la lutte pour transformer radicalement les règles de la société dans le sens de leur idéologie.

Le problème pour ces deux groupes politiques, c'est que le ralliement de plus en plus grand au fil de l'Occupation à leurs mouvements phares, le FI et l'AS, ne s'opère pas d'abord sur une base idéologique, mais patriotique, et que surtout ils sont incapables vu la relative faiblesse de leurs structures propres de convertir à leurs convictions un grand nombre de nouveaux venus. Aussi le tableau politique de la Résistance vue d'en bas à la veille de la Libération est-il quelque peu différent de ce que peut faire croire l'état d'esprit des états-majors. L'extrême gauche reste bien présente mais elle ne domine vraiment que les structures liées directement au PC, les CLS, les PA et le FI lorsque ce dernier s'enracine dans un milieu géographique porteur, comme les bassins industriels wallons. S'est insinuée à côté d'elle une gauche modérée, favorable à des réformes sociales mais qui refuse le discours révolutionnaire du PC. Cette gauche se retrouve bien évidemment au sein du PS clandestin, mais aussi dans le Groupe G et dans de nombreuses sections du FI situées dans les régions semi-industrielles de Wallonie ou en Flandre. La droite classique s'est aussi considérablement étoffée : on la détecte dans la plupart des services de renseignements, dans le MNB et l'AL mais aussi parmi des pans entiers de l'AS. Quant à la droite extrême, elle possède encore de farouches partisans dans quelques réseaux de renseignements, à l'AS et bien évidemment dans le MNR. Cependant, les détenteurs traditionnels de pouvoir, à savoir les responsables des structures

catholiques, socialistes et libérales, savent que si nombre de leurs sympathisants peuplent les rangs de la Résistance, le contrôle des organisations « populaires » de lutte contre l'occupant leur échappe en grande partie. Il faut dire que leur adhésion au combat clandestin est tardive, inégale et limitée.

Les réticences sont particulièrement grandes dans le monde chrétien. Courant majoritaire à la veille de la guerre dans le pays (32,7% des voix aux élections de 1939) et surtout en Flandre (41 % lors du même scrutin), le parti catholique est, comme toute la Belgique, en état de choc à la suite de la reddition de l'armée le 28 mai 1940. Convaincus de la victoire définitive de l'Allemagne et de ses idées sur le continent après la débâcle française, la plupart des cadres du parti, dont un certain nombre, surtout en Flandre, étaient déjà attirés avant-guerre par un régime d'ordre, espèrent dans un premier temps pouvoir obtenir d'Hitler l'autorisation de constituer un gouvernement autoritaire d'inspiration catholique autour du roi. Le refus du dictateur nazi mais aussi la résistance inattendue de la Grande-Bretagne conduisent, dès l'automne 1940, les responsables chrétiens à modifier leur stratégie. Incertains quant à l'issue du conflit, puis de plus en plus sûrs de la victoire alliée, ils adoptent dès lors une politique de présence ou de moindre mal. Elle consiste à ne pas s'opposer ouvertement à l'occupant et même à accepter de participer à la gestion économique et administrative du pays afin d'éviter le chaos et de préserver les nombreuses institutions catholiques, et en premier lieu l'Église, que l'envahisseur, en échange de cette « bonne volonté », tolère. L'évolution de la situation internationale rend cependant ce *modus vivendi* de plus en plus difficile à tenir. C'est particulièrement le cas

lorsque, acculé par le déséquilibre grandissant des forces en faveur des Alliés, Hitler fait décréter en octobre 1942 le travail obligatoire en Allemagne. Aux yeux des leaders catholiques, la mesure, qui touche les masses, ne peut être acceptée sans réaction, sous peine de voir ces mêmes masses rejeter les structures sociétales liées au pilier chrétien. Dès lors, les initiatives en faveur des réfractaires se répandent dans le monde catholique. Impliqué « institutionnellement » dans une certaine forme de résistance, le pilier continue par ailleurs à pratiquer une politique de présence vis-à-vis de l'occupant par crainte de l'établissement d'une *Zivilverwaltung* nazifiée foncièrement hostile à l'Église.

Cette ligne de conduite générale ne doit cependant pas masquer des variations assez grandes de comportement selon les régions et les groupes sociaux qui composent un monde relativement hétérogène. Ainsi, la tentation d'un régime autoritaire et corporatiste d'inspiration catholique est beaucoup plus forte et durable en Flandre qu'à Bruxelles et en Wallonie. Cette différence apparaît même comme une véritable fracture au sein des instances syndicales. Alors que l'aile flamande du mouvement, autant pour des raisons stratégiques (politique de présence face aux nationalistes flamands) qu'idéologiques, accepte à l'automne 1940 d'adhérer à l'UTMI, la branche wallonne rejette catégoriquement cette voie. Nombreux sont d'ailleurs les syndicalistes wallons à participer à la Résistance, en particulier au sein de l'AL mais aussi du MNB et même du FI. S'il est vrai que les principaux responsables du syndicat chrétien en Flandre se retirent de l'UTMI en août 1941, il semble que peu d'entre eux participent à une réelle activité clandestine contre l'occupant.

La droite catholique a aussi, selon les régions, une attitude contrastée vis-à-vis de la Résistance. Une fraction non négligeable n'hésite pas à Bruxelles et en Wallonie à sortir de la ligne officielle pour combattre l'envahisseur. Mais alors que les démocrates-chrétiens privilégient plutôt l'aide aux illégaux, les conservateurs s'investissent surtout dans une presse clandestine qui tient à se démarquer de celle du FI, dans le renseignement et dans les mouvements paramilitaires, en particulier l'AS. La participation au refus organisé est nettement moindre au sein de la droite catholique flamande, même s'il est indéniable que là aussi des hommes et des femmes écrivent et diffusent des journaux clandestins, récoltent des informations pour les Alliés et se préparent fébrilement en vue d'aider les Anglo-Saxons à chasser l'occupant du pays, que ce soit dans l'AS ou le MNR.

Comme le monde catholique, le pilier socialiste, qui est surtout puissant en Wallonie – aux élections législatives de 1939, son expression politique, le POB, y recueille 38,6% des voix – est ébranlé par la défaite. Mais si les prises de position en faveur de l'Allemagne nazie du président du POB, l'anversois Henri De Man, désorientent une grande partie des cadres, la plupart se maintiennent d'abord dans une prudente expectative. Seule une petite minorité, présente une nouvelle fois plutôt en Flandre, le suit dans l'aventure de l'UTMI. Chez certains, l'attitude de De Man sert même d'électrochoc, les poussant à réagir dès l'été 1940 par la publication de feuilles clandestines. La nouvelle structure qui se met peu à peu en place privilégie la réflexion interne et la réalisation d'une presse prohibée largement diffusée, autour de laquelle se reconstruit l'appareil du parti.

Cette attitude relativement attentiste, combinée à une certaine politique de présence sur le terrain via la poursuite des activités au sein des mutuelles et des coopératives, tolérées par l'occupant, n'est pas du goût de tous les socialistes. Un certain nombre d'entre eux, en général des jeunes situés à la gauche du parti, n'hésitent pas à s'investir dans des formes plus radicales de résistance. Leur choix se porte le plus souvent sur le FI, dont les aspects relativement gauchisants et la volonté d'en découdre avec l'occupant correspondent le mieux à leurs aspirations. Dans l'ensemble cependant, ces partisans de la lutte ouverte contre l'envahisseur, dont une partie est tentée de rejoindre les rangs du PCB, ne constituent, même en Wallonie et à Bruxelles, qu'un groupe minoritaire en marge du véritable pouvoir socialiste.

Composante la moins puissante du trio politique dominant la société belge depuis l'avènement du suffrage universel masculin en 1919, le parti libéral (17,2% des voix en 1939) concentre surtout ses forces dans les grandes villes du pays et notamment à Bruxelles. Bâti autour de quelques personnalités, le monde libéral a le désavantage, par rapport à ses concurrents catholique et socialiste, de manquer de structures solides et de discipline imposée, ce qui fait de lui un ensemble bien fragile en ces temps troublés.

Désorienté comme l'ensemble de la société belge par les événements de mai-juin 1940, le monde libéral est lui aussi attiré dans un premier temps par des formules autoritaires bâties autour du roi. Guéri dès la fin 1940 de cette tentation, il éprouve cependant de la peine à adopter une attitude commune face à l'occupant, et cela malgré l'existence d'un bureau de guerre qui essaye vaille que vaille de renouer les liens avec les cadres du parti et de préparer l'après-libération. C'est que

l'Occupation souligne l'écart existant entre les tenants d'un libéralisme économique, soucieux avant tout de préserver leurs intérêts financiers, et les partisans d'un libéralisme philosophico-moral, plus sensibles aux idées de liberté individuelle et supportant mal la mainmise sur le pays d'un régime dictatorial.

Les premiers font plutôt le choix d'une politique d'accommodation, en particulier sur le plan économique. Quand ils s'engagent dans la Résistance, ils sont essentiellement membres des services de renseignements et/ou des mouvements marqués à droite, comme l'AS ou le MNR. Les seconds, en général des personnes relativement jeunes au degré d'instruction élevé exerçant une profession libérale ou travaillant pour le compte de l'État, optent plus nettement pour la lutte contre l'envahisseur. On retrouve surtout ces derniers dans les réseaux de renseignements mais aussi dans le Groupe G et le FI. Le succès incontestable rencontré par l'organisation crypto-communiste auprès de nombreux libéraux – ils y sont, proportionnellement, en bien plus grand nombre que les catholiques et les socialistes, et y sont représentés quasi officiellement – s'explique bien évidemment par la volonté plus grande dans leurs rangs de combattre ouvertement l'occupant au sein d'une organisation ancrée à gauche, mais aussi par l'absence de concurrence entre libéraux et communistes quant au public visé sur le plan électoral.

L'engagement important de ces mêmes libéraux en Flandre – il contraste avec la tiédeur manifestée par les catholiques et, dans une moindre mesure, par les socialistes – que ce soit dans le FI ou dans des structures comme la *Witte Brigade* – a encore une autre origine. C'est qu'en effet les bourgeois francophones qui constituent une grande partie de l'électorat libéral en Flandre se reconnaissent

volontiers dans un combat patriotique mené notamment contre un nationalisme flamand à la teinte catholique marquée.

Pour les trois formations politiques évoquées ci-dessus, la participation concertée à la lutte contre l'envahisseur est somme toute défensive et n'a d'autre but que d'empêcher la concurrence de s'imposer via la Résistance. L'attitude du monde catholique constitue à cet égard un modèle du genre. Il pratique en effet une politique de présence qui lui permet de rester solidement ancré à l'appareil d'État tout en demeurant proche de la population, notamment grâce à sa participation active à des œuvres de solidarité. En même temps, il affiche sa différence vis-à-vis de l'occupant et des collaborateurs en prônant un patriotisme « défensif » autour de la personne du roi.

D'après ses tenants, cette politique doit suffire à récupérer les voix d'une extrême droite discréditée par les exemples nazi et fasciste, et par l'implication de ses courants dominants dans la collaboration. Par contre, nombre de catholiques craignent la montée de la gauche et surtout de l'extrême gauche, qui pourrait tirer largement profit du succès des démocraties anglo-saxonnes et surtout de l'Union soviétique, ainsi que des attentes sociales nées de la dégradation des conditions de vie consécutives à l'Occupation. Pour parer à ce danger, il paraît nécessaire aux édiles du parti et à la hiérarchie ecclésiastique de taire les dissensions internes (entre flamands et francophones, entre conservateurs et démocrates-chrétiens) et de s'ouvrir davantage aux problèmes économiques et sociaux, tout en continuant à promouvoir une voie distincte tant du libéralisme que du socialisme. Ces idées, développées vers la fin de l'occupation, donneront naissance en août 1945 au parti social chrétien. Prévue pour un

moyen terme, ces initiatives ne sont pas considérées comme suffisantes pour endiguer ce qui est perçu comme un péril immédiat, la montée du communisme. De là, l'investissement dans l'aide aux réfractaires à partir de 1943.

Cette même volonté d'assouvir les besoins légitimes de la population et, par-là, de couper l'herbe sous le pied des communistes, conduit aussi et surtout les catholiques à accepter de prendre part aux négociations qui aboutissent en avril 1944 à la conclusion du Pacte social*.

La stratégie adoptée par le monde socialiste n'est guère différente puisque lui aussi perçoit à partir de 1941 l'Occupation comme une période de réflexion et de reconstruction en vue de l'après-guerre. Ne disposant pas comme le pilier catholique d'un outil de cohésion toléré par l'occupant comparable à l'Église, il se voit dans l'obligation de constituer un appareil clandestin, qu'il prend cependant bien soin de ne pas trop exposer à l'envahisseur en limitant son champ d'action extérieur à la seule propagande. Cette solution paraît bénéfique au parti puisqu'elle épargne la plupart de ses forces vives tout en lui permettant de se ressourcer et de resserrer les rangs après les hésitations et les égarements de l'an 1940.

La ligne politique élaborée n'est cependant pas facile à accepter pour ceux qui, surtout en Wallonie, espéraient que de la tourmente allait sortir un parti profondément renouvelé. Fidèles à une tradition développée dans l'entre-deux-guerres, les instances dirigeantes privilégient en effet, par souci d'efficacité et pour contrer un communisme dont elles redoutent la percée, un socialisme pragmatique. Ce dernier est certes soucieux de réformes sociales, mais seulement dans un cadre capitaliste peu compatible avec les origines marxistes du mouvement. À défaut d'être conforme aux canons du marxisme, cette vision réformiste des choses est rentable. Elle autorise en effet le nouveau parti socialiste belge à apparaître comme un partenaire acceptable pour le patronat et le monde catholique et, dès lors, à aboutir à des résultats tout à fait probants comme la participation à la mission Socrate et surtout la conclusion du Pacte social. Un barrage solide est ainsi dressé face aux prétentions communistes.

La situation est plus délicate sur le plan syndical. En l'absence de forces socialistes pouvant servir de relais à des revendications immédiates, des structures dissidentes et surtout les CLS d'obédience communiste occupent en effet le terrain à la veille de la Libération en Wallonie et à Bruxelles. Mais la faiblesse structurelle des CLS, la longue expérience des leaders syndicalistes socialistes, et surtout leur présence à des postes clés de l'État, facilitée par l'existence du Pacte social, feront rapidement pencher la balance du côté de ces derniers, et cela avant que la guerre froide n'exclue définitivement les communistes du jeu politique et social. Si catholiques et socialistes disposent tous deux d'une structure jouant le rôle d'organe de coordination qui leur permet de s'accorder sur une stratégie payante à l'issue du conflit, les

libéraux manquent d'un tel instrument de pouvoir. Leur bureau de guerre, s'il sert bien d'organe de réflexion, n'étend en effet pas suffisamment loin ses ramifications pour servir de réceptacle unificateur des différentes tendances composant le parti. Devant cette incapacité à dégager une ligne d'action cohérente, les libéraux en sont réduits à réagir au coup par coup et en ordre dispersé aux initiatives de leurs adversaires politiques. Ainsi, tantôt ils suivent le PC dans le FI, tantôt ils approuvent la conclusion du Pacte social. Une telle absence de pensée directrice se paiera cher aux élections de 1946. Les communistes sont d'autant plus impuissants face aux partis traditionnels qu'en axant, à la demande de Moscou, l'essentiel de leur stratégie sur le combat immédiat pour la libération de la patrie, ils perdent dans la lutte une partie importante de leurs forces vives et se privent de moyens d'action pour le futur. Pris de vitesse sur le plan social par la conclusion du Pacte, ils perdent dès son officialisation à la Libération une grande partie de leur pouvoir attractif. Contenue, la vague reflue d'autant plus vite à partir de 1947 que la guerre froide oblige le PC à suivre les positions radicales de l'URSS et donc à se couper d'une société de plus en plus attirée par le modèle américain. Tout au plus, par sa participation massive à la Résistance et sa popularité éphémère, le PC aura pu servir d'aiguillon aux structures classiques de la société qui se voient en quelque sorte forcées par lui de procéder à d'importantes réformes sociales. Quant aux partisans belgicistes de la droite extrême, ils sont contraints par la victoire de plus en plus prévisible des démocraties anglo-saxonnes et de l'URSS, ainsi que par le rejet croissant dans la population des régimes autoritaires à adoucir leur programme politique et à s'allier avec la

* Le Pacte social équivaut à la promesse, en grande partie tenue dans l'immédiat après-guerre, d'améliorations sensibles en termes de participation des salariés aux entreprises, de niveau de vie et de protection sociale. Encore une fois, le pilier catholique témoigne d'un sens développé de l'accommodation, puisque les concessions accordées le sont dans le cadre d'un nouveau principe, celui de la collaboration de classes, qui tout en assurant la paix sociale, n'est pas très éloigné du corporatisme prôné précédemment.

droite conservatrice présente dans la Résistance pour faire contrepois à la montée de la gauche. Poussée à une plus grande discrétion par une conjoncture internationale qui lui est défavorable, l'extrême droite belgiciste conserve pourtant à la Libération des atouts précieux. Sa participation à une résistance peu coûteuse en vies humaines car relativement attentiste, lui permet en effet de se présenter pratiquement intacte à l'issue du conflit tout en lui offrant une certaine respectabilité qu'elle et la droite catholique ne manqueront pas d'exploiter dans un proche avenir. Au fond, parmi les pionniers de la Résistance, les vrais vainqueurs politiques sont les bourgeois patriotes. À l'issue du conflit et malgré les concessions accordées sur le plan social, ils obtiennent en effet ce pour quoi ils se sont battus, à savoir le rétablissement d'une Belgique indépendante et unie, régie par des principes libéraux et assez largement dominée par une élite francophone.

Sur le plan culturel, un miroir plus qu'un ferment

La guerre et a fortiori un phénomène aussi prenant que la Résistance atteignent les êtres au plus profond d'eux-mêmes. Encore s'agit-il de savoir si l'expérience vécue a pu exercer une influence durable sur leurs conceptions de la société et, le cas échéant, sur la nature des rapports humains dans cette dernière. L'examen des répercussions éventuelles de l'engagement dans la lutte sur deux groupes bien définis, les jeunes et les femmes, permet d'apporter un début de réponse à cette question.



Les femmes, une émancipation marginale

Toutes les études le soulignent, les femmes sont sous-représentées dans la Résistance, formant tout au plus de 10 à 20% des effectifs. S'engagent surtout des personnes relativement émancipées vis-à-vis du schéma traditionnel de la mère au foyer. En effet, les résistantes sont généralement assez jeunes et libres de contraintes familiales. En outre, elles exercent ordinairement une profession nécessitant un minimum de formation intellectuelle. Ceci dit, le poids des contingences culturelles rejaillit dans les fonctions dévolues puisqu'elles évitent de prendre part directement à des actions

violentes, et s'occupent essentiellement de venir en aide aux illégaux et d'assurer des liaisons. Leur entrée dans la lutte est d'ailleurs souvent liée au développement des besoins d'intendance et de connexion dans les années 1943 et 1944. Ce n'est dès lors pas un hasard si on les retrouve particulièrement dans les mouvements spécialisés dans le soutien aux répréhensibles comme Solidarité du FI ou Socrate, ainsi que dans les services de renseignements ou les chaînes d'évasion. Jouant régulièrement un rôle obscur à un échelon subalterne, elles sont aussi sujettes à une répression moins féroce, répression qui ne les touche vraiment que pendant les vingt derniers mois de l'Occupation,

Le courrier,
gouache de Wilchar

période où leurs tâches s'intensifient, faisant d'elles des éléments irremplaçables dans les divers mouvements et réseaux.

Une enquête orale menée auprès d'anciennes résistantes du Hainaut souligne que la plupart d'entre elles se conforment à ces « règles » parce que généralement elles ne luttent pas pour un changement de société – et encore moins pour un changement de leur place dans cette société – mais plutôt pour une restauration de celle-ci. Cette fidélité à un certain ordre établi se traduit par la référence au patriotisme, valeur essentiellement transmise par la famille et en particulier par le père. Le respect envers ce dernier n'est évidemment pas de nature à développer une conscience émancipatrice chez la résistante.

Et pourtant il est indispensable de nuancer ce constat. D'abord le fait même d'avoir agi dans la Résistance, domaine qui relève incontestablement de la sphère publique, peut être considéré comme un progrès pour une gent féminine qui s'était vue de plus en plus refoulée vers le terrain privé à la suite de la grande crise. Ensuite, et même si la structure de la société se reflète indubitablement dans la Résistance, la réalité du terrain nuance bien des schémas : unis face au danger, hommes et femmes entretiennent régulièrement des rapports bien plus égalitaires que dans la vie civile. En outre, l'épreuve traversée affermit généralement la personnalité de la femme qui éprouve pour ces deux raisons de grandes difficultés à se réadapter à la Libération à la condition féminine telle qu'elle lui est imposée par la société.

La reprise d'une vie « normale » est d'autant plus ardue que l'expérience de la lutte n'a pas remis en jeu que les rapports de sexe ; elle a aussi relativisé toute une série de clivages socioculturels souvent considérés auparavant comme allant de soi.

En outre, les bouleversements ressentis par les résistantes le sont aussi généralement par les hommes qui ont partagé avec elles une expérience difficilement transmissible à la grande majorité de la population, et même aux proches si ceux-ci n'y ont pas pris part. Tout cela débouche sur une puissante communion entre résistants et résistantes qui, naturellement, cherchent au lendemain de la guerre à vivre ensemble sur la base de cette expérience partagée. Dans l'esprit des anciennes opposantes rencontrées, cette communion rejette loin à l'arrière-plan toute idée d'émancipation féminine. Pourtant cette dernière notion fait implicitement partie des nouvelles valeurs que certaines d'entre elles, par leur engagement dans le domaine public, essayent de promouvoir au lendemain de la guerre. Mais leur implication dans la cité est souvent de courte durée, car très vite elles se rendent compte de leur incapacité à faire bouger une société qui n'a pas été bouleversée autant qu'elles par la guerre. Doublement marginalisées par leur statut de femmes et de résistantes, elles n'ont souvent d'autre choix dans la vie de tous les jours que de s'adapter à l'évolution du monde ambiant, participant au baby-boom de l'immédiat après-guerre et profitant comme les autres femmes de nos régions de l'évolution économique et culturelle des années 1960 pour acquérir une certaine aisance matérielle et une plus grande autonomie personnelle. Quant aux valeurs notamment « féministes » défendues et surtout vécues dans la Résistance, elles les distillent çà et

là, ne laissant sans doute dans la société guère plus qu'une empreinte difficilement perceptible.

Les jeunes, un engagement sans lendemain

Une autre analyse, effectuée à partir d'un groupe considéré souvent comme porteur de changement, la jeunesse *, fournit un constat guère plus positif. Ainsi, la réponse à la question de savoir si elle occupe une place spécifique dans la lutte est pour le moins nuancée. Aux yeux des adultes engagés dans la lutte contre l'occupant en tout cas, les jeunes ne constituent un groupe digne d'attention que de manière sporadique et en fonction d'intérêts bien précis. Il est en particulier frappant de constater qu'ils ne font l'objet d'aucun programme d'envergure cohérent pour l'après-guerre.

Les clandestins de droite accordent bien une certaine importance à la jeunesse pendant les deux, trois premières années de l'Occupation mais la campagne menée alors sert surtout à dénoncer les soi-disant carences de la société belge pendant l'entre-deux-guerres – manque de morale, de patriotisme, d'ordre et de discipline – et à faire de la jeunesse un instrument privilégié de sa rénovation. Ce rêve d'une jeunesse pilier d'une société rebâtie sur des principes d'autorité, laisse la place en 1943-1944 à une sourde angoisse, celle d'être débordé par un pouvoir jeune, perméable à une manipulation que l'on situe aisément à l'extrême gauche. Cette crainte, partagée par les feuilles socialistes, est d'autant plus

* La jeunesse ici comprise comme l'ensemble des femmes et des hommes âgés de 16 à 25 ans lors de leur entrée en Résistance.

compréhensible que les communistes, profitant de la mise en place du travail obligatoire, développent à la même époque une intense propagande pour attirer les jeunes gens dans les rangs des mouvements qu'ils contrôlent. Ainsi, de tous côtés, la jeunesse paraît bien être un instrument en vue de fins qui la dépassent. Cependant, du rêve – ou du cauchemar – à la réalité, il y a un très grand pas.

Fondamentalement, la jeunesse n'est pas différente du reste de la population. Comme les adultes sur lesquels elle calque son attitude, elle cherche avant tout à se prémunir contre les aléas de l'occupation et adopte dans sa grande majorité une attitude de moindre mal. Quand de nombreux jeunes décident de se cacher en Belgique plutôt que de se rendre en Allemagne pour y travailler dans les usines, ce n'est pas d'abord par idéalisme mais par souci de préservation. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que ces réfractaires sont, de manière générale, très réticents à engager la lutte armée dès l'Occupation comme le réclament le PC et le FI. Dans l'ensemble, les résistants de 16 à 25 ans sont même un peu moins bien représentés proportionnellement que leurs aînés immédiats. Le goût de l'aventure, le besoin d'action mais aussi la témérité (ou l'inconscience) inhérents à la jeunesse conduisent les jeunes gens qui s'engagent à privilégier les coups de main contre l'ennemi, type d'actions que les circonstances ne permettent le plus souvent que vers la fin de la guerre. Si les jeunes gens endossent le rôle conventionnel du jeune guerrier, les jeunes filles s'investissent aussi dans des fonctions traditionnelles, puisqu'elles servent surtout à transporter du courrier et des armes. Pour accomplir leurs tâches, les jeunes hommes disposent la plupart du temps d'une certaine

autonomie, surtout lorsqu'ils sont à la pointe de l'action. Mais cette liberté qui sert bien les intérêts des mouvements – les jeunes sont souvent amenés à accomplir les missions les plus périlleuses – est contrôlée par les aînés et strictement limitée à la période de l'Occupation.

De toute façon, la jeunesse résistante n'a pas, semble-t-il, de projet propre à faire valoir pour l'après-guerre. Agissant par antifascisme ou plus souvent encore sur base d'un patriotisme s'appuyant sur une très forte germanophobie héritée de leur éducation, les jeunes résistants, excédés par le poids de l'Occupation, désirent avant tout aider à chasser physiquement l'envahisseur du pays, sans autre arrière-pensée politique. En outre, le seul relais susceptible, non sans ambiguïté, d'être à ce niveau leur porte-parole, le PC, est lui-même exclu rapidement de toute sphère d'influence.

À première vue, la seule contribution vraiment tangible de la Résistance à la société est de lui avoir fait découvrir l'existence de femmes et surtout d'hommes capables de prendre la relève de ses dirigeants d'avant-guerre. Mais si l'on excepte un certain nombre de leaders syndicaux issus des CLS, ces hommes nouveaux ne se recrutent pas dans des milieux sociaux très différents de ceux qui prédominent avant 1940. Le renouvellement potentiel est essentiellement d'ordre générationnel. Les leaders de la Résistance, âgés de 30 à 40 ans environ, se sentent souvent prêts à assumer les rôles jusque-là dévolus à des responsables ayant allègrement dépassé la cinquantaine. Mais du rêve à la réalité, il y a une marge que le relatif immobilisme de la société belge ne paraît guère permettre de franchir. Ainsi, les apports de la Résistance à son environnement humain paraissent bien minces.

Bilan

Au terme de cet aperçu, il est intéressant de se poser la question de l'utilité et de l'héritage de la Résistance. Utile, elle l'est à divers titres. D'abord, sur le plan militaire, si elle ne réussit pas à desserrer de manière perceptible l'emprise que les Allemands exercent sur le pays, elle gêne tout de même ces derniers et fournit une aide appréciable aux Alliés. Ainsi, les sabotages perpétrés en grand nombre de l'automne 1943 à la veille de la Libération perturbent considérablement l'occupant. C'est particulièrement vrai pour les dommages causés au réseau ferroviaire qui ralentissent l'acheminement des troupes, du matériel militaire et des matières premières mais aussi pour les destructions opérées contre les voies navigables que les Allemands mettent souvent des semaines à réparer, et pour les attaques contre les pylônes et les centrales électriques qui empêchent pendant de longues heures de produire pour l'ennemi. À ces effets s'ajoute en outre l'accaparement d'hommes aux tâches de réparation et à la protection des sites*.

*** À titre d'exemple, l'administration militaire reconnaît, pour le premier trimestre 1944, six cent trente-trois sabotages de voies ferrées et quatre-vingt-sept atteintes au réseau électrique.**

Les actions sont surtout préjudiciables à l'occupant lorsque, à partir du printemps 1944, elles accompagnent les raids alliés et l'offensive terrestre déclenchée depuis les plages normandes*.

Les dizaines de milliers de documents transmis à Londres par les services de renseignements concourent également à la victoire finale. Du fait du caractère inégal des informations glanées, de la lenteur des communications et des difficultés à trier cette masse de données, quelques pour-cent d'entre eux seulement sont réellement exploités. De cet ensemble encore volumineux, sont tirés quantité de renseignements utiles dont les plus précieux ont trait aux résultats des raids alliés et surtout à la localisation des sites militaires ou industriels camouflés comme les radars ennemis ou les rampes de lancement de V1 et de V2.

(1) Olivier Wieviorka, « À la recherche de l'engagement », *Vingtième siècle*, n°60, 1998, p. 58-70, ici p. 69-70.

*** L'aide apportée lors des combats libérateurs n'est pas non plus négligeable. En empêchant la destruction de ponts et l'érection de barrages routiers, en renseignant les Alliés sur la présence ou l'absence des troupes ennemies et en nettoyant de petites poches de résistance allemande, les opposants contribuent à accélérer le dénouement de la campagne de Belgique. En convainquant les Britanniques de foncer sur Anvers le 4 septembre 1944 par une voie qu'ils savent sans encombre, ils jouent même un rôle de premier plan dans la sauvegarde d'installations portuaires d'une importance capitale pour l'approvisionnement futur des Alliés.**

Les chaînes d'évasion enfin permettent à des centaines de pilotes de rejoindre l'Angleterre et d'y reprendre le combat, à des dizaines d'agents de rendre compte de leur mission accomplie en pays occupé, et à de nombreuses personnalités de gagner Londres pour y exercer des fonctions souvent très utiles.

De manière indirecte il est vrai, grand nombre d'attentats participent également à cette logique militaire car en mettant fin aux agissements des dénonciateurs, les résistants assurent la protection de mouvements et de réseaux précieux pour les Alliés. Ceci dit, les quelque huit cent cinquante homicides perpétrés sur les collaborateurs n'ont pas tous comme but premier de réduire au silence des personnes pouvant représenter un danger immédiat pour la Résistance. Certains ont clairement pour objectif d'atteindre le moral des personnes engagées dans la collaboration et de les pousser à renoncer à leur action.

On touche ici à un aspect plus politique de la lutte clandestine. Les attentats, mais aussi et surtout la presse prohibée participent en effet des efforts d'une petite minorité pour empêcher la population de basculer ou de persévérer dans le soutien à l'occupant. La propagande pousse par ailleurs la grande masse restée prudemment inactive à se montrer clairement opposée à l'envahisseur. En outre, elle la soutient dans l'épreuve et ce parfois de manière humoristique, comme lors de la publication par le FI, le 9 novembre 1943, d'un faux *Soir* censuré plagiant de manière amusante les propos de l'adversaire. Cette même presse, par le maintien d'un débat démocratique, et les services de renseignements, par l'envoi au gouvernement belge de Londres d'une multitude d'informations de types politique et économique contribuent en outre au redémarrage relativement

aisé de la vie publique une fois l'occupant chassé du pays. Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses vertus sur le plan politique, la Résistance, par son exemple et par l'influence qu'elle exerce sur la population, augmente le crédit de la Belgique auprès des vainqueurs du conflit.

Son mérite est aussi humanitaire. En effet, outre les familles de ses prisonniers politiques, elle soutient de nombreux soldats français évadés d'Allemagne, une multitude de prisonniers russes et polonais contraints à travailler dans les mines de nos régions, des dizaines de milliers de réfractaires et environ trente mille Juifs qui échappent ainsi à une mort certaine.

Malgré ces multiples références, la Résistance ne laisse pourtant qu'un très modeste héritage. Sur le plan culturel, il peut difficilement en être autrement puisque, comme nous l'avons vu, elle tend plus à reproduire qu'à innover. C'est vrai pour les rapports entre sexes et entre générations mais aussi pour les liens entre classes sociales où il est plus question de juxtaposition que de mélange. Ceci dit, le partage d'une expérience aussi intense modifie à n'en pas douter un certain nombre d'idées préconçues mais ce qui est vécu l'est par trop peu de personnes pour pouvoir vraiment influencer sur la société.

Par ailleurs, la réputation de la Résistance est ternie par les excès de violence (attentats peu justifiables, vols à des fins personnelles) perpétrés par des groupes souvent périphériques sous l'Occupation. Surtout, son image souffre du gonflement artificiel de ses troupes à la Libération ainsi que des quelques imprudences et bavures commises alors. En outre, ses activités menées sous l'Occupation sont, en septembre 1944, largement méconnues du grand public pour qui l'essentiel de la reconnaissance va aux troupes alliées.

Plus fondamentalement, la Résistance reste étrangère à la majorité de la population avec laquelle la symbiose, perceptible surtout vers la fin de l'Occupation, n'est que momentanée et fugace parce que uniquement liée au rejet de l'invasisseur. De plus, la valeur principale véhiculée, le patriotisme, n'offre guère de possibilités d'instrumentalisation dans une société libérée de l'emprise allemande. À peine le renforcement du belgicisme permet-il pour un temps, et pour un temps seulement, de mettre une sourdine aux revendications wallonnes, et surtout flamandes. Pour le reste, les résistants sont profondément divisés comme en témoignent les positions contrastées à propos de la guerre froide ou de la question royale.

De toute façon, l'engagement résistant se prête mal à une utilisation politique. Comme le souligne un historien français, « la Résistance, par les conditions mêmes de sa naissance et de son développement, plaça la liberté au cœur de ses pratiques. Laissant aux acteurs une large indépendance, ne portant aucun regard sur leur vie privée, dépourvue de réels moyens de pression, elle définit alors un engagement de type libertaire (...). Dès lors, l'échec politique de la Résistance peut en partie s'expliquer par la discordance opposant une forme d'engagement libertaire aux soumissions – et aux compromis – qu'exigea l'engagement politique à la Libération (1). » De là sans doute en partie l'insuccès des formations politiques misant au lendemain de la guerre sur l'adhésion des forces issues de la Résistance. C'est vrai pour le PC, qui espère à tort pouvoir compter sur le soutien des masses ayant de près ou de loin appuyé le FI sous l'Occupation, mais aussi pour l'Union démocratique belge, formation travailliste issue de la gauche

chrétienne, dont la campagne électorale basée trop exclusivement sur le rappel de la participation de nombre de ses candidats à la Résistance, débouche sur un revers cuisant. La faiblesse de l'héritage politique de la Résistance s'explique aussi et enfin, nous l'avons amplement souligné, par la place tout à fait minoritaire que cette dernière occupe dans la stratégie des trois piliers de la société belge. Sans relais politique direct, la Résistance, qui est elle-même bien souvent désunie, éprouve bien des difficultés à faire entendre sa voix dans les années d'après-guerre. En outre, à partir des années soixante, sa référence principale, le patriotisme, devient malaisée à utiliser dans un pays où les forces centrifuges occupent peu à peu le haut du pavé. Comme par ailleurs la fin du régime soviétique a sans doute mis un terme définitif au rêve d'une révolution prolétarienne, il ne lui reste plus, par un singulier raccourci de l'histoire, qu'à servir de référence à la démocratie.

Bibliographie

Balace Francis, « Aspects de la résistance en province de Liège », dans Francis Balace, Paul Brusson, Eugène Buchet [*et al.*], *La mémoire*, Province de Liège-Service des Affaires culturelles, Liège, 1994, p. 75-101.

Bernard Henri, *La Résistance. 1940-1945*, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1969.

Gotovitch José, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Labor, Bruxelles, 1992.

Maerten Fabrice, *Du murmure au grondement. La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, 3 volumes, Hannonia, Mons, 1999.

Marquet Victor, *Contribution à l'histoire de l'Armée secrète 1940-1944*, Pygmalion-Union des Fraternelles de l'Armée secrète, 6 fascicules, Bruxelles, 1991-1995.

Strubbe Fernand, *Services secrets belges, 1940-1945. Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas*, Union des services de renseignements et d'action, Bruxelles, 1997.

Tanham George K., *Contribution à l'histoire de la Résistance belge. 1940-1944*, Presses Universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 1977.

Ugeux William, *Le Groupe G (1942-1944). Deux héros de la résistance : Jean Burgers et Robert Leclercq*, Elsevier Sequoia, Paris-Bruxelles, 1978.

Verhoeven Etienne, « La Résistance », dans *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, De Boeck-Wesmael, Bruxelles, 1994, p. 331-511.

L'héritage de la Résistance

Congrès de la Résistance européenne, tenu à Bruxelles en 1958

La Résistance appartient à l'histoire et à personne d'autre, certes pas aux historiens. Elle n'appartient même plus aux résistants qui l'ont faite. Elle n'est le monopole d'aucun parti. Elle a sa gloire et elle a ses échecs, ses martyrs, ses traîtres et ses profiteurs. Son héritage, constitué de leçons, de regrets et de fierté aussi, nous (les résistants) l'acceptons intégralement, en connaissance de cause, avec son passif et son actif, avec ses problèmes et ses charges. Ce n'est plus sur le plan de la politique guerrière que nous avons à résister aujourd'hui. Un objectif plus vaste et plus humain nous est offert. Les véritables résistants abhorrent un rôle décoratif qui serait la dernière de leurs prisons : ils ne se contenteront jamais d'être les pensionnés de cette guerre dont les conséquences terribles pèsent sur le monde. Les résistants sont capables de remuer l'opinion, de lui dire des choses opportunes et importunes, continuation logique de leur action périlleuse de la guerre.

La Résistance s'est faite de la révolte des hommes libres, volontaires du combat pour la liberté. Aujourd'hui comme hier, il y a beaucoup à sauver, mais les temps ont changé et nous ne pouvons que nous en réjouir. La saison des vengeurs est passée. Les revendications sont dépassées. La justice des hommes est satisfaite. Les sabotages doivent être remplacés par l'édification d'un monde pacifique. Le service de renseignement peut instruire au grand jour un public qui n'est plus clandestin. C'est la valeur permanente de l'engagement qui nous a fait accepter tant de

risques et qui nous pousse désormais vers des activités nouvelles.

Il ne m'appartient pas de distribuer des consignes, pas même de donner des conseils. Mais je puis rêver devant vous et dessiner quelques-unes des formes possibles d'une activité digne de nos états de service. Ce serait si beau si les résistants – combattants irréguliers par vocation, solidaires sans contrainte extérieure – prenaient la tête des mouvements d'émancipation sociale dans nos pays et dans leurs colonies, s'ils s'élevaient contre le nationalisme, contre le chantage à la guerre, contre tout ce qui menace la personne humaine. Assistance aux pays sous-développés, aux personnes déplacées, aux minorités persécutées; aide aux victimes de la guerre, à la jeunesse dévoyée, aux condamnés, détenus ou libérés, fussent-ils inciviques; rapprochement, dans le respect mutuel, des hommes divisés par leurs religions et leurs partis; statut des objecteurs de conscience; protection de la nature même; et j'en passe... Le champ est immense, les problèmes sont complexes et l'opinion publique doit être sans cesse éclairée et stimulée.

Allons plus loin, toutefois. Restons en état d'alerte pour ne pas nous décerner à nous-mêmes des certificats de sagesse ou de modération. Recherchons les occasions de servir et ne craignons pas les responsabilités individuelles de la paix. Il faut parfois plus de courage pour vivre fraternellement que pour vivre dangereusement. Les circonstances changent sans cesse, le monde

évolue, les principes demeurent. À nous de les maintenir, même s'ils nous rapprochent de nos adversaires de jadis, même s'ils font de nous les précurseurs sacrifiés d'un avenir international plus large.

En somme, un programme grandiose s'ouvre à nos yeux : constituer une zone protectrice des valeurs que nous aimons, réserver et préserver cette indispensable marge d'humanité où puisse se développer ce qu'il y a de meilleur dans l'homme.

Chaque atteinte à la dignité d'un seul être diminue la dignité de tous.

Nous rejetons comme irrespirable un monde qui serait celui des robots, de la toute puissance policière ou de la terreur atomique. C'est encore un combat qui nous appelle. Et peut-être trouverons-nous qu'il est difficile d'y choisir une place. La Résistance de la guerre, elle aussi, s'était cherchée longtemps, obscurément, douloureusement.

La Résistance de l'après-guerre tâtonne à son tour et cherche sa voie, cherche ses voies, mais elle se définit avec un même souci moral, une même tradition historique : ne pas transiger avec l'injustice, refuser l'attentisme et les compromis, servir encore et toujours l'homme.

Oui, dans ce sens-là, nous devons accepter avec ferveur, mais les yeux ouverts, l'héritage spirituel de la Résistance. Quelles que soient les modalités de notre altruisme, nous pourrions dire : la Résistance continue!

Léon-Ernest Halkin



Appel aux jeunes

... Vous venez de visiter le fort de Breendonk, lieu d'incarcération de personnes « dangereuses » aux dires de la police allemande mais qui ont toutes en commun l'amour de la liberté.

Tout dans le fort a été préservé des ravages du temps. Il ne manque que les victimes et les bourreaux, les cris et les hurlements, la folie et la terreur.

Breendonk était un petit camp. Il y en eut des centaines comme lui et des millions de prisonniers. Breendonk est un avertissement : défendez votre liberté. Ouvrez les yeux, ouvrez-les bien...

Paul M.G. Lévy

Le soleil,
gouache de Wilchar

Préface | Docteur André Wynen | 3

Le Mémorial de Breendonk entre dans le XXI^e siècle | Christian Laporte | 5

Partie 1

Le camp de la terreur nazie

Un lieu d'histoire et de mémoires | Claire Pahaut | 9

L'histoire du fort | 10

L'ancien corps de garde | 12

L'entrée du fort | 12

La cantine des SS et la cuisine | 13

Le bureau des SS | 15

La place d'appel | 16

Les chambrées | 16

Les cachots et les cellules | 18

Les Juifs | 19

Le travail | 20

La terreur judiciaire | 22

Les femmes | 24

Le sort des prisonniers de Breendonk | 25

Le plan de la visite du fort | 26

Lexique | 27

Contact | 29

Références | 29

Partie 2

La Résistance, hier, aujourd'hui et demain

La Résistance en Belgique, 1940-1944 | Fabrice Maerten | 33

Traits généraux | 34

La Résistance comme lutte contre l'occupant | 39

Les structures de nature politique | 39

Les structures à fondement patriotique | 42

La Résistance comme reflet et/ou facteur d'évolution de la société | 51

Sur le plan politique et social, la victoire des éléments conservateurs | 51

Sur le plan culturel, un miroir plus qu'un ferment | 55

Bilan | 57

Bibliographie | 59

L'héritage de la Résistance | Professeur Léon-Ernest Halkin | 61

Appel aux jeunes | Professeur Paul M.G. Lévy | 63